



Département des Pyrénées-Orientales

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2017

EDITO DE LA PRESIDENTE



Le rapport d'activité permet de dresser le bilan de l'année écoulée, et ainsi connaître et appréhender les actions du Département dans leur globalité. Il s'emploie d'abord et avant tout à souligner l'importance du rôle des agents de la collectivité. Chaque agent, dans le champ de son propre domaine, s'investit avec un même objectif : répondre aux attentes et aux besoins des habitants des Pyrénées-Orientales.

Je suis convaincue que le Département est à la fois une collectivité stratégique et une collectivité de proximité par excellence, au service de tous.

A la lecture de ce rapport, vous pourrez constater que nous confirmons notre politique des solidarités humaines que ce soit auprès des personnes âgées, handicapées, des personnes en voie d'insertion professionnelle, des enfants et des familles. Le Département poursuit aussi sa politique d'aménagement solidaire des territoires, en investissant fortement pour les collèges, les infrastructures routières, ou encore le déploiement de Numérique 66, le réseau public très haut débit du Département. Plus de cent millions d'euros ont été investis sur nos territoires en 2017 et le seront encore en 2018, malgré des contraintes budgétaires imposées par le gouvernement. Investir, pour nous élus, c'est confirmer notre confiance en l'avenir.

J'ai bien conscience que la réussite des projets repose sur un travail collectif et je tiens, au nom de l'Assemblée départementale, à féliciter et remercier chaque agent pour son travail et son investissement au quotidien.

Ensemble, nous continuons d'agir avec ambition et bienveillance pour l'avenir durable des Pyrénées-Orientales, toujours dans l'intérêt de nos concitoyens.

Hermeline MALHERBE
Présidente du Département des Pyrénées-Orientales

Edito de la Présidente

Assemblée Départementale	2
Le Département des Pyrénées-Orientales en chiffres.....	3
Le mot du Directeur Général des Services.....	4
Organigramme des Services.....	5
Direction Générale des Services	7
Service des Assemblées.....	8
Direction des Finances, Affaires Juridiques, Marchés	9
Direction prévention santé et bien-être au travail.....	10
Mission départementale Transversale Transfrontalier - Europe - Innovation.....	11
Mission départementale Développement Durable.....	12
Mission départementale Politiques contractuelles et institutionnelles.....	13
Mission départementale Egalités.....	14
Direction Générale Adjointe Territoires et Mobilités.....	15
Direction Ingénierie Territoriale et relations aux communes.....	16
Direction transversale de l'insertion professionnelle et de l'économie locale.....	19
Direction des infrastructures et déplacements.....	21
Direction Générale Adjointe Citoyenneté	23
Direction Culture Patrimoine Catalanité.....	24
Direction Education Jeunesse Sports.....	27
Direction des Archives et Archéologie et du Centre de conservation et de restauration.....	19
Direction Transversale des Associations.....	33
Direction Générale Adjointe des Solidarités.....	35
Direction Accompagnement sociale et accès aux droits (DASAD).....	36
Direction Enfance Famille (DEF).....	37
Institut Départemental de l'Enfance et de l'Adolescence (IDEA).....	38
Direction des Personnes Âgées - Personnes Handicapées.....	39
Le Territoire de l'Agly.....	40
Le Territoire de Perpignan.....	41
Le Territoire du Tech.....	42
Le Territoire de la Têt.....	43
Service Administration et Finances (SAFI).....	43
Service Ingénierie en Travail Socil (SITS).....	45
Service Ressources Humaines et Logistique.....	45
Direction Générale Adjointe Ressources.....	47
Direction Logistique et Bâtiments.....	48
Direction déléguée aux Assurances.....	51
Direction des Systèmes d'Information.....	53
Service Animation et Festivités.....	55
Direction des Ressources Humaines.....	56
Rapport Financier 2017.....	59
Lexique des abréviations et sigles.....	60

ASSEMBLÉE DÉPARTEMENTALE



Hermeline MALHERBE
Présidente du Département des Pyrénées-Orientales

Les Vices Présidents



Michel MOLY
1er Vice-Président
LA CÔTE VERMEILLE
MER - LITTORAL -
PORTS



Toussainte CALABRESE
Vice-Présidente
PERPIGNAN V
LOGEMENT



Nicolas GARCIA
Vice-Président
LA PLAINE ILLIBERIS
EAU



Damienne BEFFARA
Vice-Présidente
LA VALLEE DE LA TET
SANTÉ



René OLIVE
Vice-Président
LES ASPRES
DEPLACEMENTS
ROUTES TRANSPORTS
DEPLACEMENTS DOUX



Françoise FITER
Vice-Présidente
PERPIGNAN III
PERSONNES
HANDICAPEES



Robert GARRABE
Vice-Président
VALLESPR ALBERES
FINANCES



Martine ROLLAND
Vice-Présidente
VALLESPR ALBERES
ENVIRONNEMENT -
ENERGIES
RENOUVELABLES



Alexandre REYNAL
Vice-Président
LE CANIGOU
THERMALISME -
CLIMATISME



Edith PIGNET
Vice-Présidente
LES ASPRES
JEUNESSE

Les membres par ordre alphabétique



Joëlle ANGLADE
PERPIGNAN II



Armande BARRERE
LA CÔTE SABLEUSE



Lola BEUZE
LA VALLEE DE L'AGLY



Annabelle BRUNET
PERPIGNAN I



Jean CASTEX
LES PYRENEES CATALANES



Jean-Louis CHAMBON
PERPIGNAN V
INSERTION -ECONOMIE
SOCIALE ET SOLIDAIRE



Charles CHIVOLD
LA VALLEE DE L'AGLY
CULTURE PATRIMOINE



Isabelle De NOELL -
MARCHESAN
PERPIGNAN IV



Thierry Del POSO
LA CÔTE SABLEUSE



Madeleine GARCIA - VIDAL
LA CÔTE SALANQUAISE
ENFANCE FAMILLE



Romain GRAU
PERPIGNAN IV



Hélène JOSENDE
LES PYRENEES
CATALANES



Rémi LACAPERE
PERPIGNAN III
COMMERCES ARTISANAT



Ségolène NEUVILLE
LE CANIGOU
PERSONNES AGÉES



René MARTINEZ
LA CÔTE SALANQUAISE



Robert OLIVE
LA VALLEE DE LA TET
SPORTS



Marina PARRA-JOLY
LA CÔTE VERMEILLE
TOURISME



Nathalie PIQUE
LE RIBERAL



Richard PULY-BELLI
PERPIGNAN I



Jean ROQUE
PERPIGNAN VI
INGENIERIE ECONOMIE
DES TERRITOIRES -T.H.D



Marie-Pierre SADDURNY
LA PLAINE ILLIBERIS
EDUCATION
-COLLEGES



Jean SOL
PERPIGNAN II



Robert VILA
LE RIBERAL

LE DÉPARTEMENT EN CHIFFRES



POPULATION

479 000 habitants-(INSEE)

PATRIMOINE NATUREL

Opération grand Site Canigou
29 sites Natura 2000
+ 3 en mer
11 réserves naturelles + 1 réserve biologique
63 lacs
1 300 km de fleuves
10 000 km de sentiers de randonnées
3 000 km de canaux

PATRIMOINE CULTUREL

128 monuments historiques classés
191 monuments historiques inscrits
10 musées de France
1 centre de conservation et de restauration du patrimoine
2 sites classés au patrimoine de l'UNESCO
1 700 objets mobiliers classés Monuments historiques
486 objets inscrits au titre des Monuments historiques
4 villages classés parmi les "Plus beaux villages de France"

GÉOGRAPHIE

4 141 km²
160 km de long (Est-Ouest)
65 km de large (Sud-Nord)
69 km de côte

POINTS CULMINANTS

Le Carlit : 2 921 m
Le Canigou : 2 785 m

AGRICULTURE - PÊCHE - FORÊT

2ème département français pour l'agriculture biologique 22%
de la surface agricole en AB + 48% du territoire couvert par de la forêt
Agriculture bio : 14.5 % des exploitations

ADMINISTRATION

17 cantons
226 communes
4 CIRCONSCRIPTIONS

TOURISME

4 millions de touristes / an
4 millions d'excursionnistes / an
33,5 millions de nuitées (2ème Département d'Occitanie)
7ème département touristique
5 stations thermales
9 stations de ski
10 stations balnéaires
9 ports de plaisance

ECONOMIE - ENTREPRISES

43 000 entreprises
96 % de Très Petites Entreprises (TPE)
4 600 créations d'entreprises / an
1 artisan pour 40 habitants

ENVIRONNEMENT ÉNERGIES RENOUVELABLES

7 parcs éoliens
Solaire : 300 jours de soleil / an
Bois énergie : 95 chaufferies installées



MOT DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES SERVICES



Comme chaque année, ce rapport retrace de manière synthétique l'ensemble des missions portées au quotidien par l'administration départementale. Il permet ainsi de mesurer l'étendue de l'intervention de notre Institution, qui s'inscrit dans 3 axes clés, correspondant à l'armature de l'organisation des directions : les solidarités humaines, les solidarités territoriales et la citoyenneté.

Au fil de sa lecture transparaît le sens profond du travail quotidien des agents qui constituent le socle humain de notre collectivité : "faire lien".

Depuis la construction de routes, qu'elles soient physiques ou numériques (projet très haut débit), jusqu'à l'évaluation des plans d'aides pour les personnes âgées souhaitant continuer à vivre à domicile, en passant par l'entretien des collèges ou le soutien au monde associatif, chacun des agents du Département participe, dans la complémentarité, à une œuvre commune de rapprochement mutuel des habitants des Pyrénées-orientales.

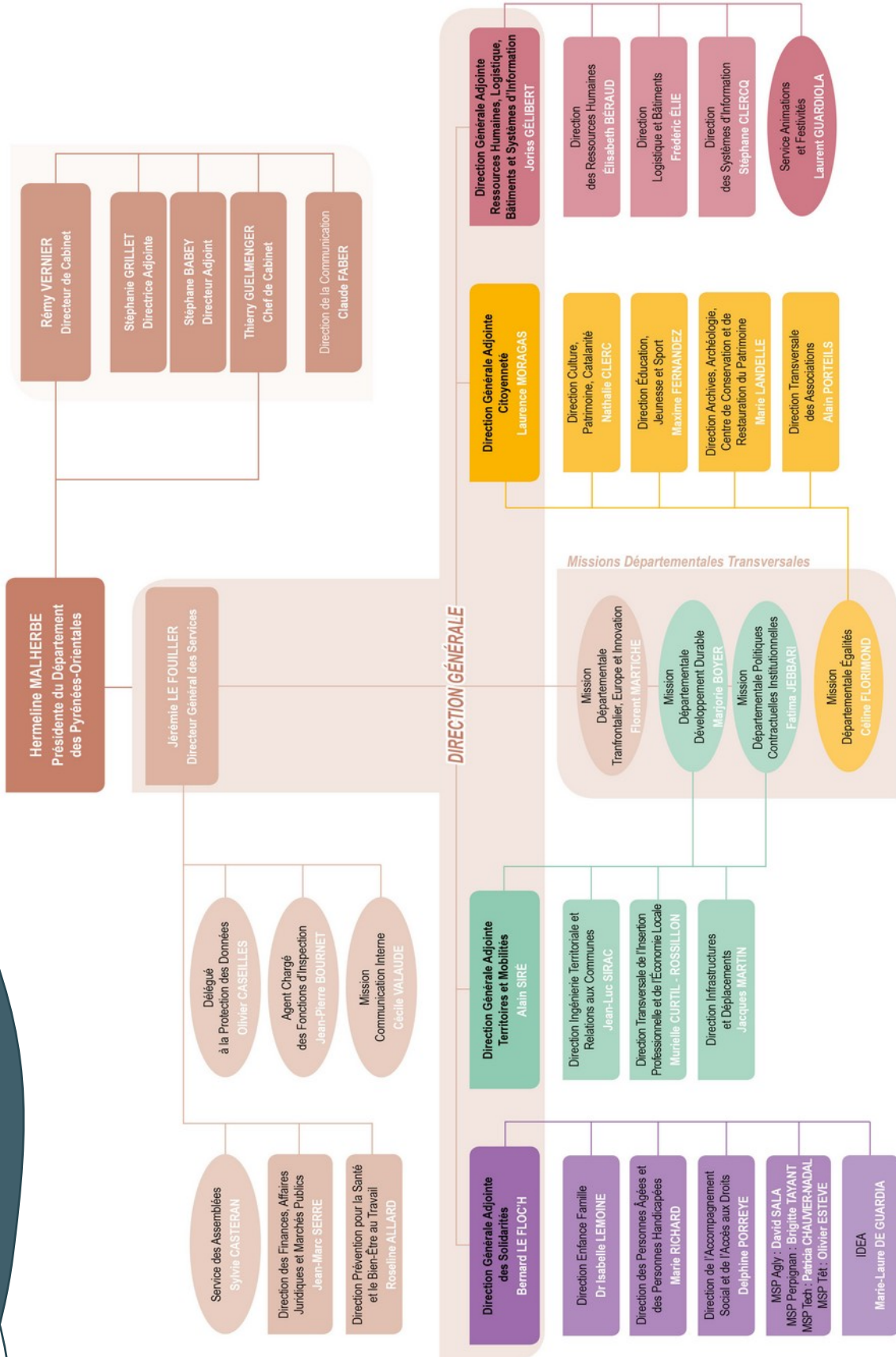
A une époque où la peur de la fragmentation sociale et de la marginalisation s'expriment avec force, les missions et projets retranscrits dans ce rapport d'activités reflètent autant d'enjeux essentiels de politiques publiques. Leur mise en œuvre dans un contexte en évolution constante et dans des cadres juridiques et financiers renouvelés, induisent plus que jamais une forte capacité d'innovation administrative. Cette dimension transparaît notamment dans l'importance fonctionnelle des missions transversales, en charge de s'assurer de la mobilisation efficiente de l'ensemble des leviers internes et externes, qui permettent de démultiplier les ressources et d'accroître la portée des actions.

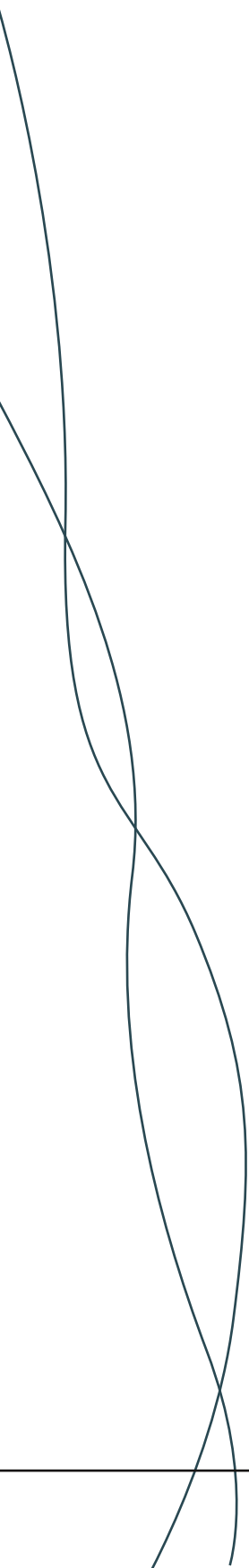
La période à venir s'annonce riche en défis, du fait des projets en cours et d'une croissance des besoins sur certains secteurs, à commencer par celui de la protection de l'enfance. L'ensemble des agents du Département aura à cœur d'y répondre en construisant une organisation favorisant plus que jamais l'intelligence collective.

Jérémie LE FOULLER
Directeur Général des Services

ORGANIGRAMMES DES SERVICES

au 31 décembre 2017





DIRECTION GENERALE DES SERVICES

La Direction Générale des Services est de type collégial, animée par un Directeur Général des Services et structurée en quatre Directions Générales Adjointes. Sont rattachés directement au Directeur Général des Services : le service des assemblées, la Direction des finances, affaires juridiques et marchés publics, la Direction prévention pour la santé et le bien-être au travail, et l'Agent Chargé des Fonctions d'Inspection, le délégué à la protection des données et la mission Communication interne.

Quatre missions d'intérêt départemental sont rattachées à l'ensemble de la Direction Générale :

- La mission départementale Transfrontalier, Europe et Innovation
- La mission départementale Développement durable
- La mission départementale Politiques contractuelles institutionnelles
- La mission départementale Égalités

Sans rôle hiérarchique auprès des Directions, ces missions ont vocation à intervenir, sur tout ou partie du territoire départemental, de manière transversale sur tout ou partie des politiques publiques départementales.

La Direction Générale des Services a pour mission essentielle de veiller à la cohérence de l'organisation des services départementaux et à la bonne exécution des décisions prises par l'Assemblée Départementale.

Elle est une force de proposition et d'analyse permettant, tant à l'exécutif départemental qu'à l'Assemblée Délibérante, d'impulser les politiques publiques départementales. Elle assure aux décisions du Département une sécurité juridique et financière maximale.

Elle manage les différentes Directions et coordonne leurs actions en harmonie avec la politique départementale, fait préparer les dossiers et délibérations de l'Assemblée Départementale et de la Commission Permanente dont elle assure l'exécution par délégation de la Présidente du Département.



SERVICE DES ASSEMBLÉES

La première mission du Service des Assemblées est de préparer les Séances Publiques et les Commissions Permanentes, d'assurer leur fonctionnement et leur suivi administratif.

Missions

- Relecture et le contrôle portant sur la forme des rapports, notes et délibérations,
- Edition des fichiers, puis leur transmission dans les délais impartis,
- Secrétariat pendant le déroulement des réunions
- Finalisation des délibérations, la mise en œuvre des différentes formalités nécessaires à les rendre exécutoires et leur mise en ligne (internet, portail élus, intranet)
- Rédaction des PV et relevés de décisions.

Le service des Assemblées assure également le suivi des désignations des représentants du Département au sein de 350 organismes extérieurs et commissions administratives, regroupe les arrêtés établis par les différents services et les publie au Recueil des Actes Administratifs (RAA), gère les arrêtés de délégations de signatures, en lien avec la chargée de mission DGS et le Service Juridique.

Le Service participe par ailleurs aux journées «Séminaire d'accueil des nouveaux agents» mises en place à l'initiative de la Direction des Ressources Humaines

4 agents

8 Séances Publiques

9 Commissions Permanentes

646 délibérations

1 663 arrêtés publiés

29 Recueils des Actes Administratifs (RAA) dont 17 pour les délibérations

et 12 pour les arrêtés de la Présidente

1 Recueil des décisions de la Présidente en terme de marchés

Réalisations

Janvier

L'Assemblée a adopté le Budget Primitif.

Février

L'Assemblée s'est prononcée en faveur des programmes départementaux environnement, mer-littoral, énergies renouvelables, lecture, culture.

Mars

L'Assemblée a approuvé le schéma départemental d'amélioration de l'accessibilité des services au public.

Juin

L'Assemblée a délibéré sur le plan départemental d'actions en faveur du logement et de l'hébergement pour les personnes défavorisées et abris connaissance du rapport d'activité des services 2016.

Décembre

L'Assemblée a statué sur la mise en oeuvre du projet départemental de déploiement et d'exploitation d'un réseau à très haut débit et sur différents rapports en matière de solidarité.

DIRECTION DES FINANCES, AFFAIRES JURIDIQUES ET MARCHES

La Direction des Finances, Affaires Juridiques et Marchés publics est garante de la solvabilité à court, moyen et long terme de la Collectivité. Elle assure la qualité, la sincérité et l'équilibre budgétaire et comptable. Elle veille à la sécurité juridique de l'ensemble des procédures internes et notamment celles relatives aux marchés publics et coordonne les actions de la Collectivité devant les différentes juridictions. Elle produit à destination des élus et de la Direction Générale, des analyses prospectives et des outils opérationnels permettant le pilotage financier stratégique du Département.

La Direction des Finances, Affaires Juridiques et Marchés publics intervient en qualité de direction support et ressources pour l'ensemble des services de la collectivité, en particulier auprès des services administratifs et financiers des différentes directions opérationnelles, et elle anime de manière permanente le réseau des agents correspondants financiers et marchés sur lesquels elle s'appuie pour le bon accomplissement de ses missions, lesquelles s'articulent autour de 6 centres de responsabilité majeurs : le service Affaires Juridiques, le service Analyse et Études, le service Budget, le service Comptabilité, le service Gestion du Bilan, le service Marchés publics. .

Stratégie de développement durable dans la gestion des finances départementales

La stratégie conduite par le Département en matière de gestion financière s'inscrit intrinsèquement dans la stratégie de développement durable. Au cœur de cette stratégie, la gestion des deux éléments financiers impactant durablement l'avenir du territoire, la dette et le patrimoine, sont pilotés pour préserver les marges de manœuvre les plus optimales, afin de doter le territoire des biens et services publics les plus adaptés. Enfin, dans sa relation aux citoyens, le Département tente de répartir les charges fiscales et tarifaires de la manière la plus juste socialement.

• Soutenabilité de la stratégie d'endettement

Entre 1998 et 2007, le Département a mené de manière progressive et déterminée une stratégie de désendettement. Depuis 2008 pour éviter de faire supporter aux générations futures la charge de la dette, l'Assemblée départementale a su utiliser le levier de l'endettement avec mesure tout en préservant d'importantes marges de manœuvre grâce à la contraction des frais financiers. Cette stratégie permet aujourd'hui d'assurer la viabilité du plan pluriannuel d'investissement sans dépendre du niveau d'engagement des institutions financières. Alors que le stock de dette était de 199 M d'€ au 31 décembre 1998, celui-ci est passé à 160,9 M€ au 31 décembre 2017. La dette départementale ramenée au nombre d'habitants représente 345 € en 2017 contre 569 € pour la moyenne de la strate. De même, la capacité de désendettement très largement améliorée par l'action résolue de la collectivité en la matière, se stabilise autour de 2,5 ans contre une moyenne nationale de 4,3 ans.

• Gestion financière du patrimoine : la notion d'actif territorial départemental

Si le Département entretient son patrimoine en l'amortissant réglementairement, il finance plus largement un enrichissement départemental consolidé à travers les subventions d'équipement qu'il verse chaque année. L'effet levier de ces versements a permis le financement d'un flux net d'actifs publics de 600 M€. Concrètement, les investissements des communes, les équipements nécessaires au traitement des eaux et à l'assainissement, les casernes de pompiers, le logement social, les établissements médico-sociaux ont pu être réalisés grâce au financement partiel accordé par le Conseil Départemental. En tant qu'équipements publics bénéficiant à de nombreuses générations présentes et à venir, il s'agit là d'un réel effort financier à vocation durable.

• Stratégie fiscale

L'Assemblée Départementale a décidé de maintenir le taux de taxe foncière au niveau le plus bas de tous les Départements de la Région Occitanie – Pyrénées-Méditerranée et dans la médiane nationale. Le Département a également décidé d'exonérer totalement les bailleurs sociaux de taxe d'aménagement (0,7% des ressources départementales) afin de préserver les ménages les plus fragilisés d'un impact sur le montant des loyers.

• Tarification

Il est possible de citer les choix résolus en matière d'offre de spectacles culturels (gratuité) et de restauration scolaire (prix du repas fixé à 2,80 € et aide sociale pour les collégiens boursiers) qui visaient à rapprocher les usagers des services offerts sans mettre à mal la structure de financement de ces activités. Sur ce point l'objectif semble rempli avec un réel succès de fréquentation. D'un point de vue global, les choix de l'assemblée départementale visent par le biais du tarif à rapprocher la population de services qui lui sont proposés depuis longtemps tout en préservant avec justice le pouvoir d'achat des ménages.

- Un budget 2017 réalisé à hauteur de **640 millions d'euros en dépenses** (hors opérations sur lignes de trésorerie et hors mouvements d'ordre) dont **104 millions d'euros d'investissement et 536 millions d'euros de fonctionnement** ;
- un **actif brut de 2,857 milliards d'euros** (budget principal seulement) ;
- un **encours de dette de 160,9 M€** avec un taux moyen de 2,45 % et une épargne brute de **64,3 M€**, soit une capacité de désendettement de 2,5 ans ;
- **129 déclarations de TVA** et demandes de remboursement sur 9 secteurs d'activité soumis ;
- **28,8 millions d'euros de nouvelles garanties d'emprunts** accordées pour la réalisation ou la réhabilitation de 928 logements ;
- **10 séances de Commissions d'Appel d'Offres**, 4 séances de Commissions de Délégation des Services Publics et 83 réunions d'ouverture de plis se sont tenues ;
- **589 marchés** ont été conclus en 2017 pour le Département ;
- **85 procédures** de passation ont été dématérialisées et 115 offres électroniques ont été reçues ;
- **110 avenants** ont été gérés et 150 actes de sous-traitances ont été instruits ;
- **306 décisions** sur délégation à l'exécutif en matière de marchés ont été traitées ;
- 31 établissements publics périphériques ou directement dépendants de l'intervention financière du département suivis représentant un volume budgétaire total de plus de **200 millions d'euros et une enveloppe d'aide totale proche de 60 millions d'euros attribuée par le Département** ;
- **41 855 mandats** de dépenses et **9 202 titres de recettes** vérifiés et traités ;
- **167 études** produites par le Service des Affaires Juridiques, dans tous les domaines de compétence du Département ;
- **33 nouveaux dossiers de contentieux** et/ou pré-contentieux, dont 15 ont été gérés directement et intégralement par le Service Affaires Juridiques et 18 dossiers ont fait l'objet d'une externalisation.



DIRECTION PRÉVENTION POUR LA SANTÉ ET LE BIEN-ÊTRE AU TRAVAIL

La Direction Prévention pour la Santé et le Bien-Être au Travail est une équipe pluridisciplinaire composée d'un service administratif, d'un service hygiène et sécurité, d'une psychologue du travail, d'une infirmière et d'une assistante sociale.

Missions

Les missions de la Direction Prévention restent inchangées par rapport aux années précédentes. Son rôle principal est de conseiller l'autorité, les agents et leurs représentants et ce, afin de préserver la bonne santé des agents du Département.

A ce titre, elle effectue :

- des actions individuelles : visites médicales d'aptitude ou de suivi, des études et aménagements de poste personnalisés, des entretiens infirmiers, des entretiens individuels et des bilans de compétences,
- des actions collectives : visites de chantiers ou de sites, des médiations, des formations ou sensibilisations en prévention.

Chaque service de la Direction travaille en transversalité afin que tous les acteurs de l'institution puissent contribuer au maintien en bonne santé des agents au travail et à la politique de prévention de la collectivité.

Réalisations

La Direction Prévention agit à travers diverses actions afin de pouvoir maîtriser au mieux les risques professionnels. La formation et la sensibilisation aux risques professionnels sont donc déterminantes tant pour informer les agents que leur donner des outils afin d'appréhender au mieux les risques professionnels.

Ainsi, la campagne de prévention « risque chimique » se poursuit tant sur le recensement que sur l'information auprès des agents et de leurs encadrants ce qui permet à chacun de mieux connaître les moyens de prévention et de ce fait, les obligations de chacun. La formation auprès des agents d'entretien a été commencée en ce sens en 2017.

Autour du risque physique (manutention manuelle...), l'Intervenant en Prévention des Risques Professionnels (IPRP) propose des formations PRAP (Prévention des Risques liés à l'Activité Physique) mais également une campagne de sensibilisation aux échauffements et étirements sur le poste de travail. Cela permet aux services demandeurs d'être acteur de leur prévention et de participer à la préservation de leur santé. En ce sens, l'IPRP propose également des formations sur le port des EPI (Equipements de protection individuelle). La démarche de sensibilisation « post accident de service » est toujours proposée aux agents de la collectivité en fonction du type d'accident qu'ils auront eu. Cette action permet de sensibiliser les agents sur les risques professionnels tout en permettant à l'employeur de proposer des actions de prévention dans ce domaine.

Dans le cadre des Risques Psychosociaux, la psychologue du travail a continué la mise en place de sensibilisations pour les encadrants. Cela permet d'expliquer les facteurs des RPS ainsi que leurs conséquences autant par rapport à eux-mêmes qu'à leur fonction d'encadrant. Elles apportent également des outils utiles pour la prévention.

La psychologue a été également pilote d'une action collective sur le risque « Agression ». Cette action rentre dans le cadre du plan de prévention impliquant tous les services de la collectivité ainsi que les représentants du CHSCT (Comité Hygiène Sécurité et Conditions de Travail).

La Direction Prévention fait également appel à des partenaires extérieurs pour former et sensibiliser les agents. Ainsi, dans le cadre de la campagne « alcool et travail », des formations auprès des encadrants et des agents sur les conduites addictives ont été proposées.

De même, chaque année, la Direction Prévention organise également des formations premiers secours avec le SDIS des Pyrénées Orientales ainsi que des formations sécurité incendie.

En 2017, la Direction Prévention a pu stabiliser le nombre de visites médicales notamment par l'apport de suivis périodiques effectués par l'infirmière de la Direction tout en continuant à pouvoir proposer des études et des aménagements de poste personnalisés. Le départ du médecin de prévention fin 2017 a été compensé par la signature d'une convention avec le Pôle Santé Travail afin qu'un médecin puisse venir effectuer des vacations deux fois par semaine à la Direction Prévention.

Enfin, lors du CHSCT de novembre, la Direction Prévention a présenté un bilan hygiène, sécurité et conditions de travail afin de réunir des données transversales (bilan social, bilan annuel de la Direction Prévention et Document Unique). Elle a également présenté le bilan 2017 des actions de prévention de la collectivité et le programme annuel 2018.

939 visites médicales par le pôle médical dont **794** pour les agents du Conseil Départemental,
477 entretiens psychologiques pour **192** agents,
379 agents reçus par le pôle social,
12 visites de site, chantier et collègues

Perspectives

En 2018, la Direction Prévention souhaite poursuivre les actions entreprises en 2017 et continuer à insuffler une culture de prévention dans la collectivité.

Des visites de site régulières vont être mises en place par le Conseiller de Prévention, en lien avec l'ACFI afin d'identifier les besoins des agents en matière d'hygiène et de sécurité et de pouvoir accentuer les efforts de prévention entrepris dans la collectivité.

Le groupe de travail « Risque agressions » va continuer à se réunir afin de présenter le guide agression courant 2018 pour validation et le diffuser à l'ensemble des directions concernées.

Autour du risque chimique, il est envisagé que la sensibilisation soit généralisée pour tout agent utilisant des produits chimiques. Le recensement des fiches de données de sécurité (FDS) ainsi que les conseils en la matière continuent également.

La transversalité avec les ressources humaines se poursuit par le biais de chaque service de la Direction (médical, social, psychologique et technique).

Enfin, les sensibilisations sur les conduites addictives à destination des encadrants et des agents vont se poursuivre pour 2018.

Suivi médical : visites d'aptitude et de suivis périodiques obligatoires, entretiens infirmiers, soutiens psychologiques, Visites de sites et de collègues
Démarche PRAP : contribuer à la prévention de la pénibilité au travail,
Risques chimiques : mieux informer afin de se protéger de la commande à l'utilisation du produit,
Forte implication de l'assistante sociale dans la mise à disposition auprès des agents à risque (arrêt maladie, lien avec les ressources humaines),
- coordination du réseau des assistants de prévention et traitement des fiches du registre santé-sécurité.



MISSION DÉPARTEMENTALE TRANSVERSALE TRANSFRONTALIER – EUROPE – INNOVATION

L'

année 2017 a été marquée par la fusion des Missions Évaluation des Politiques Publiques et Transfrontalier – Europe en 1 seule entité rattachée auprès du DGS à compter du mois de janvier 2017.

Réalizations

EVALUATION POLITIQUES PUBLIQUES

L'année 2017 a été marquée par la mise en oeuvre de plusieurs démarches importantes :

- Démarche d'écriture et de caractérisation des politiques publiques du Département,
 - Mise en place d'une démarche d'évaluation de la politique d'insertion du Département,
 - Accompagnement de la Direction Générale (DGS / DGA), en lien étroit avec les Directions des Ressources Humaines et des Finances dans une démarche de pilotage de la masse salariale.
- D'autres actions, engagées au cours de l'année précédente, ont été poursuivies :
- Cartographie du budget au regard des politiques publiques,
 - Représentation du Conseil Départemental au sein du réseau « Revmed » et participation active aux travaux du réseau autour de l'évaluation des politiques publiques;

TRANSFRONTALIER - EUROPE

Mise en oeuvre des Fonds Européens Structurels et d'Investissement 2014-2020 (FESI)

- Participation aux différentes instances de mise en oeuvre / informations auprès des acteurs du territoire et accompagnement à la conception des dossiers
 - Mise en oeuvre de la subvention globale FSE en tant qu'Organisme Intermédiaire responsable
 - Conception et mise en oeuvre d'une démarche inter-Départements sur l'encadrement communautaire des aides d'Etat
- ### Suivi des programmes européens de coopération territoriale (transfrontalière Interreg V-A POCTEFA / SUDOE-MED)
- Programmation des dossiers du 2nd Appel à projets POCTEFA dont 3 projets à maîtrise d'ouvrage départementale (voies vertes, mobilités transfrontalières, prévention du risque incendies).

Développement de la Coopération transfrontalière de proximité

- Coopération avec la Generalitat de Catalunya : poursuite du travail multi-thèmes (jeunesse, culture, mobilité, tourisme, randonnée) ; ingénierie de projets commune ; mise en oeuvre du « Fonds de soutien aux micro-projets sur l'Espace Catalan Transfrontalier ».
- Diputació de Girona – mise en oeuvre des actions du projet ECTAdapt sur le changement climatique.

Promotion de la Coopération à l'échelle méditerranéenne

- Fonds départemental de coopération extérieure – Bassin méditerranéen. 3 projets en cours : UPVD/Université de Tlemcem – plantes aromatiques, alternative aux pesticides (Algérie) – Association Les Francas – Éducation des jeunes à l'interculturel (Territoires Palestiniens) – Association Leila et Nawelle – recyclage et santé des Femmes (Maroc).

Actions partenariales Jeunesse et Europe

- Poursuite des actions de sensibilisation des collégiens par les structures locales d'information.
 - Valorisation des actions de l'Union Européenne sur le territoire et mise en oeuvre de démarches partenariales avec l'UDSIS et l'IDEA, en collaboration avec le Centre Information Europe Direct.
- ### Veille informative sur les appels à propositions des programmes thématiques de la Commission européenne

- Suivi des programmes thématiques et des AAP 2018/2019 - Mise en oeuvre de collaborations notamment avec le Mémorial de Rivesaltes, l'Institut Régional de Travail Social (IRTS), l'Atelier des barques de Paulilles et l'IDEA sur les Programmes ERASMUS+, Europe pour les Citoyens et le Fonds Asile Migration Intégration.

Mise en oeuvre des Programmes FESI 2014-2020 : **80 dossiers FEDER-FSE** (10 dossiers du Département des Pyrénées-Orientales) : environ **13 M€** / Crédits FEADER mobilisés dans les Pyrénées-Orientales (hors LEADER) s'élèvent à près de 13 M€ / Approches Territoriales Intégrées (ATI) : plus de 10,4M€ à mobiliser / FSE-subvention globale : **36 opérations** programmées en 2017, mobilisant 1,3M€. Coopération transfrontalière : **20 micro-projets** programmés en 2017 / 1M€ de subventions départementales depuis 2008 pour **190 projets**. Renforcement des partenariats avec la Generalitat de Catalunya / Diputació de Girona. 4 projets retenus en 2016/2017 dans le cadre du Programme POCTEFA. Programmes INTERREG : 2nd AAP : **23 projets** programmés sur notre territoire – **6,6M€ d'aide européenne** (1,5M€ pour le Département sur la mobilité durable, lutte contre les incendies de forêts, transport collectif) – Depuis 2016, 12M€ de crédits FEDER pour les projets du département.

Perspectives

EVALUATION POLITIQUES PUBLIQUES

- Évaluation de la politique Insertion du Département
- Suivi évaluatif du Pacte Territorial pour l'Insertion
- Poursuite du travail sur la formalisation des Politiques Publiques

TRANSFRONTALIER - EUROPE

Programmes régionaux FESI : Mobilisation des services de l'Institution pour la programmation 2014-2020 (ingénierie/montage de dossiers). Travail en lien avec les services instructeurs (Région/État) et les partenaires (locaux / autres Départements) notamment sur l'après-2020.

Programme européen de coopération transfrontalière Interreg V-A POCTEFA : Mise en oeuvre des projets des 2 premiers AAP / préparation du 3ème AAP

Coopération transfrontalière de proximité :

- Avec la Generalitat de Catalunya : mise en oeuvre des projets européens COOPEREM (lutte contre les incendies – aux côtés du Service Environnement) et Connect (mobilités transfrontalières – aux côtés de la Région Occitanie) ; relations inter-services et ingénierie de projets commune ; finalisation d'une base de données des projets transfrontaliers. Fonds de soutien aux micro-projets transfrontaliers
- Avec la Diputació de Girona : mise en oeuvre de l'accord bilatéral de partenariat et du projet européen ECTAdapt (adaptation au changement climatique – Mission Développement Durable).

Coopération à l'échelle méditerranéenne : Lancement de l'AAP 2018/2019 FDCE- Bassin méditerranéen. Mobilisation des services / acteurs du territoire lors des appels à projets MED et SUDOE.

Programmes thématiques / Commission Européenne : Veille/information sur les appels à projets. Accompagnement des porteurs de projets du territoire (publics et privés).

Actions partenariales Jeunesse et Europe : Poursuite de la sensibilisation à l'Europe en s'appuyant sur la thématique annuelle de la Commission Européenne (Valorisation du patrimoine). Développement des partenariats initiés en 2017.

Développement de l'offre d'ingénierie de projets de la Mission Départementale Transfrontalier / Europe / Innovation.



MISSION DÉPARTEMENTALE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Elle met en œuvre la stratégie départementale de développement durable qui s'articule comme suit :

- Démarche interne "le Département Exemplaire" : Renforcer l'exemplarité et l'éco-responsabilité du

Département dans ses pratiques et ses activités,

- Démarche externe "le Département Partenaire" : Accompagner les acteurs du territoire et poursuivre la dynamique territoriale engagée en la matière,
- Chantier transversal : Lutte contre le changement climatique

L'intervention de la Mission Départementale Développement durable est multiple :

- Conseils, accompagnement, expertise auprès des services et des acteurs du territoire,
- Soutien financier aux différents porteurs de projets, notamment les collectivités locales,
- Mise en réseaux des acteurs et animation d'une offre de services à l'attention des collectivités,
- Partage d'actions ou co-pilotage avec d'autres services ou partenaires.

Réalisations

Démarche interne

- Accompagnement des services afin de renforcer l'exemplarité de l'Institution,
- Élaboration du rapport 2017 sur la situation en matière de développement durable de la collectivité,
- Réalisation du suivi du Bilan Carbone Patrimoine.

Démarche externe

- **Accompagnement technique, méthodologique et expertise** auprès des collectivités pour les accompagner dans l'élaboration et la mise en œuvre de leurs projets de développement durable,
- Animation d'une **offre de services** à l'attention des collectivités : actualisation de la bibliothèque virtuelle développement durable, animation de l'offre de formations 2017-2018 en partenariat avec le CNFPT,
- Animation de **démarches de réseaux**, à travers les réunions du Réseau Départemental 66 des Agendas 21 et les outils mis en place (organisation de visites de sites, de journée d'échanges techniques sur les démarches de participation et l'évaluation, actualisation des outils précédemment créés...).

Chantier transversal - Lutte contre le changement climatique

- Poursuite de la **démarche de suivi-évaluatif du Plan Climat Energie Territorial (PCET)**.
- Animation et mise en œuvre de la **stratégie départementale en faveur de l'éco-construction**.
- Déploiement de la **stratégie départementale en faveur de la lutte contre la précarité énergétique** : mise en place d'ateliers collectifs sur les territoires des MSP, création et diffusion d'outils de sensibilisation à l'attention des ménages fragiles, réalisation de visites à domicile auprès des ménages vulnérables et mise en place d'un accompagnement ciblé et personnalisé.
- Poursuite de la mise en œuvre du **projet de coopération ECTAdapt** sur l'adaptation du territoire aux effets du changement climatique (rencontres d'acteurs, lancement d'études...).

Actions du Réseau Départemental 66 des Agendas 21 : **90 participants sur l'année 2017** aux différentes actions du réseau

Offre de formations à l'attention des collectivités : **8 formations en 2017, rassemblant près de 165 personnes**

Projet de coopération transfrontalière ECTAdapt : budget total de **1.031.678€ dont 558 000€ portés par le Département**

Lutte contre la précarité énergétique : 85 ménages suivis par l'équipe d'accompagnement aux économies d'énergie ; 15 ateliers collectifs mis en place en 2017 sur le territoire, soit environ 60 personnes sensibilisées

Perspectives

Démarche interne

Actualisation du Bilan Carbone Patrimoine et Services du Département

Démarche externe

- Travail préparatoire à la mise en œuvre d'une nouvelle offre de formations 2019-2020 à l'attention des collectivités,
- Animation du Réseau Départemental 66 des Agendas 21 avec l'organisation de visites de sites, de journées thématiques et de formations ciblées,
- Poursuite de l'accompagnement proposé aux collectivités et aux autres acteurs du territoire.

Lutte contre le changement climatique

- Lutte contre la précarité énergétique : poursuite des visites à domicile, création de nouveaux outils de sensibilisation, poursuite des animations collectives et élargissement du repérage.
- Projet ECTAdapt : mise en ligne du site internet, organisation de rencontres thématiques d'acteurs, création d'une offre d'animations et de sensibilisation à l'attention des jeunes, lancement d'études spécifiques et d'appel à projets à destination des collectivités...



MISSION DÉPARTEMENTALE POLITIQUES CONTRACTUELLES ET INSTITUTIONNELLES

Missions

4 axes de travail :

1-Coordination de nos politiques publiques avec les structures territoriales : Pays Pyrénées Méditerranée, Pays Vallée de l'Agly, PNR Pyrénées Catalanes, futur PNR Corbières-Fenouillèdes, Groupe d'Action Locale (GAL) Pays Pyrénées Méditerranée, GAL Pays Vallée de l'Agly, GAL Terres Romanes et Massif des Pyrénées.

Coordination, suivi et apport de conseils administratifs et financiers auprès des territoires ruraux et de montagne, permettant de soutenir des projets de territoire avec des fonds du Département et :

- de l'Europe : programmes Leader (2014-2020) sur les 3 GAL et ATI FEDER (2014-2020) sur le PNR Pyrénées Catalanes et Canigó Grand Site
- sur le Massif des Pyrénées : de la Région, de l'État (FNADT Massif - programme CIMP 2015-2020), et de l'Europe (FEDER Massif - programme POI Massif 2014-2020)

2- Coordination de nos politiques publiques avec la Région :

- Convention de délégation et d'exercice concerté des compétences,
- Convention régionale avec les territoires de projet (PPM, territoire de PVA),
- Convention spécifique avec les Parcs Naturels Régionaux,
- Convention dans le cadre des nouvelles politiques contractuelles régionales 2018-2021 : actions de la Région en faveur de la vitalité des communes et intercommunalités et des Bourgs-Centres d'Occitanie / Pyrénées-Méditerranée et en faveur de la vitalité des communes et intercommunalités d'Occitanie / Pyrénées-Méditerranée.

3- Coordination de nos politiques publiques avec l'État :

- Contrats de ruralité Terres Romanes
- Contrats de ruralité PPM
- Contrats de ruralité Agly Fenouillèdes
- Schéma Départemental d'Amélioration de l'Accessibilité des Services au Public (SDAASP)

4- Amélioration de l'accessibilité des services au public :

- Mise en œuvre d'une politique publique départementale en matière de services au public comprenant :

- **en interne** : des actions de formations, de sensibilisation, l'animation d'une plate-forme d'échange et de mutualisation sur la thématique des services, ainsi qu'un travail de réflexion engagé avec la DGA des Solidarités sur la thématique de l'Inclusion Numérique.

- **en externe** : la signature de la convention-cadre avec l'ensemble des partenaires (Région, EPCI, MSAP, prestataires de services), la mise en œuvre des 40 actions du SDAASP, la co-construction d'un volet territorial du SDAASP sur la thématique des services au public avec les communes et leurs EPCI et la mise en œuvre de l'appel à projet annuel « Services au public innovants ».

Réalisations

1 - Mise en œuvre des conventions d'objectifs avec les Pays (objectif 2017-coordination de l'ingénierie territoriale), de la programmation annuelle des PNR, co-élaboration de la charte du futur PNR Corbières Fenouillèdes, captation de crédits massifs et européens (Leader, ATI FEDER et FEDER Massif) pour le Département des PO.

2 - Élaboration de la convention de délégation d'organisation des transports-année transitoire 2017, de la CTEC solidarité territoriale, des contributions départementales au SRDEII, de la

convention en matière de développement rural pour les secteurs de l'agriculture de la pêche et l'aquaculture, de la forêt et de l'agroalimentaire, appui aux services sectoriels pour le dépôt des dossiers de demande de subvention auprès de la Région et de l'État ex : Requalification quai Dezoum et plan d'eau de Caramany.

3 - Suivi des maquettes financières des politiques publiques de l'État à travers la préparation et de la gestion des contrats de ruralité.

4 - Validation du SDAASP par la prise d'un arrêté par le Préfet le 28 décembre 2017 venant entériner la procédure d'élaboration et les 40 actions du schéma ; la mise en œuvre de la gouvernance avec la Préfecture et l'ensemble des partenaires (Région, EPCI, MSAP, prestataires de services).

Perspectives

Le Département, chef de file de la solidarité territoriale, doit passer d'une logique d'aménagement du territoire, dont le chef de file est aujourd'hui attribué à la Région, à une politique de développement solidaire des territoires. Il doit ainsi trouver un positionnement face aux nouvelles compétences obligatoires de la Région et du déploiement de leurs politiques territoriales en faveur des territoires ruraux mais également face aux nouveaux programmes (contrats) de l'État. Le Département envisage de mettre en place des contrats de services avec les communes et leurs EPCI.

Enfin, l'élaboration d'un schéma départemental de l'inclusion numérique en lien avec la DGA des Solidarités pourra être un chantier prioritaire pour 2018, venant conforter le Schéma Départemental de l'Amélioration de l'Accessibilité des Services au Public mais également le Schéma des Solidarités 2017-2021.

651 317 € de fonds Départementaux ont permis de réaliser :

- 942 305 € de projets « Leader »,
 - 1 980 319 € de projets sur le Massif des Pyrénées,
 - 3 974 969 € de projets sur les programmes ATI FEDER,
- soit au total 6 897 593 € de réalisations sur le territoire en 2017 via ces programmes

PNR Pyrénées Catalanes

Dotation statutaire CD66 : 500 307 €
Actions financées CD66 : 32 000 € pour 103 000 € d'actions

PNR Corbières Fenouillèdes

Dotation statutaire CD66 : 19 250 €
Actions financées CD66 : 5 251 € pour 30 915 € d'actions

Canigó Grands Site

Dotation statutaire CD66 : 180 000 €

Validation en 2017 **des 40 actions du SDAASP** en partenariat avec la Région et les EPCI pour l'amélioration de l'accessibilité des services au public

Contrats de ruralité

24 projets votés et 2 297 246 € octroyés par le Département sur notre territoire en 2017.



MISSION DÉPARTEMENTALE ÉGALITÉS

Elle **élabore** de manière transversale le plan d'actions Égalité en accompagnant les différents porteurs de projets en interne comme en externe, puis accompagne sa mise en œuvre ainsi que celle

des travaux de l'Observatoire des violences envers les femmes du Département des Pyrénées-Orientales (Odvef 66). Elle sensibilise les services du Département et mobilise ses partenaires sur les questions d'inégalités de genre.

Elle **rédige** un rapport annuel sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes au sein de la collectivité et développe des orientations pluriannuelles en vue de favoriser l'égalité professionnelle au sein de la collectivité.

Elle **soutient** les associations intervenant en matière de promotion de l'égalité femmes-hommes et des droits des femmes, et plus largement contre toute forme de discriminations.

Elle **anime** un pôle ressources Égalité et organise, avec l'ensemble des acteurs concernés, des événementiels et des actions de sensibilisation et direction des professionnel-le-s et du grand public tout au long de l'année et sur l'ensemble du territoire départemental.

Réalizations

En 2017, elle a organisé la 8ème édition des Semaines des droits des femmes, la 9ème journée de lutte contre l'homophobie et la transphobie, la 5ème édition du concours vidéo « Buzzons contre le sexisme », et la 5ème séquence de sensibilisation en direction des professionnel-le-s dans le cadre de la Journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes.

Elle a contribué aux travaux et à l'animation des groupes projets dans le cadre de l'Odvef 66 : diffusion de la plaquette et de l'affiche d'information à destination des femmes victimes de violences conjugales et des témoins, réalisation de l'enquête départementale sur les violences subies au cours de la grossesse et de la vie en partenariat étroit avec le Conseil de l'Ordre des Sages-Femmes 66 et les équipes PMI, travail pour la mise en œuvre à titre expérimental et dans le cadre d'un projet d'étude universitaire de séances d'hypnose thérapeutique à destination des membres du Comité des usagères souhaitant s'inscrire dans la démarche, organisation d'un cycle d'ateliers d'autodéfense féministe à destination des femmes victimes de violences ou souhaitant s'en préserver, mise en place de diverses actions de prévention : soirée thématique « lutte contre la prostitution » et pièce de théâtre sur la prévention des violences faites aux femmes dans le sport en mars, conférence « violences faites aux femmes : le rôle des professionnel-le-s » en avril, et conférence « prévention des violences sexuelles faites aux femmes en situation de handicap » en décembre.

Elle a élaboré pour la seconde année consécutive le rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes intéressant la collectivité, présenté en séance publique préalablement au débat sur le projet de budget.

Elle a mis en place diverses actions de sensibilisation sur l'éducation à la lutte contre les stéréotypes sexistes et a accompagné techniquement des services civiques sur cette thématique dans le cadre du dispositif « Volontaires en résidence ». Elle a organisé deux sessions de sensibilisation en direction des professionnel-le-s intervenant dans le champ de l'éducation, de la jeunesse, de la famille, de la santé et de la prévention sur le thème de la prévention des violences des jeunes, des discriminations et du harcèlement en milieu scolaire et éducatif. Elle a soutenu techniquement et financièrement des associations œuvrant pour la promotion de l'égalité femmes-

hommes et la lutte contre toute forme de discrimination ; elle a développé le pôle ressources Égalité sur le site internet du Département des Pyrénées-Orientales et a fait l'acquisition d'outils pédagogiques dédiés.

Perspectives

- Mettre en œuvre le calendrier annuel des événements Égalité et droits des femmes ;
- Favoriser l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes au sein de la collectivité ;
- Promouvoir une communication en interne et en externe sans stéréotypes de sexe ;
- Développer la transversalité de la mission en interne et poursuivre le partenariat institutionnel et associatif en externe ;
- Poursuivre la mise en œuvre d'actions de lutte contre les stéréotypes sexistes, d'éducation à la sexualité & du droit à disposer de son corps, et de lutte contre les violences faites aux femmes dans le cadre de l'Odvef66 ;
- Développer les actions de sensibilisation à l'égalité femmes-hommes, en interne comme en externe.



DIRECTION GENERALE ADJOINTE TERRITOIRES ET MOBILITES

La DGA Territoires et Mobilités a pour mission de mettre en œuvre, à travers de nombreux programmes et différentes actions, les politiques départementales* qui concourent au développement du territoire, aux déplacements qui le font vivre, participent à son aménagement durable et équilibré et soutiennent son agriculture, son économie de proximité et ses emplois, y compris l'insertion professionnelle et le logement des plus démunis.

Parmi les enjeux les plus importants, il s'agit de :

- Aider les communes et les EPCI à la fois au plan financier et en terme d'accompagnement technique
- Protéger les ressources en eau potable
- Protéger la population en gérant différents ouvrages hydrauliques, et en prévenant les incendies
- Valoriser les espaces et les ressources naturelles et développer la randonnée et plus largement le tourisme
- Favoriser le développement, d'une part, de l'insertion professionnelle et du logement des plus démunis, et d'autre part, de l'économie sociale et solidaire qui permet la création d'emplois non délocalisables, tout particulièrement en zone rurale, notamment dans les secteurs de l'agriculture, de l'artisanat et du commerce
- Créer, entretenir et gérer les infrastructures routières et les véloroutes sur lesquelles reposent les échanges de populations inter-départementaux
- Développer les activités pêche, plaisance, croisières et commerce du port de Port Vendres.

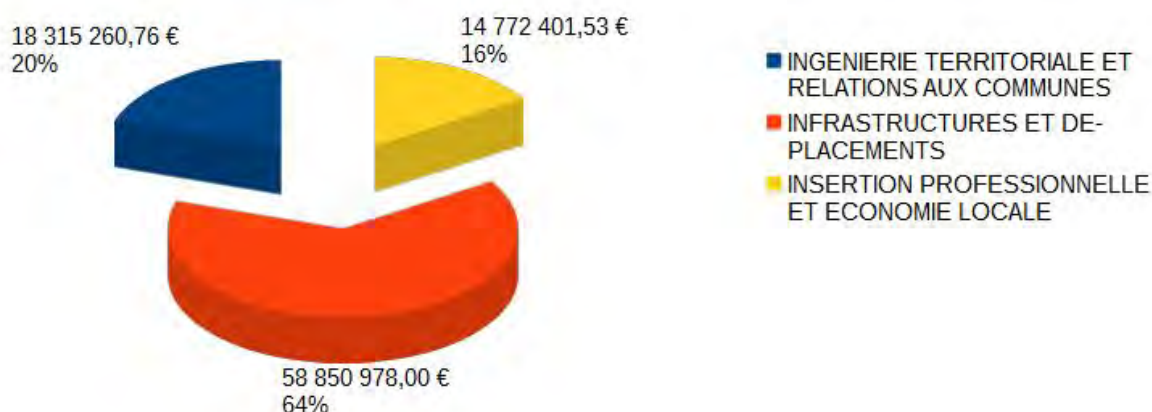
*5 politiques publiques sont mises en œuvre au service du territoire et de la population, dans une dynamique de partenariats multiples : État, Région, Intercommunalités, communes, différents acteurs associatifs et socio-économiques... :

- Le développement local et l'accompagnement des communes
- L'eau et l'agro-environnement
- Les infrastructures et mobilités (routes, transports)
- Le logement
- L'insertion professionnelle



199 délibérations
6703 titres et mandats
93 marchés publics
91 938 640,29 € mandatés

DGA Territoires et Mobilités
Répartition des dépenses en 2017 (91,9 M€)



DIRECTION DE L'INGENIERIE TERRITORIALE ET DES RELATIONS AUX COMMUNES

G

âce à ses 5 services et aux 69 agents qui la constituent, la DITRC élabore et met en œuvre un très grand nombre d'actions dans des domaines très variés.

M

issions

La Direction traite des thématiques suivantes :

La ressource en eau, l'hydraulique, la qualité de l'eau, la lutte contre les inondations, les espaces naturels, la forêt, la mer et le littoral, les énergies renouvelables, la maîtrise énergétique, la randonnée, la démolition, la biodiversité, les déchets, l'éducation à l'environnement, le développement local, l'urbanisme, l'habitat, le tourisme et l'aide aux communes.

L'intervention des services dans les domaines précités prend la forme, selon les cas, d'une action en maîtrise d'ouvrage directe ou d'un soutien financier et (ou) technique aux différents porteurs de projets et partenaires.

R

éalisations

I. EAU

1) Ressources en eau

- Appui technique et financier auprès des collectivités en eau potable et assainissement, avec un accent mis sur le transfert des services aux intercommunalités en 2020 ; mise en place de formations en partenariat avec le CNFPT. Poursuite de la réflexion sur la définition d'une politique prospective de gestion de l'eau à l'échelle du Département, à l'horizon 2030/2040 et lancement de l'étude de faisabilité d'un syndicat départemental de production d'eau potable,
- Gestion de la Régie des eaux de l'Espace Entreprise Méditerranée (EEM) et mise en œuvre du transfert obligatoire à PMCU,
- Lutte contre la pollution par les phytosanitaires (mise en place d'un programme d'aide pour la mise aux normes de potences agricoles, appui technique auprès de 13 communes),
- Suivi du Syndicat Mixte de gestion et de protection des nappes du Roussillon, de l'élaboration du Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SAGE) et du schéma de sécurisation de l'alimentation en eau potable de la plaine du Roussillon.

2) Rivières : Suite de l'étude d'inventaire des ouvrages du Département impactant la continuité écologique : 24 ouvrages à enjeux piscicoles + 3 ouvrages à enjeux sédimentaires ont été recensés, dont 13 jugés prioritaires. 3 ouvrages « piscicoles » ont été aménagés en 2017, et 2 études d'avant-projet ont été réalisées pour définir de prochains travaux.

3) Dignes de l'Agly :

- Finalisation des travaux annuels dits « de réparations urgentes ».
- Dépôt du dossier d'autorisation en « système d'endiguement », pour le linéaire des digues existantes.

4) Barrages :

- 19 décembre : arrêt de la centrale hydroélectrique du barrage sur l'Agly, pour cause de fiscalité disproportionnée,
- Validation du programme d'inspections, devant conduire à la mise à jour de l'Étude Des Dangers du barrage de Vinça (EDD à remettre en juin 2019),
- Exécution des Dossiers Techniques Amiante sur les 3 barrages et ouvrages annexes.

5) GEMAPI (Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations) :

- Discussions avec les EPCI et syndicats de bassins versants pour aider à la bonne mise en œuvre des nouvelles compétences GEMAPI dans les P.O : création d'un syndicat départemental qui

mutualise des moyens, ou d'une association de concertation.

II. ENVIRONNEMENT

1) Les espaces naturels et la biodiversité

Ingénierie écologique

- Soutien technique et financier des gestionnaires d'espaces naturels.
- Accompagnement des collectivités pour la préservation de leur patrimoine naturel.
- Mise en place de mesures compensatoires (Camp Joffre) et accompagnement des projets de la Direction Infrastructures et Déplacements.
- Réalisation d'une formation départementale sur la Biodiversité en partenariat avec le CNFPT.

Mise en réseau d'acteurs

- Animation du réseau technique départemental des gestionnaires d'espaces naturels.

2) Gestion environnementale et valorisation des sites naturels départementaux

- Animation du site N2000 Chiroptères
- Gestion de la Réserve naturelle régionale de Nyer, de la Réserve naturelle Marine de Cerbère-Banyuls et du Site naturel Départemental des Dosses
- Appui technique et expertises écologiques dans le cadre de projets de travaux...
- Gestion de la forêt départementale de l'Alzine

3) Éducation à l'Environnement et au Développement Durable

- Organisation de la **Fête de la Nature** sur l'ensemble des 7 sites naturels gérés par le Département et intégration de l'offre des principaux partenaires dans les supports de communication.
- Conception et coordination du programme pédagogique **Collèges**

21.

- Développement numérique d'un outil de prévention aux incendies en forêt méditerranéenne pour le public scolaire.
- Appui à la construction et la mise en œuvre d'un projet européen en matière d'adaptation au changement climatique (volet sensibilisation).
- Accompagnement technique et financier des acteurs locaux de l'éducation à l'environnement (associations, entreprises, réserves naturelles, parc naturel régional...).

4) Valorisation des ressources

- **Forêt** : Appui à la construction de projets européens en matière de Défense des Forêts Contre l'Incendie (DFCI) et d'adaptation au réchauffement climatique ; Soutien à la constitution de Réserves Intercommunales de Sécurité Civile (RISC) sur le Vallespir et les Aspres.
- **Déchets** : Engagement d'une démarche exemplaire de lutte contre le gaspillage alimentaire et de tri des biodéchets dans les restaurants scolaires de 5 collèges du Département – Phase 1
- Réalisation du bilan 2016 de l'Observatoire Départemental de la Gestion des Déchets Non Dangereux des P.O.
- **Énergie** : Élaboration d'un projet d'équipement des toitures des bâtiments départementaux (y compris les collèges) en panneaux photovoltaïques dans un objectif de production d'énergie pour autoconsommation au bénéfice du patrimoine bâti départemental et vente à destination d'un fournisseur d'énergie verte.
- Structuration de la stratégie de développement de Thémis Solaire Innovation TSI (avancée sur la gouvernance, projet de Groupement d'Intérêt Public, avancée sur l'activité innovation, projet Sol i Lab, avancée sur l'activité de R&D : Centre Régional de l'Innovation et Transfert Technologique CRITT).

5) Randonnée

- Entretien des 1000 kilomètres d'itinéraires sous Maîtrise d'ouvrage départementale.
- Poursuite de l'élaboration du Plan Départemental des Itinéraires de Promenades et de Randonnée (PDIPR).

6) Mer et Littoral

- Soutien des actions du Conservatoire du Littoral et accompagnement des gestionnaires de sites (valorisation du phare du cap Béar, étang de Canet).
- Soutien aux professionnels de la pêche et à la Société nationale de Sauvetage en Mer (SNSM). Accompagnement du Parc Naturel Marin.
- Sensibilisation des scolaires et du grand public aux enjeux prioritaires (érosion des cordons dunaires, réchauffement climatique, pollution par les déchets plastiques).
- Financement de la campagne Ecogestes dans les ports du Département.
- Mise en œuvre d'une formation avec le CNFPT sur les enjeux de gestion des plages et des cordons dunaires en lien avec l'adaptation aux effets du changement climatique.

7) Espace Info-Energie : service public d'informations et de conseils neutres et gratuits pour la maîtrise de l'énergie.

Réponse à la demande d'information : 996 demandes en 2017 dont 92 % émises par des particuliers.



DIRECTION DE L'INGENIERIE TERRITORIALE ET DES RELATIONS AUX COMMUNES

Réalisations (suite)

13 actions d'animation (conférence, salon...) pour sensibiliser les publics.

III. Ingénierie – Tourisme – Aides aux communes

1) Satède

- Accompagnement des communes et communautés de communes dans leurs projets de développement économique et/ou local.
- Co-animation du Club des développeurs économiques à l'échelle départementale et participation au Club des pépinières d'entreprises.
- Lancement de la révision du Plan Départemental de l'Habitat (PDH).
- Réflexions préalables à la structuration d'une offre d'ingénierie départementale.
- Mise à jour de la base de données des ZAE en collaboration avec l'Observatoire.

2) Tourisme

- Soutien financier et suivi de structures agissant dans le domaine du développement touristique.
- Organisation du concours Villes et Villages Fleuris.
- Animation du Club des développeurs touristiques à l'échelle départementale.
- Conseil et accompagnement des EPCI et territoires dans leurs projets touristiques structurants (ex : suivi du projet de reconversion de la station du Puigmal).
- Suivi de l'élaboration du volet ferroviaire du Schéma Directeur Stratégique de la ligne du Train Jaune.

3) Observatoire

- Cartographie pour les services (200 cartes) et suivi des applications Système d'Information Géographique (SIG) de la DGA.
- Production de documents thématiques et de prospective (atlas statistiques, fiche emploi, fiche Demande d'Emploi Fin de Mois DEFM,...).

4) Aides aux communes

Le cadre stratégique

Programme d'intervention financière (décliné en 4 sous programmes) à l'attention exclusive des communes et leurs groupements sur la base de 4 axes stratégiques et d'un programme opérationnel d'intervention. Les sous-programmes d'intervention financière sont précisés ci-après :

• Aide à l'Investissement Territorial (AIT)

→ En 2017, 222 projets ont fait l'objet d'un financement pour un coût total de 3 456 754 € de subventions sur un montant total de travaux de 14 326 363 € HT

• Aide Directe à l'Équipement Structurant

→ En 2017, 32 projets ont fait l'objet d'un financement pour un coût total de 3 383 381 € de subventions sur un montant total de travaux de 24 888 160 € HT

• Dotation voirie communale et rurale

→ En 2017, 83 communes et 9 groupements de communes ont reçu un financement forfaitaire annuel pour un coût total de 1 204 362 €

• Plus beaux villages de France

→ En 2017, 1 projet a fait l'objet d'un financement pour un coût total de 31 050 € de subventions sur un montant total de travaux de 147 148 € HT

Perspectives

I. EAU

1) Protection et gestion de la ressource en eau

- Poursuite de l'appui technique, administratif et financier aux

collectivités dans le cadre du contrat avec l'Agence de l'Eau.

- Poursuite de l'étude de faisabilité pour la création d'un syndicat départemental de production d'eau potable.
- Suivi des démarches menées par le Syndicat Mixte des nappes (élaboration du Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau et du schéma de sécurisation de l'alimentation en eau potable de la plaine du Roussillon).
- Recherche d'eau dans le massif karstique de la Pipe à Prugnanes.
- Suivi de la qualité des cours d'eau.
- Gestion et développement du réseau piézométrique hors plaine du Roussillon.
- Poursuite des travaux destinés à rétablir la continuité écologique sur des ouvrages départementaux jugés prioritaires.

2) Gestion des ouvrages hydrauliques-Gestion des cours d'eau

- **Digues de l'Agly** : Discussions à engager avec le Syndicat Mixte du Bassin de la Vallée de l'Agly (SMBVA), futur Gémapien, pour une remise en gestion des digues.
- **Barrages** : Réalisation des inspections et études liées à l'actualisation de l'Étude De Dangers (EDD) du barrage de Vinça, à remettre à la DREAL mi 2019. Adaptation de la gestion du déstockage des barrages, en fonction des résultats des Plans de Gestion Quantitative de la Ressource en Eau (PGRE) Têt et Agly.
- **Continuité écologique** : gué de Pézilla la Rivière, RD16-A : 2018 : choix du maître d'œuvre et établissement du dossier réglementaire, pour réaliser des travaux en 2019 (montant prévisionnel : 200 000€ HT y compris la maîtrise œuvre).

II. ENVIRONNEMENT

1) Les espaces naturels et la biodiversité

- Animation du réseau des gestionnaires, gestion des manifestations sportives en milieu naturels, diffusion d'un guide de l'organisateur.
- Réflexions préalables à la création de la Commission Départementale des Espaces, Sites et Itinéraires (CDESI) et élaboration du Plan Départemental des espaces, Sites et Itinéraires (PDESI).
- Installation de nichoirs à chauves-souris en partenariat avec les collectivités locales.
- Gestion et valorisation des sites départementaux : Réserve de Nyer (Rédaction du troisième plan de gestion de la Réserve de Nyer), Réserve marine de Cerbère-Banyuls (Aménagement du sentier sous marin, mise en place de mouillages écologiques pour les usagers, réalisation de suivis scientifiques, animations pédagogiques et gestion de l'activité plongée dans la Réserve), site des Dosses.

2) Éducation à l'Environnement et au Développement Durable

Développement de la Fête de la Nature, développement du programme pédagogique Collèges 21, appui à la conception d'une exposition thématique sur les forêts du territoire, appui à la mise en œuvre d'un projet transfrontalier.

3) Valorisation des ressources

- **Forêt** : Élargissement du Schéma d'Accès aux Ressources Forestières (SARF) aux communes du Vallespir et des Garrotxes, participation active au projet européen Cooperem et Alberapastur.
- **Déchets** : Engagement d'une démarche exemplaire de lutte contre le gaspillage alimentaire et de tri des biodéchets dans les restaurants scolaires de 5 nouveaux collèges du Département – Phase 2. Réalisation du bilan 2017 de l'Observatoire Départemental de la Gestion des Déchets Non Dangereux des P.O.
- **Énergie** : Développement d'une offre scolaire "transition énergétique" sur TSI,
- Installation de centrales solaires photovoltaïques sur le patrimoine bâti départemental
- Sollicitation de l'énergie réservée auprès des exploitants de centrale hydroélectrique
- **Cadre de vie** : Démoustication : actions de prévention et de sensibilisation des acteurs locaux.
- TSI : réalisation d'une consultation pour la mise en place de projets solaires innovants sur le site de TSI. Mise en place d'un cahier des charges pour la mise en place d'un Centre Régional de l'Innovation et Transfert Technologique CRITT.

4) Randonnée

- Reconstruction de la passerelle de la Tirounère à Saint Paul de Fenouillet.
- Création du Tour du Fenouillèdes « A travers la Terre Frontière ».

5) Mer et Littoral

Projet d'installation d'une station de lavage à flot de carènes de bateaux dans le port de Port-Vendres pour réduire l'apport d'antifouling dans le milieu marin.

- **Sports de nature** : Engagement du Département dans une démarche de création d'une Commission Départementale des Espaces, Sites et Itinéraires (CDESI) relative aux activités de pleine nature.

III. INGÉNIEURIE – TOURISME – AIDES AUX COMMUNES

1) Satède

- Accompagnement / appui technique :



DIRECTION DE L'INGENIERIE TERRITORIALE ET DES RELATIONS AUX COMMUNES

Perspectives (suite)

- CC du Haut-Vallespir : définition d'une stratégie de développement économique et touristique
- CC Pyrénées Catalanes : réalisation d'un diagnostic en vue de la réalisation de la stratégie de développement économique et touristique
- CC Pyrénées-Cerdagne : mise en œuvre du plan d'actions du projet de territoire.
- Co-animation du Club des développeurs économiques.
- Poursuite de la structuration de l'offre d'ingénierie départementale.
- Suivi de la révision du Plan Départemental de l'Habitat.

2) Tourisme

- Accompagnement / appui technique :
- CC Pyrénées Cerdagne : projet de reconversion de la station du Puigmal
- CC Vallespir : Schéma de développement touristique
- CC Agly Fenouillèdes : Étude de montée en gamme de l'hébergement touristique
- Volet ferroviaire du Schéma Directeur Stratégique Train Jaune.
- Réflexion sur la structuration de la filière cyclo-touristique.

3) Observatoire

- Cartographie pour les services, mise à jour et développement des applications SIG de la DGA TM.
- Production de documents thématiques et de prospective (atlas statistiques, fiche emploi, fiche DEFM, fiches filières).

4) Aides aux communes

Le Département maintiendra et développera son accompagnement financier auprès des communes et de leurs groupements. L'investissement public, au-delà de la réalisation d'équipements et d'aménagements au bénéfice du territoire, contribue fortement à la création d'emplois et de richesses locales.

I - EAU

Centrale hydroélectrique du barrage sur l'Agly :

production totale depuis octobre 2015 =

7 829 922 kwh ; recette totale : 639 455 €

226 communes et 25 EPCI accompagnés en eau potable et assainissement aux plans technique, administratif et financier

Programme d'eau potable et d'assainissement :

financement de 160 opérations pour un montant de travaux de 13 797 626 € et pour un montant total d'aides de 6 128 056 € (2 437 834 € pour le Département et 690 222 € en aides de l'Agence de l'eau)

II - ENVIRONNEMENT

Installation de centrales solaires photovoltaïques sur le bâti

départemental : objectif d'une puissance cumulée installée de
1 120 kWc et de 760 000 € d'économies

Développement des animations gratuites autour du **sentier sous marin**

Plus de **600 mérous comptabilisés** dans la Réserve Marine en 2017

30 000 plongeurs dans la Réserve Marine

Plus de 25 000 personnes au sentier sous marin durant juillet et août

2 500 enfants sensibilisés lors des différentes animations pédagogiques réalisées par la Réserve Marine

1 000 heures de surveillance annuelle sur la Réserve Marine, représentant plus de 250 jours de présence sur le terrain

Accueil de plus de **10 000 personnes sur le site de THEMIS** lors des vacances d'hiver et d'été

900 000 € de retombées économiques directes par la fréquentation du GR10 en 2017 (données études fréquentation CD66)

Environ **1 200 participants** à des activités encadrées proposées dans le cadre de la **Fête de la Nature**

Environ **1 000 élèves** participant à des projets éducatifs dans le cadre du programme pédagogique **Collèges 21**

Rédaction d'un guide technique « **prise en compte de la biodiversité** » à l'attention des collectivités locales

6 suivis scientifiques réalisés par la Réserve de Nyer.

Plus de **85 nichoirs à chauve-souris** installés depuis 2011

Plus de 40 SOS chauves-souris traités

Réserve Naturelle de Nyer : plus de **2 200 personnes sensibilisées** uniquement sur les deux mois d'été, plus de 50 personnes porteuses de handicap sensibilisées, plus de 300 élèves accueillis

Rédaction d'un guide technique « **manifestation sportive en milieu naturel** » à l'attention des organisateurs



DIRECTION TRANSVERSALE DE L'INSERTION PROFESSIONNELLE ET DE L'ÉCONOMIE LOCALE

E

- Elle est composée de 5 services
- Service Economie Sociale et Insertion
 - Service Retour à l'Emploi
 - Service Logement habitat et GIP PSL II

- Service Agriculture et Foncier rural

A noter l'existence d'un Service Relations Entreprises directement rattaché à la directrice de la Direction Transversale de l'Insertion Professionnelle et de l'Economie Locale (DTIPEL).

M

issions

Service Logement :

- Favoriser l'accès et le maintien dans le logement pour tous,
- Renforcer l'accompagnement social lié au logement (FSL),
- Lutter contre l'habitat dégradé, la précarité énergétique et favoriser le maintien à domicile,
- Co-présider avec l'État le Plan Départemental d'Aide en faveur de l'Hébergement et du Logement des Personnes Défavorisées (PDALHPD),
- Financer de manière volontariste des logements sociaux parc public et parc privé: construction, réhabilitation, captation de logements privés à vocation sociale.

Service Retour à l'Emploi (SRE):

- Chargé de la politique de reprise d'emploi pour le public bénéficiaire du RSA,
- Travailler à la mise en place d'outils accompagnant les personnes en difficulté afin de faciliter leur retour à l'emploi,
- Gérer le dispositif ADRE (Aide Départementale de Retour à l'Emploi) et les frais de mobilités qui constituent un réel levier d'insertion professionnelle durable,
- Développer des parcours de retour à l'emploi sur les filières en tension.

Service Économie Sociale et Insertion :

- Faciliter l'insertion par l'activité économique,
- Professionnaliser et développer le champ de l'Institut de l'Administration des Entreprises (IAE),
- Encourager et accompagner la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE),
- Favoriser l'innovation et encourager les synergies avec les entreprises en matière d'insertion,
- Soutenir l'activité économique de proximité,
- Accompagner les démarches de progrès dans les filières clés de l'économie départementale.

Service Agriculture Pépinière départementale :

- Produire et fournir des plants à destination des 226 communes du département et des services du Département en interne. Production en démarche 0 phyto.

Mission Foncier :

- Accompagner les territoires dans leurs projets de maîtrise et d'aménagement foncier rural et PAEN (Périmètre Agricole Et Naturel) (techniciens et élus),
- Conduire des opérations formelles d'aménagement,
- Conduire des opérations formelles de création de PAEN,
- Suivre des actions engagées sur les PAEN déjà approuvés,
- Travailler en partenariat avec la Région sur la thématique de la restructuration foncière (Appel à projet régional),
- Participer aux réunions des instances locales sur le thème du foncier : comité technique SAFER (Société d'Aménagement Foncier et d'Établissement Rural), CDPENAF (Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers)

Mission Agriculture – promotion agricole :

- Mettre en œuvre la politique agricole en matière de développement agricole et accompagner la mutation des filières,
- Accompagner techniquement et financièrement les structures,
- Instruire et gérer plusieurs programmes d'aide à l'investissement à destination des entreprises agricoles individuelles ou collectives,
- Encourager une activité équilibrée du Département,
- Développer les actions en faveur de l'agriculture biologique.

Service Relations Entreprises :

- Assurer les transferts/cessions d'actifs découlant de loi NOTRe notamment pour l'Espace Entreprises Méditerranée sur Rivesaltes,
- Assurer les relations avec les entreprises locataires de l'immeuble, propriété du Département, situé à Rivesaltes,
- Suivre les structures et plate-formes relevant de la logistique notamment le Syndicat Mixte MP², l'Aéroport, la Société Anonyme d'Économie Mixte Locale en charge du transport combiné.

R

éalisations

Service GIP PSL II (Groupement d'intérêt Public – Politique de Solidarité en matière de Logement) :

- Gestion du Fonds de Solidarité Logement FSL (volet administratif, comptable et financier) confié au GIP PSL II,
- Soutien aux associations du logement dans le cadre des mesures d'Accompagnement Social Lié au Logement (ASLL),
- Animation des instances (Conseil d'Administration, Assemblée Générale, réunions techniques).

Service Logement :

- Financement de la construction de logements sociaux via les bailleurs publics (Office 66, Office Public de la Communauté Urbaine) et bailleurs privés;
- Réhabilitation des logements privés à vocation sociale pour permettre de lutter contre l'habitat indigne, de favoriser le maintien à domicile des personnes en situation de perte d'autonomie et enfin de lutter contre la précarité énergétique (Programme d'Intérêt Général « Mieux se loger 66 » et OPAH) ;
- Gestion de la commission CIEL (Commission Insertion et Logement);
- Soutien aux associations de l'hébergement et du logement;
- Mise en œuvre du document programmatique du logement le « Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées » (PDALHPD 2017 – 2023).

Définir et structurer la politique départementale du logement

- Réalisation du nouveau Programme Départemental de l'Habitat (PDH) en lien avec la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM) ;
- Finalisation du règlement départemental de l'aide la pierre permettant de valoriser l'intervention volontariste du Département ;
- Coordination et suivi du PDALHPD ;
- Harmonisation des participations des bailleurs sociaux à l'abondement du FSL ;
- Recherche de nouveau partenaires FSL ;
- Travail en transversalité avec notamment la DGA des Solidarités et plus particulièrement la DASAD pour améliorer l'articulation de la politique départementale du logement.

Service retour à l'Emploi :

- Consolidation des régies et clôture de la régie APRE (Aide Personnalisée de Retour à l'Emploi)
- Travail partenarial étroit avec la Direction PA/PH dans le cadre d'une étude sur les besoins et potentiels de la filière Service à Domicile (SAD)

Service Économie Sociale et Insertion :

- Poursuite du pilotage du dispositif d'accompagnement à la création d'entreprise pour les bénéficiaires du rSa.
- Poursuite de la montée en charge de la clause d'insertion dans les marchés publics, en lien avec les Communes, les EPCI, la Région et l'État
- Lancement et pilotage de la 5e « plate-forme emploi BTP »
- Lancement et pilotage de la 3e promotion de l'action de découverte des métiers par les jeunes intitulée « une filière, des métiers : initiation aux métiers de l'alimentation », en lien notamment avec l'IRFMA (Institut Régional de Formation des Métiers de l'Artisanat)
- Lancement de plusieurs projets permettant de rapprocher le monde de l'économie de celui de l'insertion professionnelle : action « un essai vers l'insertion », charte départementale en faveur de la création d'emplois et de l'insertion professionnelle



Réalisations (suite)

- Suivi des Structures d'Insertion par l'Activité Économique et des projets en émergence
- Suivi des marchés publics insertion professionnelle (actions de renforcement des compétences des bénéficiaires du rSa)
- Pilotage et suivi du Pacte Territorial d'Insertion (PTI) et du Programme Départemental d'Insertion (PDI)

Agriculture :

- Adoption de la politique agricole départementale, en lien avec la réforme de la loi NOTRe et en complémentarité avec la Région,
- Appui au développement de nouvelles formes de commercialisation et transformation,
- Suivi des structures agricoles,
- Participation au programme Départemental Agricole porté par la chambre d'Agriculture.

Foncier rural :

Périmètre Agricole et Naturel (PAEN) :

- Présentation d'une politique d'intervention en matière de PAEN,
- Accompagnement des communes disposant déjà d'un PAEN, dans la mise en œuvre des actions prévues dans le programme d'action lié ou plan de gestion : communes de Laroque des Albères, Canohès, Pollestres, ...
- Accompagnement de nouvelles communes dans la mise en place d'un PAEN (Claira, ...)

Aménagement Foncier Rural – AFR :

- Finalisation en lien avec la Chambre d'Agriculture d'un guide sur les outils de mise à disposition et de restructuration du foncier agricole,
- Soutien aux opérations de restructuration agricole et viticole (diagnostics territoriaux, animation foncière, recherche de porteurs de projets et prospective)- mesure 16,7 du Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural (FEADER),
- Accompagnement technique des territoires (cdc) intéressés par les outils de l'AFR, couplés ou non à la mise en œuvre préalable d'un PAEN, commune de Laroque des Albères, Claira,
- Consolidation du travail relatif à l'aménagement foncier avec notamment la mise en place des premières commissions communales d'Aménagement Foncier (Laroque des Albères, Claira, Trouillas..)

Service Relations Entreprises :

- Lancement des démarches en vue du transfert de la Zone d'Activité Économique EEM vers PMCU,
- Gestion des entreprises locataires du bâtiment situé à Rivesaltes et propriété du Département,
- Participation à la mise en place de la structure de préfiguration en vue de la création du cluster régional logistique,
- Partenariat étroit avec MP²,
- Suivi des plateformes de la Société Anonyme d'Économie Mixte locale Perpignan Saint Charles Conteneurs Terminal et de l'Aéroport.

Perspectives

Économie Sociale et Insertion :

- Permettre une approche de parcours global (progressivité)
- Renforcer la collaboration avec le secteur privé: mobiliser les entreprises et acteurs économiques autour de l'insertion professionnelle (économie solidaire, RSE)
- Développer les expérimentations sur les métiers porteurs/ sur les secteurs en tension
- Élargir la prescription (renforcement du travail en matière d'insertion professionnelle avec le secteur associatif)
- Rendre lisibles les actions conduites
- Évaluer l'efficacité des actions conduites
- Renforcer la transversalité en matière d'insertion professionnelle.
- Si convention avec la Région : conforter la place d'acteur de référence en matière d'économie sociale et solidaire - Rester proactif

- Finaliser l'étude d'opportunité et déployer si adapté, une plateforme affinitaire en vue de favoriser l'insertion professionnelle des bénéficiaires du rSa.

Logement :

- Être moteur dans l'animation, la coordination et le suivi des outils programmatiques (PDALHPD, PDH),
- Mettre en place des outils de suivi avec les principaux bailleurs sociaux,
- Anticiper et gérer les changements inhérents aux nouvelles lois logement,
- Organiser les Rencontres Départementales du logement,
- Engager la démarche relative à l'évolution de la gestion budgétaire et comptable du GIP PSL II,
- Mettre en place le nouveau règlement d'aide à la pierre.

Service retour à l'Emploi :

- Développer le contenu du service d'Aide et d'Accompagnement à Domicile (SAAD) en partenariat avec Pôle Emploi,
- Déployer la plateforme SAAD-PAPH
- Étudier la possibilité de mise en place d'un accompagnement auprès des entreprises suite à la suppression des CUI-CIE (Contrats Uniques d'Insertion - Contrats Initiatives Emploi).
- Expérimenter la délégation à Pôle Emploi de certains contrats aidés,
- Travailler sur la mobilité afin d'optimiser l'usage et le financement.

Agriculture :

- Engager via la Chambre d'Agriculture et les structures agricoles, la profession en matière d'insertion professionnelle,
- Poursuivre le travail préalable à la mise place d'une légumerie sur le territoire.

Foncier rural :

- Lancement des consultations pour recruter les bureaux d'études en charge de la réalisation des études d'aménagement sur les territoires des communes pré-citées,
- Poursuite et développement de nos interventions en matière de foncier rural (projet de restructuration en lien avec les ouvrages routiers, projet aval VDR, ...),
- Faire approuver la politique départementale en matière de PAEN.

Service Relations Entreprises :

- Finalisation du transfert de la ZAE EEM vers PMCU,
- Création du Cluster Régional Logistique,
- Finalisation des études préalables au lancement d'une nouvelle délégation de service public pour l'Aéroport et réflexion sur sa gouvernance.

Service Logement :

Politique du logement 9M€ en 2017

FSL : 3,6 M€ dont 2,7 M€ versés par le Département

Aide à la Pierre : budget 5 M€ / construction de 1 000

logements sociaux dont 700 sont financés par le Département

Financement de la réhabilitation du parc privé (Programme d'Intérêt Général « Mieux se loger 66 » et OPAH Argelès et Conflent Canigou) : 156 logements réhabilités / 267 288 € de subventions pour 3 897 063 € TTC de travaux

Service Retour à l'Emploi :

- 241 CUI ont été signés : 200 CAE, 26 CIE et 15 EAV,
- Politique de Retour à l'Emploi : 2 460 000 € dont 695 286 € pour le financement d'ETP dans les ACI,
- 500 000 € pour les frais de mobilités et les aides liées au dispositif ADRE.

Service Agriculture et Foncier :

- 1 938 988 € votés pour la politique départementale de développement agricole
- Investissement : 470 936 € / Fonctionnement : 1 468 052 €

Service Économie Sociale et Insertion :

- Fonctionnement : 2 430 286 € votés en 2017, combinant actions d'insertion, d'ESS et d'Économie Locale
- Investissement : 163 093 € votés en 2017

DIRECTION DES INFRASTRUCTURES ET DEPLACEMENTS (D.I.D.)

E

n 2017, la Direction des Infrastructures et Déplacements a assuré pour le compte de la Région les compétences « Transports » en préparant le transfert des services concernés au

1er janvier 2018. Elle a par ailleurs exercé ses missions en matière d'infrastructures, qu'il s'agisse des routes, du port de Port-Vendres, des travaux neufs sur les digues ou de la préparation des chantiers du THD (Très Haut Débit) en assistance à la Direction des Systèmes d'Information.

M

issions

La Responsable Qualité :

Elle est chargée d'accompagner la démarche de progrès de la Direction, de développer la transversalité entre les services, d'assurer la mise en place et le suivi des procédures et de développer la formation interne.

Le Service Finances, Marchés et Ressources Humaines (SFMRH) pour les infrastructures

- Pour la partie financière, il assure le suivi du budget en Autorisations de Programmes/Crédits de Paiement (incluant désormais la gestion des digues et le port de Port-Vendres) ainsi que la gestion des enveloppes de crédits des opérations et la comptabilité.

- Pour le suivi des marchés, **il est garant de la cohérence des pratiques et du respect des procédures ainsi que de l'exécution financière des marchés.**

- Pour la gestion des Ressources Humaines, il traite les dossiers du personnel de la Direction des Infrastructures et il effectue le suivi du tableau des effectifs, des mobilités, du plan de formation, des rémunérations accessoires.

La Direction Adjointe des Déplacements

- **L'Unité Relations aux Usagers** gère le circuit de l'information envers les partenaires et usagers (courriers, standard téléphonique). Elle établit également les supports d'information et participe au développement d'activités marketing et d'information en lien avec la Communication.

- **L'Unité Finances Comptabilité** assure le suivi budgétaire de la Direction (dépenses/recettes) et le mandatement des factures des prestataires. Elle est également en charge de l'instruction des demandes individuelles d'aide au transport. L'unité comprend, en outre, les Régisseurs de Recettes Scolaires et Voyageurs.

- **Le Bureau d'Etudes Transports Scolaires** définit le schéma départemental de transport scolaire et périscolaire. Il veille à sa mise en œuvre technique.

- **Le Bureau d'Etudes Transports Voyageurs** définit le schéma départemental de transport de voyageurs (Bus à 1 €) et veille à sa mise en œuvre technique. Il participe à la promotion du transport public en éditant les fiches horaires. Il gère la centrale de réservation du Transport à la Demande (T.A.D.) et du Transport Adapté. Il définit le plan de transport handicapé scolaire et veille à sa mise en œuvre.

- **Le Bureau d'Expertise** Points d'arrêt et contrôles gère l'implantation et la maintenance des points d'arrêt et organise les contrôles des services de transports afin de vérifier la bonne application du règlement des transports tant par les usagers que par les transporteurs.

- **La Gare Routière** a en charge l'organisation du transit sur le site de la Gare Routière Départementale Saint-Assisclé. Elle a aussi une mission d'accueil et d'information auprès des 5 500 usagers quotidiens et vend des titres de transport (billetterie voyageurs).

En appui de la Direction, les chargés de mission assistent les différents pôles dans les démarches prospectives et organisationnelles et assurent les études techniques concernant

les différents aspects de la compétence « Transport » du Département.

La Direction Adjointe des Investissements

Elle est chargée de la mise en œuvre des politiques et des projets relatifs à l'aménagement durable des infrastructures linéaires (routes, véloroutes, digues, ouvrages d'art, ...), du port de Port-Vendres et de ce fait, de la maîtrise des coûts, des délais, de la qualité des projets et de l'exécution des travaux.

Le Service Maîtrise d'Ouvrage

Ce service assure les missions exercées au titre de la maîtrise d'ouvrage des projets d'infrastructures et des missions transverses pour la Direction des Infrastructures.

Le Service Acquisitions Foncières

Ce service est chargé de la maîtrise foncière nécessaire à la réalisation des travaux d'aménagement des infrastructures linéaires (conduite des procédures d'expropriation, négociations amiables, rédactions des actes administratifs,...).

Le Service Maîtrise d'Œuvre

Ce service assure les missions de maîtrise d'œuvre : conception des projets d'infrastructures routières et direction de l'exécution des travaux correspondants (terrassements, chaussées, déplacements des réseaux, équipements de sécurité, aménagements d'environnement et plantations,...). Par ailleurs, le Service Maîtrise d'œuvre assure les missions de maîtrise d'œuvre pour la conception, puis la réalisation des travaux de sécurisation des digues de l'Agly.

Le Service Ouvrages d'Art

Ce service est chargé de l'aménagement, de la gestion, de la surveillance et de l'entretien des ouvrages supportant les routes départementales.

Le Service Développement et Expertises Techniques

Ce service est chargé d'assurer l'animation et la diffusion des évolutions du corpus technique. Il participe à la mise en place de démarches contribuant à la maîtrise de la qualité technique des projets. Il assure les missions relevant des compétences départementales d'autorité portuaire à Port-Vendres, ainsi que des missions de maîtrise d'œuvre sur des projets portuaires. Il comporte en son sein le laboratoire routier départemental qui contribue au maintien et au développement du socle de formation technique nécessaire aux personnels techniques de la direction et intervient dans le cadre du contrôle extérieur de la qualité des prestations réalisées par les entreprises de travaux sur les chantiers sur les routes départementales.

La Cellule Politique Cyclable et Actions Route Durable (CPCARD)

Elle assure la promotion du schéma départemental des véloroutes 2016-2022, traite les dossiers concernant les modes doux de déplacements, et représente au niveau technique le Département dans les instances partenariales locales, nationales et transfrontalières.

La Direction Adjointe de l'Action Territoriale

La Direction de l'Action Territoriale est garante de la gestion des routes départementales et notamment de leur conservation, de leur entretien et de leur exploitation.

L'organisation territoriale des services est la suivante :

- des unités spécialisées regroupées au sein du **Service Gestion de la Voirie** assurent le soutien logistique, technique, administratif et juridique de la structure et élaborent la politique de gestion de crise, mettent à disposition les compétences de référents en matière de traitement des chaussées, de sécurité routière, de gestion du domaine public et d'entretien des dépendances vertes.

- **3 Services Routiers Territoriaux** assurent la responsabilité de la gestion du patrimoine routier et la fonction de maître d'œuvre pour les opérations d'entretien, de grosses réparations et de sécurité sur leur territoire respectif. Ils donnent des avis sur les documents d'urbanisme.

- **8 Agences**, réparties sur le territoire au plus près de la population et rattachées aux 3 chefs de services territoriaux, ont pour mission de surveiller en permanence le réseau afin de garantir une utilisation sécurisée et confortable, de mettre en œuvre la politique départementale de façon cohérente en matière d'entretien et d'exploitation, de veiller aux conséquences des projets d'aménagement portés par d'autres collectivités ou privés et à l'utilisation du réseau par les riverains, concessionnaires et autres tiers.

- **1 Unité d'Appui à l'Entretien** intervient comme prestataire de



DIRECTION DES INFRASTRUCTURES ET DEPLACEMENTS (D.I.D.)

Missions (suite)

services auprès des agences routières sur l'ensemble du Département pour des activités ciblées (marquage routier, glissières de sécurité, curage de fossés, revêtements localisés de chaussées, élagage par lamier...) et, en fonction de ses disponibilités, pour certaines prestations sur des chantiers d'investissement.

Enfin la Direction de l'Action Territoriale participe à la cellule de veille qualifiée commune au Département et à l'État, cette cellule assurant une veille téléphonique et météorologique 24h/24 pour relayer l'alerte vers les équipes d'intervention des agences ou assurer l'information des usagers après collecte des informations sur les conditions de circulation.

Par ailleurs, la sécurité routière constitue une préoccupation essentielle et constante des services de gestion des routes et cela dans tous les domaines d'intervention. Ainsi, les formations internes « Signalisation temporaire » et « Interventions sur 2x2 voies » sont programmées régulièrement pour permettre aux agents nouvellement recrutés d'acquérir ce savoir faire.

Réalisations

En matière de transports :

- Mise en œuvre du règlement du service de substitution pour personnes handicapées.
- Adaptation du plan de transport scolaire suite à la prise d'ampleur du lycée d'Argelès sur Mer.
- Aménagement de la Gare Routière Départementale.
- Réorganisation de la ligne de la côte en période estivale.
- Préparation des transferts des personnels et des moyens généraux à la Région à l'horizon du 1er janvier 2018.
- Suivi de la convention de délégation de la compétence « transports » de la Région au Département.

En matière de routes :

- La Direction Adjointe des Investissements a poursuivi les études et les procédures pour la constitution des dossiers relatifs aux grands projets emblématiques du Département (Sécurisation des digues de l'Agly, Requalification du quai Dezoums, Aménagement RD 914 entre Port Vendres et Cerbère, ...) et poursuivi la réalisation des travaux de la section Centre de la Rcade Ouest de Perpignan et de nombreux autres aménagements de routes et de véloroutes.

- Le Service Acquisitions Foncières a notamment effectué des acquisitions sur des projets structurants tels que la RD 612 entre Millas et Thuir (tranche 3), la RD 914 entre Banyuls sur Mer et Cerbère, l'EuroVélo8 entre Argelès sur Mer et Sorède et les Dignes de l'Agly. Ce service a formalisé 150 actes à fin de publication et a fait signer 120 promesses de vente.

- Le Service Maîtrise d'Ouvrage a conduit 11 projets qui ont fait l'objet d'études à différentes phases et l'enquête pour la Déclaration d'Utilité Publique de la déviation de Caldégas à Bourg-Madame sur la RD 30.

Les études préalables à des projets à moyen terme tels que le contournement sud de Perpignan ont été menées.

Les dossiers transversaux Espace Entreprises Méditerranée et Ligne Nouvelle Montpellier Perpignan ont également été suivis.

- Le Service Maîtrise d'Oeuvre a réalisé de nombreux chantiers ont été exécutés sous la direction du SMOE parmi lesquels :

- RD 900 Rcade ouest de Perpignan, section centre : doublement de la RD 900 et dénivellation du giratoire de Mailloles

- RD 914 entre Banyuls et Cerbère : démarrage des travaux de la section Peyrefite - Cerbère

- RD 37A Déviation de Villemolaque : réalisation de 3 giratoires en entrées Est et Ouest du village

- RD115A La Preste : recalibrage de la voie avec élargissement du pont de Brescany
- RD 612 entre Millas et Thuir : achèvement de la section 1 et démarrage de la section 2
- RD 117 entre Estagel et Maury : achèvement de la section 2 et démarrage des travaux de la section 3
- RD 117 Déviation d'Estagel : travaux préparatoires et déviation des réseaux
- Véloroute entre St Laurent de la Salanque et Le Barcarès
- Sécurisation des digues de l'Agly au droit de la STEP de St Laurent de la Salanque

- Le Service des Ouvrages d'Art a conduit l'opération « innovante » de remise en état des appuis de l'estacade de Cerbère sur la RD 914, par la mise en place d'une protection cathodique par courant imposé. Cette opération a été nominée aux trophées ORQUASI 2017.

Par ailleurs, ont été exécutées : 47 opérations de réparation de ponts et de murs, parmi lesquelles la mise en place d'une nouvelle étanchéité sur le pont sur le Verdoube à Tautavel, la réhabilitation d'un pont en maçonnerie à Saint Arnac,

l'élargissement du pont de la Fou à Lesquerde

- Le Service Développement et Expertises Techniques a fortement contribué à la procédure qui a permis l'obtention de l'arrêté Préfectoral d'autorisation pour le projet de requalification du quai Dezoums.

Parallèlement, il a conduit les négociations avec le concessionnaire portuaire CCI, afin de formaliser un protocole transactionnel de fin des concessions.

Enfin, il a mené plusieurs études de trajectographie afin de définir les conditions d'admissibilité de nouveaux navires dans le port.

En matière de véloroutes :

- Le service a assisté les territoires de Conflent Canigou et Pyrénées Cerdagne pour la mise en œuvre de boucles cyclotouristiques (cofinancé par le CD66).

Le partenariat transfrontalier du projet BiciTranscat a été consolidé par la programmation du projet via le Programme Interreg V-A Espagne-France-Andorre (POCTEFA) en novembre.

Un jalonnement de huit cols emblématiques du Département a été réalisé.

- Un comité d'itinéraire EV8 a préparé des supports de communication, créé un site internet dédié au projet et à sa mise en tourisme et organisé une randonnée militante à vélo entre Menton et Argelès-sur-Mer.

Perspectives

La Direction des infrastructures et Déplacements est engagée dans une démarche de développement durable en portant une attention particulière aux impacts des travaux à proximité des cours d'eau, à la gestion des déchets notamment des terres de curage.

La démarche de suivi sanitaire des arbres bordant les routes permet de détecter tout dépérissement et éviter tout accident lié à la chute d'un arbre.

La collaboration entre les différents services en vue de prendre en compte l'entretien et l'exploitation dans la conception de nouvelles routes ou des projets d'aménagement de routes existantes est maintenant bien ancrée dans les pratiques.

L'objectif « zéro phyto » a été complètement atteint avec l'abandon total du recours aux produits phytosanitaires. De nouvelles techniques alternatives sont mises en œuvre avec l'acquisition d'une nouvelle balayeuse aspiratrice utilisée pour le désherbage par broyage. En parallèle, le Département poursuit son action en matière de fauchage raisonné en dotant progressivement les agences routières d'engins spécifiques et en formant les agents aux bonnes pratiques.



3020 mandats

180 titres de recettes

150 marchés en cours

Un **programme de 9,07 M€** a été mis en œuvre pour la réfection de **1 003 300 m² de chaussées**



DIRECTION GENERALE ADJOINTE CITOYENNETE

Les différents services de la DGA participent à la définition de la ligne stratégique du Département dans le domaine de la citoyenneté. Ils contribuent à la définition des orientations des politiques sectorielles dans le domaine de la culture, du patrimoine, de la catalanité, de l'éducation, de la jeunesse, du sport, de la vie associative ainsi que des questions d'égalité femmes hommes.

JEUNESSE, PATRIMOINE, CULTURE, ASSOCIATIONS

La Direction Education, Jeunesse et Sports

Cette direction est chargée de l'action politique publique autour de l'éducation, la jeunesse et du sport. Elle a vu arriver un nouveau directeur.

Le service Education Jeunesse assure la gestion des agents techniques des collèges publics du département et soutient les mouvements de jeunesse et d'éducation populaire.

Le service Sport et Nutrition soutient d'une part, le sport dans le département par le biais de subventions aux clubs et associations sportives et par un contrôle médical des athlètes ; il veille d'autre part, à la qualité des repas qui sont servis aux collégiens et à leur éducation au goût.

Le service Travaux et entretiens des collèges a pour mission principale de garantir la qualité et la sécurité du cadre dans lequel évoluent les collégiens.

Le service Finances et Marchés est doté d'un rôle d'expertise et de conseil auprès des services de la DEJS et des collèges publics.

La Direction Culture Patrimoine et Catalanité

Regroupant la Médiathèque Départementale des Pyrénées-Orientales « Claude Simon », les Sites Historiques et Naturels, le Service des Politiques Culturelles, la Direction Culture Patrimoine et Catalanité œuvre pour la protection et la valorisation du patrimoine matériel et immatériel du département.

Son activité s'étend de plus à la diffusion de la langue et de la culture catalanes. La Médiathèque Départementale gère les collections de livres, de musique et de vidéo, organise diverses actions en faveur de la lecture publique et assure des formations au sein des bibliothèques municipales. Elle propose de plus des animations autour du livre et incite à la dynamisation des bibliothèques.

La Direction des Archives Départementales, de l'Archéologie et du Centre de Conservation du Patrimoine

L'année 2017 a été marquée par l'arrivée d'une nouvelle directrice ainsi que le

rattachement du Centre de Conservation et de Restauration du Patrimoine à la direction des Archives et le l'Archéologie. Cette nouvelle organisation est une réelle opportunité pour développer les échanges scientifiques et opérationnels entre les trois services afin de faire émerger de nouveaux projets et de faciliter une mutualisation des moyens.

La Direction des Archives Départementales



assure, d'une part, la diffusion et la mise en valeur du patrimoine écrit du département en collectant, inventoriant et classant des fonds anciens, modernes et contemporains, et d'autre part, la conservation des preuves de l'État de droit permettant à tous les usagers un égal accès aux archives, dans le respect de la loi et des règlements en vigueur.

Le service Archéologie assure, quant à lui, des opérations d'archéologie préventive, conseille et accompagne les collectivités et les associations vers une meilleure gestion du patrimoine archéologique.

Mission Egalités

Elle élabore de manière transversale le plan d'actions Égalité en accompagnant les différents porteurs de projets en interne comme en externe, puis accompagne sa mise en œuvre ainsi que celle des travaux de l'Observatoire des violences envers les femmes du Département des Pyrénées-Orientales (Odvef 66). Elle sensibilise les services du Département et mobilise ses partenaires sur les questions d'inégalités de genre.

La Direction Transversale des Associations

Elle a pour finalité première de rendre lisibles les actions du Département envers le monde associatif. Cet objectif doit s'exprimer par une politique associative de qualité s'articulant autour de 6 axes de développement externes et internes.

397 aides au permis délivrées en 2017

25 collèges label numérique et 6 428 tablettes distribuées

19,02 kilomètres linéaires d'archives conservées

10 066 documents d'archives consultés

1 569 800 pages d'archives numérisées consultables sur Internet



DIRECTION CULTURE PATRIMOINE ET CATALANITE

L'ensemble des missions de la Direction s'exercent au sein de 5 services et concourent à la valorisation du patrimoine matériel/immatériel et à la diffusion de la culture « pour tous ». Face aux compétences partagées par plusieurs échelons territoriaux, il convient encore plus que jamais de démontrer, par la poursuite de nos actions en faveur de la Culture, du Patrimoine et de la Catalanité et l'impulsion d'actions créatives en la matière, que nos missions trouvent toute leur légitimité au niveau départemental.

Missions

Les missions principales de la Direction s'articulent autour de 7 axes :

I – La gestion des cinq sites historiques et quatre sites naturels propriété du Département

1 - Service des sites historiques et naturels

Le soutien à la protection et la valorisation du patrimoine historique et naturel,

La préservation, valorisation et animation des 5 Monuments Historiques départementaux.

Le soutien financier à la restauration des monuments et objets classés, des sites UNESCO Vauban et du petit patrimoine rural non protégé en partenariat avec la DRAC et la Fondation du Patrimoine.

Le soutien financier pour le patrimoine de proximité, les collections et musées.

La gestion et la valorisation des quatre sites naturels que sont le Lac des Bouillouses, l'Anse de Paulilles, le Lac de Villeneuve de la Raho et le Lac de l'Agly

2 - Service éducatif des monuments historiques

Il participe à l'élaboration du programme de développement culturel du département et collabore à :

l'information en milieu scolaire,

la mise en œuvre d'un programme d'activités (accueil des scolaires, aide aux projets),

la conception de documents et de matériels pédagogiques et aux actions de formation des enseignants, sous la responsabilité des autorités académiques,

la réflexion méthodologique sur l'action éducative du département, à l'évaluation et à la valorisation d'expériences pédagogiques innovantes.

II – Le Patrimoine

Le Département des Pyrénées-Orientales recèle un patrimoine exceptionnel de par sa richesse et sa forte identité. Couvrant toute l'Histoire de l'humanité de la Préhistoire à nos jours, il est notamment caractérisé par sa remarquable diversité : patrimoine bâti, immatériel, culturel, paysager et mémoriel. Il est également un indéniable créateur d'attractivité touristique, d'emploi qualifié et de lien social. Malgré de nombreux atouts, les politiques de préservation et de valorisation du Patrimoine doivent aujourd'hui s'adapter à un contexte institutionnel et juridique en évolution et relever les défis du décloisonnement sectoriel, de l'accompagnement des porteurs de projet et d'un aménagement équilibré du territoire. La stratégie patrimoniale départementale répondant à ses enjeux se veut partenariale (compétence partagée, actions volontaristes) et singulière car elle s'inscrit dans une volonté de promouvoir un développement « accessible », sensible, citoyen du Patrimoine et à en préserver les composantes de proximité ne bénéficiant par ailleurs d'aucune protection de l'État et des autres collectivités territoriales.

Dans ce cadre il est proposé :

Un dispositif de financement en faveur des actions de restauration des monuments et objets classés, des sites Vauban UNESCO (partenariat DRAC – Région) et du patrimoine vernaculaire ne bénéficiant d'aucune protection (avec la Fondation de France).

Un soutien financier aux deux démarches d'inscription sur la liste du Patrimoine Culturel Immatériel de l'Humanité des Fêtes de l'ours et de la rumba catalane .

Un subventionnement en faveur du patrimoine de proximité, de l'archéologie, du Patrimoine maritime, des musées et leurs collections. Dans le cadre de cette politique

Un suivi des projets de développement des équipements patrimoniaux structurants du territoire préexistants (Musée de Tautavel, Musée d'Art Moderne de Céret, Abbaye Saint-Michel de Cuxa, Mémorial de Rivesaltes) ou créés en 2017 et futurs (Centre International de photojournalisme, Centre d'Interprétation du Patrimoine Maritime de Port-Vendres, Valorisation de la Cité minière de la Pinouse).

Un accompagnement technique des porteurs de projets.

III - La Culture

La politique culturelle du Département poursuit son développement structurel afin de faciliter la rencontre des œuvres et des publics. Chacune des actions menées dans ce cadre doit participer de manière pertinente tant à l'épanouissement professionnel des équipes artistiques, qu'à l'épanouissement personnel des individus constituant leur public.

Les aides apportées à l'enseignement, à la création, à la diffusion et à l'animation artistique vont dans ce sens.

La politique départementale en faveur de la culture s'articule autour de deux principaux axes :

le soutien financier aux acteurs culturels associatifs et institutionnels, la collaboration avec les partenaires oeuvrant pour la diffusion des œuvres.

IV - La Catalanité

Le Département aux côtés des acteurs institutionnels ou associatifs s'est, depuis plusieurs années, engagé dans une dynamique de préservation et de récupération de la langue catalane et de la culture catalane à travers une série d'actions dont les objectifs sont le développement de l'enseignement du catalan, la promotion de la culture et des traditions populaires, et la diffusion de la langue.

V - La Lecture Publique

La Médiathèque Départementale et les 155 bibliothèques forment un réseau exceptionnel dans les Pyrénées-Orientales. Pour l'immense majorité des habitants, les bibliothèques sont les premiers lieux de culture, gratuits et ouverts à tous, où l'on se rend régulièrement en famille, avec ses enfants, pour lire ou emprunter un CD, un DVD, à fortiori lorsqu'il n'y a ni cinéma, ni musée, ni théâtre.

Centre ressource pour les bibliothèques du département, la Médiathèque Départementale a pour principale mission le développement de la lecture sur l'ensemble du territoire. A ce titre, elle prête des documents, forme des animateurs du réseau de lecture et accompagne les collectivités dans leurs projets de bibliothèques.

VI - Les subventions diverses

Parties intégrantes d'une politique volontariste, les subventions versées en faveur de la dynamisation et de l'appui au secteur associatif des Pyrénées-Orientales (dotations cantonales, congrès manifestations...) ont un rôle majeur dans les dynamiques locales culturelles, sportives ou autres et sont un facteur indirect de lien social et d'intégration sur l'ensemble du territoire.

Les subventions « Congrès Manifestations » financent de l'événementiel, des festivals, des salons et de multiples manifestations dans différents domaines. 77 subventions congrès-manifestations octroyées en 2017 pour un total de 208 844 €. Les dotations cantonales sont destinées au fonctionnement des associations et des petits organismes, ce sont souvent de petites structures dans des champs d'activité très variés. L'octroi est à l'appréciation des deux élus de chaque canton. 741 dotations cantonales octroyées en 2017 pour un montant total de 283 900 €.

VII - Les missions transversales

Comme au cours de l'année précédente, la Direction a été associée à de nombreuses réflexions transversales nécessitant participation et implication dans des groupes de travail : politique vie associative, poursuite de la réflexion sur la dématérialisation des pièces comptables.



DIRECTION CULTURE PATRIMOINE ET CATALANITE



1 - Culture

Au niveau du Pôle Politiques Publiques

- Structuration de la politique culturelle autour de la création, de la diffusion, de l'animation et de l'enseignement artistique.
- Soutien financier aux acteurs culturels en matière d'arts vivants : théâtre, danse, musique, arts visuels, lecture, conte.
- Programmation culturelle avec les manifestations « Cartes blanches », le festival « Eté 66 » et la tournée départementale « Tous au Théâtre »
- Promotion des arts plastiques avec l'organisation de l'événement « Balade en Terre d'Artistes ».

Au niveau de la Médiathèque

- Deuxième édition du prix départemental de littérature de jeunesse : « Prix du livre vivant » en partenariat avec le service éducation et jeunesse du département, la DSDEN, Canopé et le réseau des bibliothèques.

- Signature d'un contrat territoire lecture entre le département, la DRAC et la Communauté Urbaine Perpignan Méditerranée, valorisant la participation de la Médiathèque Départementale à la formation des bibliothèques informatisées par la Communauté Urbaine et à la professionnalisation de leurs personnels.

- Accompagnement des projets de création ou de rénovation de bibliothèques par des aides financières et techniques (19 communes ont bénéficié de plus de 50 000 € d'aides départementales).

- 26 journées de formations auxquels ont participé 165 animateurs salariés ou bénévoles.

- Développement des actions en faveur de la Langue Catalane (accueil d'écrivains, rencontres et sensibilisation)

- Création et mise à disposition d'outils d'animation (valises, kamishibaï, caisse « atelier »)

- Mise en place d'animations : rencontres avec les auteurs, actions Premières Pages, Lecture au collège (PDEAC), animations en direction des personnes âgées

- Organisation de rencontres littéraires et de venues d'auteurs.

2 - Catalanité

En 2017, une attention particulière continue d'être portée sur l'enseignement du catalan.

La 4ème édition de l'opération TEATRECAT, tournée théâtrale en catalan a permis d'offrir à plus de 3 000 élèves de la maternelle à l'université des spectacles vivants en catalan à travers tout le territoire.

L'année 2017 a été marquée par les études de préfiguration de l'Office Public de la Langue Catalane, instance partenaire du département, dans la diffusion de la langue et de la culture catalane.

3 - Sites historiques et Naturels

Au niveau du service des sites historiques

- Gestion des dossiers de demande de subvention de fonctionnement en matière de valorisation et de préservation du Patrimoine (musées et collections, recherches archéologiques, édition de revues, patrimoine maritime...).

- Installation de la signalétique des Monuments Historiques départementaux en collaboration avec le service investissement de la DLB.

- Uniformisation et mise à jour des supports de visite

- Dans le cadre d'un partenariat avec l'Institut Méditerranéen d'Étude et de Recherche en Informatique et Robotique de Perpignan (IMERIR), développement par une équipe de 2 étudiants programmeurs du logiciel pour les tables tactiles du Palais des rois de Majorque et de la Maison de la Catalanité et installation d'une troisième table tactile à Thémis Solaire Innovation.

- Développement d'une application dédiée au patrimoine sur les tablettes distribuées aux collégiens par le Département.

- Engagement d'une démarche de labellisation Tourisme et Handicap pour le Palais des rois de Majorque.

- Mise en place d'activités ludiques pour le très jeune public lors d'événements à la Maison de la Catalanité (Journées Européennes du Patrimoine).

Au niveau du service éducatif des monuments historiques départementaux

- Actualisation de la totalité des documents destinés aux enseignants et aux élèves.

- Refonte intégrale de la page internet et mise en ligne des documents.

- Création de nouveaux parcours de visite pour le jeune public au Palais des Rois de Majorque, jeux de piste et carnets d'enquêtes au Château Royal de Collioure et au Prieuré de Serrabona

Au niveau des sites naturels

Gestion environnementale et accueil du public sur les sites naturels et notamment :

- **Site classé de l'Anse de Paulilles** : poursuite de la gestion différenciée, écologique et éco-citoyenne, amélioration de l'accueil des scolaires (200 classes par an) et nombreuses animations auprès du grand public, développement de l'activité de la buvette et de la boutique du site notamment via la vente d'en cas salés de qualité et labellisés AB, préparation de la manifestation des 10 ans de l'ouverture du site au public en 2018, contribution au programme transfrontalier ECTAdapt, sur l'adaptation du site au changement climatique consistant à construire une offre de sensibilisation destinée aux publics du site

- **Site du Lac de la Raho** : création de cheminements piétons de desserte des parkings et amélioration paysagère du secteur Plage (3ème tranche), création de locaux techniques et du personnel.

- **Site du Lac de l'Agly** : amélioration des sentiers thématiques du site (tracés et signalétique), reprise des places à feu de l'aire de pique-nique du Moulin d'Ansignan, lancement du projet de création du « Pôle d'activités de pleine nature Agly-Fenouillèdes », comprenant notamment une Maison des activités de pleine nature, un bassin de baignade biologique et une base nautique, en partenariat avec la Communauté de communes Agly-Fenouillèdes.

4 - Patrimoine :

- Soutien financier en faveur de la restauration du Patrimoine bâti classé et non protégé, de la valorisation du patrimoine de proximité, de l'archéologie, du Patrimoine maritime, des musées via notamment l'édition de publications, l'organisation de colloques, d'expositions, de commémorations, la réalisation de chantiers de fouilles.

- Soutien des démarches d'inscription PCI UNESCO des Fêtes de l'Ours et de la rumba catalane. En 2017, les Fêtes de l'Ours au vu de la qualité de leur plan de gestion et de leur dossier de candidature ont été reconnues comme « potentielles » pour une présentation devant l'UNESCO par l'État français.

- Création du Centre International de photojournalisme dont le Conseil Départemental est membre fondateur

- Accompagnement du Syndicat Mixte Canigo Grand Site, de la Communauté de Communes Albères, Côte Vermeille, Illibérès et Communauté urbaine de Perpignan pour l'obtention du label Grand Site Régional. Labellisation des trois candidatures.

- Participation et contribution aux comités de pilotage et techniques des équipements patrimoniaux structurants du Territoire départemental.

5 - La dématérialisation

Les procédures de dématérialisation des demandes de subvention supérieures à 500 € se poursuivent et nécessitent un soutien des services auprès des associations qui rencontrent des problèmes techniques sur le site www.pass66.fr.

Préparation/formation et mise en place de Chorus Portail Pro, de la gestion électronique des documents, des comptes DFT, de la plateforme AWS, etc.

2 sites UNESCO

303 Monuments Historiques

3 Villes et Pays d'Art et d'Histoire

10 Musées de France



DIRECTION CULTURE PATRIMOINE ET CATALANITE

Perspectives

La définition des axes des politiques générales en matière de culture, patrimoine, catalanité et lecture publique est motivée par des actions qui contribuent à un développement à la fois durable et harmonieux du département.

Les objectifs de la Direction sont :

- Développer la transversalité de l'action culturelle : culture et solidarité, culture et éducation, culture et tourisme, culture et territoire, culture et catalanité.
 - Poursuivre les démarches créatives dans chacun de nos domaines de compétences, d'autant plus indispensable de par les contraintes budgétaires de plus en plus fortes.
 - Poursuivre la structuration des politiques en matière de culture, de patrimoine et de catalanité, qui passe par la définition de critères précis.
 - Maintenir des liens avec l'ensemble des partenaires (institutions, bibliothèques, équipes artistiques, acteurs culturels du département et de la région, ...)
 - Développer et soutenir les actions dédiées à la promotion de la langue et des traditions catalanes, notamment en direction du jeune public.
 - Maintenir une politique d'animations culturelles, accessible à tous et le développement de la programmation culturelle départementale
 - Poursuivre le maillage départemental en vue de la structuration de l'offre à partir des bibliothèques intercommunales.
 - Développer l'offre de ressources numériques à partir du portail « médiathèque66 »
 - Poursuivre la mise en réseau informatique des bibliothèques.
 - Engager une démarche de labellisation Tourisme et Handicap et inscription dans un Ad'AP (Agenda d'Accessibilité Programmée). Réalisation d'un carnet en braille « le Patrimoine au bout des doigts » pour les Palais des Rois de Majorque et Château Royal de Collioure.
 - Valoriser la mémoire de l'exil Républicain espagnol transfrontalier par l'extension de l'exposition sur la Retirada au Château Royal de Collioure .
 - Poursuivre les actions de formation et soutien ingénierial au développement de projets de médiation culturelle pour les sites partenaires du Pass Patrimoine 66.
- **Site classé de l'Anse de Paulilles** : Mise en œuvre du programme de manifestations dédié aux 10 ans de l'ouverture de Paulilles au public (cf. actions phares). Etude en vue de la 1ère tranche de travaux de l'aménagement de l'atelier des découvertes. Etude préalable en vue de la mise en place d'un assainissement autonome. Installation à l'automne de l'itinéraire de sensibilisation à l'adaptation au changement climatique, dans la cadre du programme transfrontalier ECTADAPT.
- **Site du Lac de la Raho** : création d'un réseau de drainage des eaux pluviales sous le cimetière et sur la partie Ouest de la retenue touristique (dont camping), élargissement du chemin du tour du Lac le long du camping, reprise des parkings, rénovation de locaux du secteur Plage, amélioration de la réglementation du site.
- **Site du Lac de l'Agly** : projet de « Pôle d'activités de pleine nature Agly-Fenouillèdes » : suite des études, transmission des dossiers de demandes de financement.

Plus de **15 000** spectateurs ont profité des 44 dates de la programmation culturelle départementale mise en œuvre par le service Politiques Culturelles

Plus de **100** artistes ont ouvert leur atelier pour la 14ème édition de « Balade en Terre d'Artistes »

Près de **250** organismes subventionnés au titre des programmes Culture et Catalanité

Près de **20** expositions sur **4** sites patrimoniaux du Département
1 600 dossiers de subventions octroyées par le Département au titre des programmes Culture, Patrimoine, Catalanité, Dotations Cantonales et Congrès et Manifestations-

270 370 visiteurs sur les sites historiques

14 000 élèves accueillis dans les Monuments historiques propriété du Département

13 703 visiteurs ont participé aux Journées Européennes du Patrimoine (+20,15 % par rapport à 2017)

677 893 € de recettes sur les sites historiques et naturels (entrées + boutiques)

4 réaménagements de bibliothèques aidés par la MDPO

15 074 jeunes ont participé au Prix du Livre Vivant

3 000 participants à la Fête du Livre Vivant

600 livres remis aux parents dans le cadre de l'opération Premières Pages

120 000 documents prêtés aux bibliothèques du réseau départemental de lecture

245 000 visiteurs sur le site de Paulilles

6 400 participants aux visites guidées sur le site Paulilles

5ème édition de la tournée théâtrale « Tous au Théâtre » qui a permis à **1 121 spectateurs de profiter de spectacles professionnels pourtant hors de lieux habituels de programmation (9 communes et 6 compagnies – 18 représentations)**

Organisation de la 10ème édition du Festival « Été 66 » au sein des 3 sites historiques du Département (**16 soirées et 13 377 spectateurs**)

Programmation tout au long de l'année de « Cartes Blanches » qui, depuis leur création en 2006, ont réuni plus de **14 000 spectateurs (1 182 spectateurs en 2017)**

Création d'un parcours de visite « Sciences et Patrimoine » école, collège, lycée au Palais des Rois de Majorque pris en exemple au-delà des limites de l'académie.

Signature d'un contrat territoire lecture entre le Département, la DRAC et la Communauté Urbaine Perpignan Méditerranée

Mise en œuvre du programme de manifestations dédié aux 10 ans de l'ouverture de Paulilles au public : édition du beau livre « Paulilles, l'avenir d'une mémoire », large programme d'expositions incluant un parcours au sein de l'atelier des découvertes « LITTORAL, sur les sentiers du Conservatoire » et quatre expositions au sein de la Maison de site sur le thème générique « Paulilles, autrement », présentation des trois créations de spectacle vivant dédié au site et à l'esprit des lieux, tout au long du dimanche 17 juin, puis représentation de chacune des créations, tous les mardis estivaux à partir de 18h30. Restitution le 15 juin de la production artistique et culturelle de plusieurs classes de collèges en lien étroit avec les thèmes du site : l'histoire industrielle, la mer et le patrimoine maritime, la nature et l'environnement



DIRECTION ÉDUCATION JEUNESSE ET SPORTS

Missions

Éducation

- Assurer la qualité, la sécurité et le bon fonctionnement des 31 collèges publics du Département
- Gérer administrativement les agents techniques des établissements d'enseignement et les accompagner dans le développement de leurs compétences
- Soutenir et développer les projets éducatifs des collèges notamment le PDEAC et le Plan numérique 66
- Organiser les services de restauration des collèges permettant de servir des repas de qualité pour tous et poursuivre l'éducation au goût des enfants
- Élaborer, négocier, mettre en œuvre et évaluer la programmation annuelle des travaux et des opérations de maintenance immobilière
- Gérer les priorités techniques, assurer des travaux en régie afin d'assurer la continuité du service public dans les collèges en lien avec la DLB
- Conseiller et assurer un appui technique auprès des équipes de direction des collèges
- Suivre les contrats de maintenance et vérifications obligatoires des portes et portails automatiques de l'ensemble des collèges du Département.
- Suivre les contrôles obligatoires effectués sur les collèges et levées des réserves
- Suivre les contrats pour les chaudières bois énergie et les nouvelles régulations (collèges Ille-sur-Têt, Pia, Saint André, Toulouges, Thuir, Saint Exupéry et La Garrigole).
- Assurer un suivi juridique et financier des budgets des collèges publics (autorité de certification)

Jeunesse

- Mettre en œuvre la politique jeunesse du Département axée sur le parcours vers l'autonomie et l'engagement citoyen
- Animer le réseau des structures jeunesse (PIJ, fédérations d'éducation populaire, juniors associations, etc.)

Sports

- Mettre en œuvre la politique sportive du Département axée notamment sur le sport pour tous (accent sur le sport féminin et le sport handi) et le sport santé
- Animer le mouvement sportif (comités, associations, bénévoles, etc.) et favoriser le développement des pratiques sur tout le territoire
- Soutenir le sport de haut niveau et les actions du CNEA (Font-Romeu) et mobiliser le sport professionnel (USAP, Dragons, Martin Fourcade) dans le cadre de missions d'intérêt général à destination des plus jeunes

Réalisations

Projets éducatifs

- Mise en œuvre du plan Départemental d'Éducation Artistique et Culturel
- Appel à candidatures pour artistes intervenant dans le Plan Départemental d'Éducation Artistique et Culturel
- Soutien aux projets pédagogiques particuliers et accompagnement du déploiement des tablettes numériques
- Animation de la plate-forme d'inscription pour les projets pédagogiques dans les collèges : en transversalité avec les autres directions (Europe, environnement...)
- Participation au Forum « Avenir, métier, passion » organisé par l'AFDET et à la Journée des Ressources Éducatives organisée par CANOPE 66
- Organisation des Arts au Collège (4 journées au Palais des Rois de Majorque).

Jeunesse

- Organisation de la 9ème édition de Génération 66
- Aide au permis de conduire

Sports

- Organisation de la 6ème édition du « Raid nature des collèges »
- Organisation de la 6ème « Soirée des Champions Catalans »
- Poursuite du dispositif « Pass'sport 66 » : aide à la pratique sportive pour les collégiens boursiers
- Suivi personnalisé d'athlètes à potentiel par l'équipe médicale du centre sport santé
- Alignement du soutien apporté en faveur de la pratique sportive féminine et masculine
- Soutien au développement de la pratique des disciplines handisport (handisport et sport adapté).
- Poursuite de l'utilisation du système dématérialisé « Pass66 » pour les associations (subventions > à 500 €)

Gestion de la distribution des dotations aux associations sportives

Ressources Humaines

- Mouvement ATEE (Adjoints Techniques des Établissements d'Enseignement)
- Poursuite du plan de formation à destination des agents des collèges et notamment sur le volet restauration scolaire (ex : Plan de Maîtrise Sanitaire, techniques de nettoyage, savoir travailler dans une bonne ambiance, en équipe, etc.)

Restauration scolaire

- Poursuite du dispositif social de « Chèque Restauration Solidarité »
- Développement des projets pédagogiques et soutien des établissements
- Poursuite des opérations d'amélioration des conditions de travail et mise aux normes des cuisines : élaboration du marché « équipements de cuisine » en faveur des collèges
- Auto-contrôles en cuisine et contre-visites sanitaires après la réception d'un procès verbal établi par la DDPP
- Poursuite du programme d'actions de lutte contre le gaspillage alimentaire et tri des biodéchets sur cinq nouveaux collèges volontaires

Technique

- Pilotage des opérations de mise en sécurité et fin des travaux (plan vigipirate) : 93 opérations recensées pour un budget global estimé à 528 000 €, dont 39 à la charge du S-TEC pour un montant estimé à 140 000 € avec 87 opérations (93,6%) réalisées au 2ème semestre 2017
- Fourniture en complément et/ou en renouvellement de mobiliers de classes, casiers et divers équipements en soutien des actions pédagogiques : élaboration d'un marché accord-cadre pour l'acquisition de mobilier scolaire à destination des collèges publics du Département.
- Prise en charge et suivi des contrôles et visites obligatoires ERP et pose de compteurs séparés pour les cuisines des collèges
- Poursuite de la mise en place de télé-relève (80 % réalisé en 2017) et suivi pour la maîtrise des consommations : continuation de la pose des détecteurs de fuite d'eau. Surveillance et exploitation des données sur PC dédiés (de nombreuses fuites ont été détectées et traitées).

Opérations significatives de niveau 4 :

- Jean-Moulin à Arles : Travaux menuiseries en aluminium, faux plafonds, peinture
- Cerdanya à Bourg-Madame : Rénovation des sanitaires, création local vélo, menuiseries, électricité
- Jean-Macé : Travaux de peinture, faux-plafonds et éclairages.
- La Garrigole : Remplacement préparateur eau chaude sanitaire
- Saint-Exupéry : Remplacement menuiseries extérieures
- Port-Vendres : Désembouage total du réseau chauffage
- Saint-André : Fourniture et pose de brise-soleil
- Pablo Casals à Cabestany : Aménagement vie scolaire, travaux de peinture de deux cages d'escalier, changement du ballon de stockage eau chaude
- Pierre Fouché à Ille sur Têt : Remise en état de l'espace boisé, aménagement salle de sciences ; réalisation de portails et clôtures, sécurisation des accès
- Jules Vernes Le Soler : Aménagements extérieurs
- Albert Camus : Réfection sol et couloirs du RdC, mise en conformité des pièces du CDI et des menuiseries accès couloir, aménagement parking enseignants
- Joseph-Sébastien Pons : Aménagement salle polyvalente, réfection salle d'étude, réfection sanitaires filles, mise en sécurité accès loge
- Madame de Sévigné : Réfection de la laverie
- Joffre à Rivesaltes : Aménagement d'un parking sécurisé pour les enseignants, mise en place d'un filtrage des accès
- Le Ribéral à Saint-Estève : Étanchéité bâtiment 02, retrait matériaux contenant de l'amiante, sécurisation des accès extérieurs, aménagement salle informatique
- Jean Mermoz à Saint-Laurent : Réfection du plateau sportif, réfection partielle de toiture
- Pierre Moréto à Thuir : Traitement acoustique plafond préau, remplacement préparateur eau chaude sanitaire
- François Mitterrand à Toulouges : Remplacement module régulation chaudière bois



DIRECTION ÉDUCATION JEUNESSE ET SPORTS

Perspectives

Éducation

- Augmentation du volume d'opérations liées à l'amélioration du cadre de vie des collégiens et des communautés éducatives
- Finalisation des opérations liées au plan de mise en sécurité (plan vigipirate)
- Poursuite de la mise en place de télé-relève et suivi pour la maîtrise des consommations
- Poursuite de pose des détecteurs de fuite d'eau et développement des relevés d'information sur logiciel dédié (20 % reste à faire pour 2018)
- Prise en charge à terme de l'ensemble des contrats de maintenance des collèges
- Mettre en place une action de formation sécurité attentats-intrusions pour les agents d'accueil des collèges
- Élargir l'offre pédagogique de la plateforme « projets collèges » (en lien avec la nouvelle contractualisation du PDEAC avec le Rectorat et la DRAC)
- Poursuite de l'élaboration d'un livret à destination des équipes de direction des collèges
- Réfléchir à un nouveau modèle économique pour la Restauration Scolaire des collèges et mettre en place un groupe de travail technique avec les cuisiniers des collèges
- Poursuivre l'étude de mutualisation des contrats de maintenance obligatoire des cuisines des collèges
- Poursuivre le projet sur la gestion des déchets et la lutte contre le gaspillage alimentaire au sein des collèges

Jeunesse

- Réviser les critères d'attribution des subventions aux PIJ, fédérations et associations d'éducation populaire
- Repenser un dispositif d'aide à la mobilité des jeunes
- Structurer le réseau des partenaires des politiques jeunesse

Sports

- Intégrer un critère déplacement/transport dans les barèmes des subventions en faveur des associations sportives au titre de la politique sport 2018
- Développer le partenariat avec le CNEA-CREPS de Font-Romeu et l'animation du Mouvement Sportif Départemental dans la perspective des JO de Paris 2024
- Étudier la dématérialisation du suivi médical des patients du Centre Sport Santé
- Réfléchir à un nouveau concept pour la « Soirée des Champions Catalans »
- Engager un diagnostic de la pratique « sport handi » sur le Département.

L' « aide individuelle à la mobilité » pour plus de 397 jeunes âgés de 19 à 27 ans, avec l'allocation forfaitaire de 300 €, destinée au financement du permis de conduire et accompagné d'un stage obligatoire (21 stages organisés) de sensibilisation aux conduites à risques

Festival dédié à la jeunesse porté par un soutien de ses pratiques artistiques et culturelles, l'édition 2017 de « Génération 66 »

Manifestation Arts au Collège pour les collégiens ayant participé au PDEAC

Suivi du déploiement des Plans de Maîtrise Sanitaire dans les cuisines des collèges et animation du groupe de pilotage des formations correspondantes

+ de 340 agents du Conseil Départemental sont affectés dans les **collèges publics pour assurer l'entretien des locaux et la restauration scolaire de nos enfants**

CA 2017 : **10 190 414 €** en fonctionnement et **1 967 466 €** en investissement

3 883 000 € montant global des dotations pour les 31 collèges publics, **1 560 000 €** pour les 9 collèges privés, **600 000 €** affectés à l'utilisation des équipements sportifs par les collèges publics

13 173 € en fonctionnement et **2 000 €** en investissement pour les 2 CIO départementaux

8 commissions de sécurité passées sur les établissements
577 interventions techniques

936 000 € consacrés au dispositif « Chèque Restauration Solidarité » en faveur de près de **5 000** bénéficiaires
Près de **122 000 €** en 2017 pour le PDEAC, **4 500** collégiens y participent

Un budget de **200 000 €** a été consacré pour les déplacements vers les équipements sportifs ou pour les transports des sorties scolaires et pédagogiques

439 élèves pris en charge dans le cadre du transport des élèves en situation de handicap

Travail de partenariat et soutien financier aux fédérations d'éducation populaire et soutien financier pour 58 projets portés par 20 PIJ du Département pour un coût de **35 380 €**

144 associations et comités sportifs conventionnés pour bénéficier des visites médicales au Centre Sport Santé soit 35 disciplines sportives

645 visites annuelles réalisées au Centre Sport Santé : 460 sur Perpignan et 185 sur Font-Romeu

Près de **310** dossiers de demandes de soutien traités en faveur du Sport avec **49** comités sportifs, 2 comités scolaires et **100** clubs soutenus financièrement et **183** associations ayant bénéficié d'une dotation (médailles, coupes, T-shirt, casquettes...)

23 manifestations sportives soutenues financièrement et 16 projets sportifs

8 sportifs de haut-niveau soutenus financièrement
Soirée des champions : **19** aides individuelles et 10 collectives (clubs)

Programme « Pass'sport 66 » : **730** inscriptions (année scolaire 2016 – 2017)

Sport scolaire : championnat de France UNSS : **7** associations sportives soutenues



DIRECTION DES ARCHIVES, DE L'ARCHÉOLOGIE ET DU CENTRE DE CONSERVATION ET DE RESTAURATION

Depuis le mois de juin 2017, la Direction comprend trois services qui œuvrent pour la connaissance, la conservation et la valorisation du patrimoine départemental : le service des Archives Départementales, le service d'Archéologie Départemental et le Centre de conservation et de Restauration du patrimoine

Missions

Service des Archives départementales

Les Archives départementales collectent les archives publiques dans les administrations (Conseil départemental, État), les juridictions, les collectivités (communes, structures intercommunales), les organismes et/ou associations exerçant une mission de service public et chez les officiers ministériels (notaires). Elles reçoivent également des archives privées par don, dépôt, legs ou achat.

- Les Archives départementales conservent ces documents dans des magasins spécialement aménagés, selon des conditions requises (température et hygrométrie constantes, alarmes effraction et incendie, climatisation). Les fonds sont classés, inventoriés, et protégés dans des conditionnements spécifiques et adaptés à leurs formats. Des opérations de conservation préventive et curative (numérisation, restauration) sont réalisées annuellement.

- Les archives sont communiquées aux administrations et au public, soit directement aux lecteurs en salle de lecture (documents originaux et numérisés), soit par des recherches par correspondance, et, enfin, par la mise en ligne de fonds numérisés tels que l'état civil (1516-1902), la préparation militaire et le recrutement de l'armée (1867-1921), les recensements de population (an X-1906), les registres hypothécaires (1799-1955) et les plans cadastraux napoléoniens. La communication des documents obéit à la réglementation en vigueur (Code du Patrimoine, circulaires ministérielles), et plus particulièrement aux délais de communicabilité, avec une possibilité de communication par dérogation pour certains fonds.

En salle de lecture, le public se compose d'étudiants, de chercheurs, de généalogistes (amateurs et professionnels) et de particuliers cherchant à retrouver des titres ou actes pour faire valoir leurs droits de citoyens.

Les archives sont mises en valeur par des expositions présentées d'abord aux Archives départementales, puis prêtées aux collectivités ou organismes qui en font la demande. Le service met en place une programmation culturelle variée autour de colloques, de conférences thématiques et de conférences-excursions, ou encore d'ateliers de connaissance et de pratiques amateurs. Le service éducatif qui propose aux scolaires des visites commentées, des dossiers thématiques ainsi que des ateliers (enluminure, reliure et sigillographie)

Service Départemental d'Archéologie

- Assurer les **opérations d'archéologie préventive** sur les projets dont le Département assure la maîtrise d'ouvrage. Le Service Archéologique intervient à la demande des directions pour les aménagements routiers, la construction de Z.A.C., les travaux au sein des sites historiques du Département, ou lors de la construction de nouveaux collèges.

- Réaliser des **diagnostics archéologiques et des fouilles préventives** pour tout aménageur du département, qu'il soit privé ou public.

- **Conseiller et accompagner** les collectivités locales et les associations vers une meilleure gestion du patrimoine archéologique, conciliant les impératifs économiques et touristiques.

- Participer à la réalisation des diagnostics et des fouilles

archéologiques préventives sur l'ensemble du territoire départemental.

- **Communiquer** au public les résultats des recherches par des publications et l'organisation d'expositions.

- Animer la **bibliothèque archéologique départementale**, ouverte au public.

- Participer, aux côtés de l'État, à la **gestion des collections** du Centre Archéologique Départemental.

- Participer à l'**inventaire** du patrimoine archéologique avec le programme de **prospection-inventaire** des sites archéologiques de la plaine du Roussillon.

- Favoriser la **recherche archéologique** avec le développement de fouilles programmées et de projets collectifs de recherches.

Centre de conservation et de restauration du patrimoine

- Plan-Objet66 : inventaire exhaustif des églises et de leur mobilier accompagné d'une évaluation sanitaire et de préconisations d'interventions de conservation avec des niveaux d'urgence, traitements de conservation in situ, valorisation du patrimoine, formations pour les bénévoles gestionnaires d'édifices (entretien courant et manipulation pour le mobilier en général, l'orfèvrerie et les textiles).

- Conseils et actions envers les communes pour préserver le patrimoine mobilier.

- Restauration de sculptures, retables et peintures.

- Patrimoine maritime : connaissance, conservation, restauration et valorisation de ce patrimoine ; Encadrement des associations de bénévoles à l'Atelier des barques.

Le CCRP bénéficie de financements de la DRAC et de la Région.

Réalisations

Service des Archives départementales

- **Archives contemporaines** : malgré la saturation des magasins, qui ne permet plus de collecter les archives, le service des archives contemporaines continue d'intervenir dans les administrations de l'État et du Conseil Départemental et dans divers organismes afin de préparer leurs versements et leurs éliminations, d'assurer un contrôle technique et scientifique sur les archives publiques, de former des correspondants archives et de réaliser des audits pour les services qui souhaitent optimiser la gestion de leurs archives et les aider dans leurs démarches d'archivage électronique.

En parallèle, les Archives départementales participent à la mise en place d'un système d'archivage électronique pour le Conseil départemental et participent à la dématérialisation des procédures.

- **Archives privées (dons, dépôts et achats remarquables) :**

- **dépôt de la Fédération des Pyrénées-Orientales du Parti communiste français** (4 m.l.) : la Fédération a déposé un ensemble de documents, de la période de la Libération à nos jours, et provenant à la fois de la direction départementale du Parti Communiste, du journal Le travailleur Catalan, des organisations locales du parti (cellules et sections), des archives des militants et des organisations de masse telles que les Jeunesses communistes ou de l'Union des Femmes Françaises ;

- **dépôt de la Chambre des notaires** : la Chambre a déposé ses archives anciennes allant du Moyen Âge à 1941, afin qu'elles y soient traitées, protégées et proposées au public (étudiants, chercheurs, érudits, etc.) dans les meilleures conditions ;

- **don Yves Saints-Jours** (1 m.l.) : ancien professeur de droit à l'Université de Perpignan, spécialisé dans les trois branches du droit social (droit du travail, droit de la sécurité sociale et droit de la protection sociale), Y. Saint-Jours a donné l'ensemble de ses articles et de ses ouvrages, rédigés tout au long de ses 50 ans de carrière ;

- **don Parazols** (0,50 m.l.) : les petits-enfants de Marcel Parazols, Solange et Didier Parazols, ont souhaité donner les archives de leur grand-père (correspondance et photographies) martyr de la Résistance, mort en déportation ;

- **don Mazzili** (0,50 m.l.) : Bruno MAZZILI a donné au Département les archives de son père, Cataldo Mazzili, ancien exploitant du camping « Les Marsouins » à Argelès-sur-Mer, depuis sa création en 1968 jusqu'à sa cession en 2015 (documents administratifs et comptables, photographies et brochures publicitaires) ;

- **achat du fonds de la famille Rovira et alliées** (4 m.l., 5 500 €) : Jean Glorz a vendu au Département un ensemble d'archives privées de la famille Rovira et de familles alliées (Llucia et Garau) entre le XVIIe et le XXe siècles comprenant des actes relatifs à la gestion des biens de ces familles ainsi qu'une importante correspondance, témoignant de leur ascension sociale et démontrant leur influence sur le territoire.



DIRECTION DES ARCHIVES, DE L'ARCHÉOLOGIE ET DU CENTRE DE CONSERVATION ET DE RESTAURATION

Réalisations (suite)

- **achat de pièces isolées remarquables** : capbreu de Torrent (XVe s.), parchemins des XIIIe-XV^e s., plan de la citadelle de Perpignan (époque révolutionnaire), affiches.

- **Conservation préventive et curative** : une importante opération de reconditionnement permis de traiter plus de 360 mètres linéaires d'archives, et en particulier le fonds ancien des notaires (XIIIe-XVe s.), en parallèle des opérations courantes de conditionnement et d'estampillage des fonds de la justice, de l'administration provinciale d'Ancien Régime ou encore des journaux du XIX^e siècle.

Les opérations de restauration ont permis de traiter un lot de 50 registres de notaires du XVI^e siècle ainsi que des parchemins, dits « Mémoires de Saint-Jean », des XIIIe-XVe siècles.

- **Mises en ligne 2017** : les archives consultables en ligne ont été enrichies par le cadastre napoléonien (XIX^e siècle) et les registres hypothécaires (1799-1955).

- **Réutilisation des archives publiques** : un nouveau règlement a été voté par l'Assemblée départementale, consacrant le principe de réutilisation libre et gratuite des données publiques conservées par le service.

- **ANIM'ARCHIVES** : créé en 2011, ce service culturel a pour objectif de faire découvrir le patrimoine et l'histoire du département par la mise en valeur des fonds d'archives et des fouilles archéologiques. Les activités proposées (ateliers et conférences) sont gratuites pour le public et organisées en dehors des vacances scolaires et des jours fériés. Afin de faire face aux demandes de plus en plus nombreuses, le nombre de participants aux ateliers est passé de 8 à 10 personnes.

- **conférences** : le jeudi à 18h (2 à 4 fois par mois) et le samedi (en journée, 2 à 5 fois par an avec conférence le matin aux Archives et visite sur site l'après-midi) ; les conférences s'articulent autour de thématiques ou de présentations d'ouvrages toujours en lien avec les fonds d'archives exposés pour la circonstance. Le nombre des participants varie entre 30 et 100 personnes selon la thématique proposée. Parmi les conférences proposées en 2017, celles à retenir plus particulièrement :

- jeudi 26 janvier 2017 : Hélène Legrais, Découvrir Perpignan, son histoire, son patrimoine (106 personnes) ;

- samedi 25 mars 2017 : Les instruments de musique catalans et les cobles (116 personnes) ;

- samedi 29 avril 2017 : Abeilles et miel en Catalogne (100 personnes) ;

- samedi 30 septembre 2017 : Georges Castellvi, Les voies de communication des Pyrénées-Orientales dans l'Antiquité (137 personnes) ;

- samedi 18 novembre 2017 : Histoire et cultures du liège en pays catalan (110 personnes) ;

- jeudi 14 décembre 2017 : Stéphanie Ragaru, Généalogiste familial : une passion, un métier (70 personnes) ;

- ateliers

- assurés par des intervenants extérieurs rémunérés : enluminure, calligraphie, reliure (limités à 10 personnes chacun, sur 4 ou 6 jours), paléographie latine (limité à 20 personnes, sur 9 demi-journées) ;

- assurés en interne et par l'Association catalane de généalogie : généalogie, paléographie catalane et française, niveaux débutants, intermédiaires et confirmés (limités à 20 personnes chacun, sur 9 demi-journées), accueil des nouveaux lecteurs (1 lundi par trimestre, limité à 20 personnes)

Service Départemental d'Archéologie

- L'année 2017 a été en grande partie consacrée à la **poursuite des fouilles archéologiques préventives du Château royal de Collioure**. Cette opération, réalisée préalablement à un projet de

réfection des réseaux et des cheminements, qui a débuté en janvier 2016 et doit s'achever au printemps 2019, consiste en la fouille extensive de la place d'armes, de l'ancien fossé enserrant le réduit médiéval et de la cour d'honneur. Elle a déjà livré des résultats majeurs, avec la mise au jour d'une occupation de l'Antiquité tardive, l'étude d'une partie de la ville haute médiévale de Collioure et du fossé, ou encore la fouille de nombreux vestiges des XVI^e-XVII^e siècles.

- Une fouille préventive a également été menée dans le fossé nord du Palais des rois de Majorque, préalablement à l'installation d'un poste de relevage.

- L'année 2017 a aussi été marquée par la réalisation de **plusieurs diagnostics archéologiques** réalisés préalablement à l'élargissement de la route départementale n°612 (section 2), entre Thuir et Millas – RD 900, à l'aménagement du lotissement Las Feixettes à Peyrestortes, à la future déviation d'Estagel ou encore au projet de lotissement El Calciner à Arles-sur-Tech.

- Cette année a également été marquée par la **poursuite de la fouille programmée du plateau des Garaffes à Elne**, vitrine du service, qui bénéficie d'un partenariat étroit avec l'Université de Perpignan. Cette fouille, réalisée chaque été depuis 2015, permet d'accueillir des étudiants venus se former à l'archéologie de terrain. Cette opération a permis de mettre au jour les vestiges de la première cathédrale d'Elne, construite dans le courant du VI^e siècle. C'est une découverte majeure qui apporte un éclairage nouveau à la connaissance du diocèse et des premiers lieux de culte chrétiens du Roussillon.

- Les actions autour de la **gestion du dépôt archéologique départemental** ont permis la restauration et la sauvegarde d'objets archéologiques. En 2017, l'effort a été porté sur le mobilier issu de la fouille préventive de Collioure, notamment les objets métalliques qui nécessitent des stabilisations urgentes pour stopper la corrosion.

- Le service anime également une **bibliothèque archéologique** départementale, l'une des plus importantes de la région, ouverte tous les jours au public. En 2017, 604 étudiants et chercheurs y ont été accueillis. Le fonds s'est enrichi de plus de 3 400 ouvrages et revues, en fin d'année, grâce au don au Département, par Yves Chevalier, de l'ensemble de sa bibliothèque spécialisée.

- Enfin, le Service Archéologique a organisé, à l'automne, un **colloque** consacré à l'archéologie au village, en partenariat notamment avec l'Université de Perpignan, l'INRAP, la DRAC Occitanie, le CNRS, les universités de Tours et de Toulouse et l'École des Hautes Études en Sciences Sociales de Lyon.

Centre de conservation et de restauration du patrimoine

- L'année a été marquée par le rattachement à une nouvelle Direction, celle des Archives, de l'Archéologie et du CCRP depuis le mois de juin, mais aussi par le départ à la retraite, en juillet, de Jean-Bernard Mathon, responsable du centre depuis 28 ans ; le recrutement d'un nouveau chef de service a eu lieu en janvier 2018 (Isabelle Jubal-Desperamont, restauratrice au CCRP depuis 1991). À l'Atelier des Barques, Jérémie Thiel a remplacé, en février 2017, Luc-Martin Bonnardot (départ à la retraite en 2016) comme charpentier de marine.

- Le **recensement** du mobilier des églises a concerné 5 communes, soit 6 édifices ; les opérations de **conservation** sur les bois polychromes, les peintures, le textile ont été réalisées dans 7 communes, soit 9 édifices (interventions faites par des intervenants extérieurs) ; **deux formations** pour les bénévoles ont été organisées à Villefranche-de-Conflent. **9 études préalables à restauration ont été réalisées** (dont 6 sur des retables et une sur un ensemble de 13 statues) ; 19 objets ont été **restaurés** au Centre (sculptures, peinture sur toile et bois, dont 2 retables) et 4 autres commencés. Une opération de restauration sur une « zone test » a été effectuée sur la tribune de Millas du XVI^e siècle. Une collection d'ex-votos de Formiguères a été inventoriée, traitée et réinstallée dans sa chapelle. Ainsi, 23 communes ont été concernées par les restaurations.

- Le groupe de travail « Factura » est venu travailler pendant une semaine sur les antépéndia médiévaux d'Oreilla et Angoustrine avec des chercheurs de l'Institut royal du patrimoine artistique de Bruxelles et du Centre interdisciplinaire de conservation et de restauration du patrimoine de Marseille afin de mettre en œuvre un appareil unique et novateur d'analyse non destructrice des pigments et des liants.

- Une opération de **mise en sécurité** du mobilier pendant des travaux sur le bâtiment puis réinstallation a été réalisée à Laroque-des-Albères et 5 autres communes ont bénéficié d'actions ponctuelles de préservation.

- Dans le cadre des actions de **valorisation**, le Centre a accueilli 4 stagiaires ainsi que des groupes pour des visites ponctuelles (Université, Anim'Archives), et un public venu nombreux pour les Journées du patrimoine (192 personnes). Les agents du Centre ont participé à 3 conférences. Une **exposition** de Monuments de la



DIRECTION DES ARCHIVES, DE L'ARCHÉOLOGIE ET DU CENTRE DE CONSERVATION ET DE RESTAURATION

Réalisations (suite)

Semaine Sainte, restaurés par le Centre, a été mise en place dans 15 églises du département de juin à septembre 2017.

- Pour le **patrimoine maritime**, 2 bateaux ont été restaurés : « L'échappée », mise à disposition du parc des Dosses et « la Mouette », déposée auprès de l'association Bonança. Le chantier de restauration du « Charlemagne » a commencé en juillet 2017. L'entretien et le suivi de la collection de bateaux entreposés à Paulilles a été assurée. Trois associations restaurent leurs propres bateaux et bénéficient sur place d'un encadrement et d'une aide technique.

- Le partenariat instauré avec le Centre d'Education Renforcé de Port-Vendres a permis de recevoir 12 mineurs délinquants au cours de 2 sessions de 5 mois chacune dans le cadre **d'un projet de réinsertion**.

- Le travail sur le **projet environnemental d'éco-navigation** s'est poursuivi, avec l'installation d'une motorisation électrique et l'adaptation de panneaux solaires sur une barque ; il a donné lieu à la mise en place de partenariats avec le Lycée Rosa Luxembourg et l'école d'ingénieurs Sup'EnR de Perpignan.

- L'Atelier des barques s'inscrit dans un **réseau** actif, ce qui l'a conduit à participer aux comités scientifiques pour la restauration du pailebot « Miguel Caldentey » et à celui pour le projet du Centre d'Interprétation de l'Histoire maritime à Port-Vendres. L'accueil d'une délégation du musée maritime danois Limfjordsmuseet pourrait déboucher sur un futur partenariat (Erasmus +).

- Dans le cadre de ses actions de valorisation, deux expositions d'artistes en lien avec la mer ont été montées à l'Atelier des Barques et une troisième pour « Visa off » à la CCI. L'Atelier a encore reçu de nombreux visiteurs cette année, dont un groupe du réseau GAMAS et de nombreux visiteurs lors des journées du patrimoine..

Perspectives

Service des Archives départementales

- continuité des missions de conseil et d'assistance aux administrations et aux services producteurs d'archives publiques, étude pour la mise en place de l'archivage électronique ;
- poursuite des opérations de conservation préventive et curative : conditionnement, estampillage, restauration et numérisation (parchemins de l'hospice d'Ille) ;
- récolement physique et sanitaire des fonds consécutif au changement de direction ;
- étude de faisabilité et de programmation pour le projet d'extension du bâtiment des Archives et de l'Archéologie ;
- mise en ligne de nouveaux fonds d'archives numérisés : fonds Bernadi, fonds des hypothèques ;
- valorisation : conférence sur le manuscrit Hyacinthe RIGAUD (16 mars 2018), opéra comique Gérardo du fonds Bonaventure-Petit (7 juillet 2018) dans le cadre d'Été 66, commémoration du bicentenaire de la naissance du musicien catalan Georges Bousquet (13 octobre 2018), colloque sur la commémoration de la Grande Guerre (23-24 novembre 2018).

Service Départemental d'Archéologie

- L'année 2018 sera essentiellement marquée par la **fosse préventive des nécropoles de l'Horto, sur la commune de Caramany**, réalisée préalablement à l'aménagement de la base de loisirs du Fenouillèdes. Cette fosse mobilisera une grande partie de l'équipe en 2018, les phases d'étude se poursuivant en 2019 et 2020.
- Le mois de juillet 2018 sera consacré à la **fosse programmée du plateau des Garaffes, aux abords de la cathédrale d'Elne**.
- Le service organisera les 5e rencontres départementales de l'archéologie, le 30 mai 2018, en collaboration avec la DRAC.
- Les autres missions seront maintenues (gestion des collections, animation de la bibliothèque archéologique départementale, inventaire du patrimoine archéologique).

Centre de conservation et de restauration du patrimoine

- poursuite des actions du **Plan-Objet66** : recensement sur 11 communes, soit 15 édifices ; conservation du mobilier (peinture, bois polychromes, meubles) sur 5 communes, soit 8 édifices, et celle de l'orfèvrerie sur 4 communes ; 3 formations pour les bénévoles au Parc Ducup ; 21 objets prévus à la restauration (sculptures et peinture) dont 2 retables et plusieurs études préalables ; achèvement de l'opération de conservation et de présentation des ex-votos en cire de Formiguères ;
- mise en place de **conventions** avec les différents partenaires institutionnels du Centre ;
- présentation d'une **exposition** dans la chapelle Notre-Dame-des-Anges : « Autour d'une œuvre restaurée, le retable Renaissance de Valcebollère », du 25 mai au 20 octobre 2018 ;
- Patrimoine maritime :
- poursuite et achèvement de la **restauration de 3 bateaux** (2 barques de la collection et une associative) et de l'entretien des la collection ; poursuite du projet d'éco-navigation ;
- **formation** d'une apprentie en charpente de marine ; poursuite du **projet d'insertion** de 12 jeunes délinquants du CER de Port-Vendres ; encadrement des associations qui restaurent leurs propres bateaux ;
- **valorisation** : présentation de 3 expositions avec des artistes (Marc Dejoux) et thèmes en lien avec la mer ; participation aux manifestations des 10 ans de Paulilles avec la mise à l'eau du « Charlemagne » le 1er septembre ;
- poursuite des **partenariats** : comités scientifiques pour la restauration du « Miguel Caldentey » (transfert jusqu'à Port-Vendres, armement) et pour le projet du Centre d'Interprétation de l'Histoire maritime à Port-Vendres (projet de réplique de l'épave PV1), partenariat avec le musée maritime danois Limfjordsmuseet, accueil de la journée d'étude du réseau des musées de la côte catalane, participation à « Escala à Sète », à la venue de l'Hermione à Port-Vendres, à la manifestation « Banyuls 1793 » et à la création du réseau des Centres du patrimoine maritime du Grand Golfe.



DIRECTION DES ARCHIVES, DE L'ARCHÉOLOGIE ET DU CENTRE DE CONSERVATION ET DE RESTAURATION



Service des Archives départementales

Documents conservés : **19,02 km linéaires**

Entrées d'archives publiques (uniquement services du CD66) :

**55,80 m linéaires dont 2,40 m linéaires
d'ouvrages**

Nouveaux lecteurs 2017 : **342**

Nombre de séances de travail (une journée) : **3 222**

Nombre de documents communiqués en salle de lecture :
10 066

Nombre de recherches par correspondance instruites : **600**

Déroptions pour la consultation de documents instruites et
accordées : **7**

Nombre de pages numérisées consultables en ligne :
1 569 800

Nombre de pages vues en ligne : **45 166 090**

Visites sur le site internet : **138 076**

ANIM'ARCHIVES : **1 628** personnes (dont 84 pour les
ateliers, 1 544 pour les conférences)

Journées du patrimoine : **240 visiteurs**

Service éducatif : **1 844 élèves**

Fréquentation totale des Archives départementales (salle de
lecture, service éducatif, activités culturelles) : **6 951**
personnes

Centre de conservation et de restauration du patrimoine

Nombre d'édifices concernés par des opérations de
recensement, de conservation-restauration et de mise en
sécurité : **20**

Nombre de communes concernées par des opérations de
restauration : **23**

Nombre de barques restaurées par l'Atelier des barques : **2**

Nombre total de visiteurs accueillis : **31 560**

Nombre d'expositions organisées : **4**

DIRECTION TRANSVERSALE DES ASSOCIATIONS

Perspectives

Outre la poursuite des chantiers précités la direction devra s'attacher à mener à bien les projets validés en 2017 :

Crowdfunding :

Lancement d'un dispositif innovant courant 2018 sur quelques dossiers .

Dynamisation du bénévolat, plusieurs actions vont être lancées autour de cette thématique :

- Mise en place d'une plate-forme sur le site Pass 66 pour rapprocher l'offre de la demande
- Actions de communications et d'informations à partir de la rentrée scolaire 2018/2019 avec l'appui de services civiques

Événement du 16 juin :

Cette journée aura 2 temps forts le matin autour du bénévolat et du crowdfunding à destination des associations et l'après-midi autour du bénévolat et des actions de certaines associations et autres organismes en recherche de bénévoles et de communication à destination du grand public.

Cette direction a été créée à la suite de la réorganisation de l'administration départementale mise en place début 2016.

Missions

La Direction Transversale des Associations a pour finalité première de rendre lisibles les actions du Département envers le monde associatif. Cet objectif doit s'exprimer par une politique associative de qualité s'articulant autour de 6 axes de développement externes et internes.

En interne :

- 1 - Renforcer la connaissance du secteur associatif
- 2 - Harmoniser les pratiques internes des services du département
- 3 - Développer une mission de conseil technique interne

En externe :

- 1 - Développer de nouvelles formes de partenariats
- 2 - Assurer une mission d'accompagnement des associations
- 3 - Coordonner l'action des associations du département

Réalisations

La direction a mis en place des dispositifs et rempli un certain nombre d'objectifs fixés et formalisés dans la feuille de route. Parmi les principaux chantiers menés à bien il faut citer :

En interne :

- Harmonisation des pratiques internes de traitement des dossiers de subvention et formation des instructeurs
- Structuration et développement du dispositif d'évaluation du risque pour les associations les mieux subventionnées : rdv fréquents organisés avec l'association et le service instructeur, progrès importants réalisés sur la complétude et la qualité des dossiers associatifs et donc de l'efficacité de leur suivi.
- Accompagnement de la cellule Fonds Social Européen du département dans sa mission de contrôle interne
- Poursuite et fin des audits préalables avant conventionnement des Services d'aide à domicile.

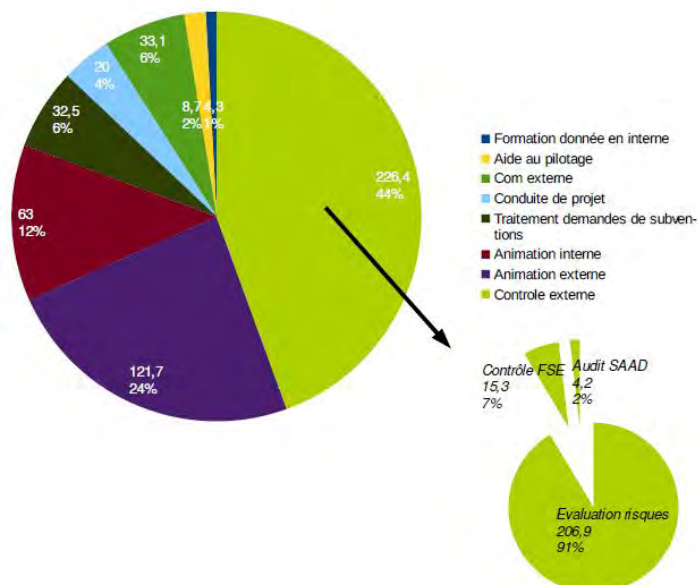
En externe :

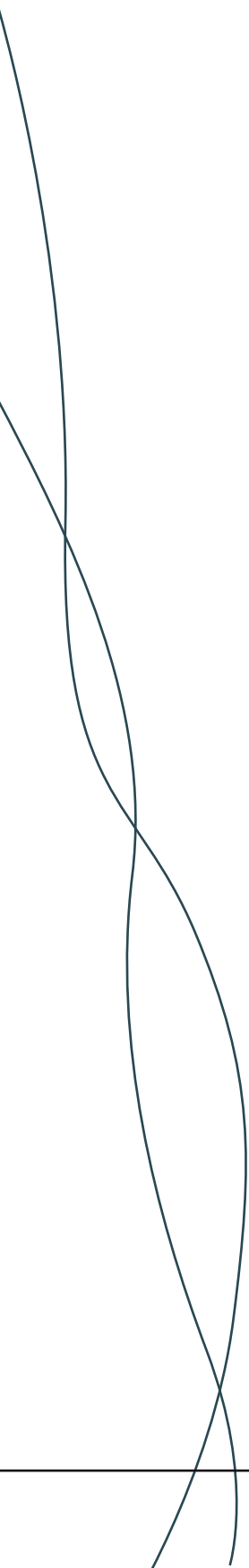
- Installation du portail Pass 66 comme un outil incontournable du monde associatif dans le département
- Organisation d'événements pour les associations : 3 ateliers (subventions, fonds propres et fonds européens) qui ont été très suivis.
- Poursuite des actions innovantes en partenariat avec l'ordre des experts comptables et les organismes bancaires
- Développement d'un réseau d'associations partenaires destinées à améliorer la performance de la gestion des associations
- Développement de l'annuaire des associations
- Mise en place d'une newsletter à destination des 1600 associations inscrites à l'annuaire
- Lancement des travaux de l'observatoire qui doit devenir un réel outil théorique et transversal indispensable à la construction des plans d'actions destinés aux associations
- Proposition et validation de projets pour 2018 issus pour la plupart des préconisations de l'évaluation de la politique associative de 2015.

Temps travaillé par type d'Activité (en jours)

Accompagnement organisationnel	0
Autres	0
Calcul de cout	0
Elaboration des procedures	0
Etude	0
Evaluation	0
Formation donnée en externe	0
Formation recue	0
Formation donnée en interne	4,3
Aide au pilotage	8,7
Com externe	33,1
Conduite de projet	20
Traitement demandes de subventions	32,5
Animation interne	63
Animation externe	121,7
Controle externe	226,4
TOTAL	509,7

Répartition du temps travaillé par type d'activité





DIRECTION GENERALE ADJOINTE SOLIDARITES

Le Département consacre près de 64 % de son budget aux politiques de solidarités. Il a mis en place une administration de proximité pour répondre à la demande sociale. Les compétences confiées par le législateur ces 15 dernières années témoignent ainsi de cette constante réactivité aux besoins émergents de nos concitoyens.

Placées, depuis la loi NOTRe, au cœur de nos compétences légales, nos politiques de solidarité doivent cependant sans cesse s'ajuster à la crise sociale, bien sûr, mais aussi à la contraction des interventions et des financements publics. Plus que jamais, la responsabilité sociale du Département doit s'articuler autour de ce rôle de facilitateur et d'ensemblier des nombreux acteurs (État, caisses, collectivités locales, associations, ...) et des différents niveaux d'intervention qui se chevauchent dans le champ social.

Toujours soucieux d'être au plus près des habitants, le Département s'est attaché à poursuivre, via la DGAS, et sur l'ensemble du territoire, la prévention des ruptures, l'aide et l'accompagnement des plus précaires. Pour mener à bien toutes ces missions, la DGAS bénéficie, au niveau des moyens humains, d'un effectif de 1 318 personnes (près de 50 % du personnel Départemental) dont :

- 706 CD (218 directions politiques publiques et services transversaux et 488 sur les territoires, répartis ainsi : 220 agents sur le territoire de Perpignan / 109 agents sur le territoire du Tech / 102 agents sur le territoire de la Têt / 57 agents sur le territoire de l'Agly) ;
- 62 MDPH-Maison Départementale des Personnes Handicapées- (56 Département et 6 Etat) ;
- 295 IDEA (fonction publique hospitalière) ;
- 255 Assistants familiaux.



La DGAS est constituée de :

4 Directions :

- Accompagnement Social et Accès aux Droits ;
- Enfance-Famille ;
- IDEA (Institut Départemental de l'Enfance et de l'Adolescence) ;
- Personnes Âgées-Personnes Handicapées.

4 territoires comprenant 8 Maisons Sociales de Proximité :

- Agly ;
- Perpignan ;
- Tech ;
- Têt.

3 services transversaux :

- Administration et Finances ;
- Ingénierie en Travail Social ;
- Ressources Humaines et Logistique.



DIRECTION ACCOMPAGNEMENT SOCIAL ET ACCÈS AUX DROITS (DASAD)

Elle est garante des dispositifs liés à l'accompagnement des personnes en danger de pauvreté et d'exclusion sociale et de leur synergie. La DASAD est chargée de la mise en œuvre des politiques publiques et de la réglementation relative à l'action sociale, à la reprise d'autonomie (accès aux soins, prévention, accès et maintien dans un logement) et au rSa (allocation, dispositif et accompagnement au parcours d'employabilité). Elle participe, dans le cadre de ses missions, à l'élaboration thématique du Schéma des Solidarités et à sa mise en œuvre. Elle collabore également à l'élaboration et à l'animation des documents programmatiques départementaux en vigueur et à venir (Schéma des Solidarités, Programme Départemental d'Insertion, Pacte Territorial pour l'Insertion, Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées, Plan Climat...).

Missions

La Direction s'articule autour de 6 services et d'une unité.

• **l'unité Action Sociale** est chargée de contribuer à l'élaboration de la politique départementale en matière d'action sociale généraliste. Elle agit en transversalité avec les Maisons Sociales de Proximité (MSP) et les autres directions et assure le lien avec les services sociaux et institutions œuvrant dans le champ de prévention primaire et de l'inclusion sociale.

• **le service Accès aux Droits rSa et le service Suivi et Contrôle des Droits rSa** garantissent l'accès au juste droit rSa. Ils sont respectivement en charge du traitement des demandes de rSa relatives aux situations non déléguées aux organismes payeurs d'une part et de la révision, du contrôle et de la prévention des indus et des fraudes d'autre part.

• **le service Vie du Parcours d'Insertion** garantit l'orientation, l'accompagnement des publics bénéficiaires du rSa ainsi que la cohérence des parcours d'insertion. Il assure également le suivi des actions d'insertion à visée sociale.

• **le service Accompagnement vers l'Autonomie** vise à lever, en matière d'insertion sociale, les freins liés au logement ou à la santé. En matière de logement, l'unité Parcours Logement favorise l'accès et le maintien dans le logement par la gestion des aides attribuées dans le cadre du Fonds de Solidarité Logement et par la représentation du Département au sein de différents dispositifs (SIAO-Services Intégrés d'Accueils et d'Orientation-, réservation préfectorale, commission DALO-Droit Au Logement Opposable-, CCAPEX-Commissions de coordination des actions de prévention des expulsions locatives-, ...). L'unité Parcours Santé favorise l'accès aux soins et le retour à l'emploi de bénéficiaires de minima sociaux par la mobilisation d'une équipe médico-psychologique. Par ailleurs, le service comporte un Centre Gratuit d'Information, de Diagnostic et de Dépistage (CEGIDD) des VIH, hépatites et infections sexuellement transmissibles.

• **le service Contentieux et Réglementation** assure la veille et la sécurisation juridique et garantit le traitement des indus, recours gracieux et contentieux civil, pénal et administratif des dispositifs gérés par la Direction.

• **le service Ressources et Pilotage** assure la gestion des ressources humaines, financières (budget, suivi des marchés et des subventions aux associations) et logistiques. Il coordonne l'accueil physique et téléphonique pour la Direction. Il assure également la dématérialisation du traitement des demandes et le développement des systèmes d'information.

Réalisations

Unité Action sociale

- Coordination des échanges avec les équipes des MSP ;
- Initiation de rencontres avec les services sociaux et d'action sociale des grandes institutions partenaires ainsi qu'avec les grandes associations œuvrant dans la lutte contre la précarité ;
- Formations aux procédures de lutte contre le surendettement à l'attention des travailleurs sociaux des territoires avec l'intervention des services de la Banque de France ;
- Participation à l'élaboration du futur Schéma des Solidarités sur les thématiques du non recours aux droits et du premier accueil social inconditionnel.

Service Accès aux droits rSa et service Suivi et contrôle des droits rSa

- Outre le traitement des dossiers individuels, consolidation des échanges avec les organismes payeurs (renouvellement de la convention de gestion avec la CAF) ;
- Construction d'un référentiel de traitement afin de garantir un traitement harmonisé des demandes ;
- Élaboration du plan de contrôle et de lutte contre la fraude.

Service Vie du Parcours d'Insertion

- Élaboration de la convention d'appui aux politiques d'insertion avec l'État ;
- Organisation du recensement des besoins en matière d'actions d'accompagnement vers l'autonomie en vue du lancement d'un nouveau marché en 2018 ;
- Poursuite du déploiement du dispositif accompagnement global avec Pôle Emploi ;
- Articulation des dispositifs d'accompagnement des jeunes avec le PACEA et la Garantie Jeunes ;
- Participation à la mise en œuvre du dispositif crèches à vocation d'insertion professionnelle.

Service Accompagnement vers l'autonomie

- Déploiement des actions d'accompagnement vers les soins sur l'ensemble du département ;
- Mise en place d'un partenariat avec le Centre Hospitalier de Perpignan, pour le déploiement des actions de prévention et de dépistage sur l'ensemble du territoire départemental ;
- En matière de logement, modernisation des traitements du Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL), animation du comité technique de l'accompagnement social lié au logement, contribution à l'élaboration du Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD).

Service Réglementation et Contentieux

- Révision du règlement de gestion du rSa ;
- Optimisation du recouvrement des indus.

Service Ressources et Pilotage

- Mise en place d'une démarche d'amélioration de la relation à l'utilisateur ;
- Fiabilisation des données contenues dans l'outil de gestion du rSa (Web rSa) ;
- Développement d'un nouveau système d'information pour le logement (Web Habitat) ;
- Développement du suivi de 22 marchés publics et de 101 demandes de subvention.

Perspectives

Unité action sociale

- Élaboration d'un référentiel de l'intervention sociale généraliste ;
- Mise en œuvre des fiches actions visant à favoriser l'accès aux droits et validées dans le cadre du Schéma unique des Solidarités.

Service Accès aux droits rSa et service Suivi et contrôle des droits rSa

- Adaptation de l'instruction des demandes aux évolutions (télédéclaration) et révision des conventions avec les organismes agréés ;
- Finalisation du référentiel de traitement des demandes ;
- Développement d'actions d'information sur les droits et devoirs et la prévention de la fraude.

Service Vie du parcours d'insertion

- Révision de la procédure d'insertion et lancement du marché relatif aux actions d'insertion sociale ;
- Contribution à la mission d'évaluation des politiques d'insertion ;
- Développement de la participation des usagers aux équipes pluridisciplinaires locales ;



- Développement des vecteurs de socialisation en transversalité (citoyenneté, culture, sport).

Service Accompagnement vers l'autonomie

- En matière de santé, développement des actions en faveur de publics bénéficiaires de minima sociaux ;
- En matière de logement, développement du partenariat avec les associations, contribution aux travaux de révision de la charte de prévention des expulsions locatives.

Service Contentieux et Réglementation

- Développement du travail partenarial dans le cadre de la lutte contre la fraude ;
- Sécurisation juridique des courriers ;
- Coordination des travaux de révision du règlement de gestion rSa et du règlement de gestion FSL.

Service Ressources et Pilotage

- Création d'un comité des usagers et déploiement des nouvelles modalités d'accueil des publics ;
- Développement d'indicateurs partagés d'activité et des outils de prospective financière ;
- Poursuite du développement des systèmes d'information Web Habitat et Web rSa.



22 000 accueils réalisés

5 000 entretiens médico-sociaux

20 000 décisions prises

20 023 foyers de bénéficiaires du rSa

123 673 000 € d'allocation rSa

DIRECTION ENFANCE-FAMILLE

La Direction Enfance-Famille pilote la politique publique de protection de l'Enfance (incluant la prévention), et assure l'égalité de traitement sur les territoires de notre département. À ce titre, elle est chargée des missions de Protection Maternelle et Infantile (PMI), d'Aide Sociale à l'Enfance (ASE) et d'Accueil Familial. Elle est organisée en cinq services qui structurent ses interventions. Elle gère également l'Observatoire Départemental de la Protection de l'Enfance (ODPE, instance partenariale).

Missions

- **La Protection Maternelle et Infantile (PMI)** : des actions de promotion de la santé et prévention en faveur des femmes et enfants de moins de six ans sont organisées.
- **La Cellule Unique Enfance en Danger et Violences conjugales** assure, quant à elle, le repérage et le traitement des situations de danger ou de risque de danger pour l'enfant et pour les personnes victimes de violences conjugales. La cellule adultes vulnérables a été transférée à la Direction PA-PH dans le courant de l'été 2017.
- **L'Aide Sociale à l'Enfance (ASE)** : ce sont des mesures administratives et judiciaires nécessaires à la protection de l'enfant qui sont mises en œuvre.
- **Le service Accueil Familial** assume l'intégralité de la fonction ressources humaines, y compris la formation et la gestion de l'offre d'accueil, des assistants familiaux du département.
- **L'Administration générale** assure un rôle administratif, financier et logistique transversal.

Réalisations

L'expertise de la DEF a conduit à la participation aux groupes de travail de l'Observatoire National de la Protection de l'Enfant (ONPE) ainsi qu'à la présentation, au niveau national, des pratiques dans les Pyrénées-Orientales. La DEF a participé, sur sa thématique, à l'élaboration du Schéma des Solidarités.

Protection Maternelle et Infantile (PMI)

- Réseau Périnatalité : forte implication du service avec une augmentation des équipes de coordination avec les acteurs de santé et intervention lors de la journée d'hiver « Naître et Grandir en LR » sur le placement des nouveaux nés ;
- Réalisation du référentiel des interventions PMI en prévention ;
- Participation à la 1ère journée PMI interdépartementale

Occitanie en janvier 2017 (Enquête Santé ASE en LR, offre d'accueil du jeune enfant, données vaccinales, présentation d'actions innovantes). Pour l'Accueil Jeune Enfant : élections des représentants des assistants maternels et familiaux siégeant à la Commission Consultative Paritaire Départementale ;

- Finalisation du référentiel agrément assistants maternels : phase 1 de modernisation de la gestion des agréments.

Cellule Unique Enfance en Danger et Violences conjugales

- Actualisation du référentiel de traitement des informations préoccupantes ;
- Information-formation de professionnels sur la Cellule Unique Enfance en Danger et Violences conjugales ;
- Sensibilisation des professionnels de la DGAS aux violences conjugales avec la Mission Égalités ;
- Participation à la formation pluri-institutionnelle de l'ODPE.

Aide Sociale à l'Enfance (ASE)

- Ouverture d'une unité de vie de 7 places : le Regain, pour adolescents très difficiles ;
- Travail sur l'adaptation du statut des enfants confiés, demandes de délaissement ;
- Présentation du consensus national sur les besoins fondamentaux de l'enfant en Protection de l'Enfance ;
- Finalisation des évaluations et orientations des jeunes accueillis dans les deux centres d'accueil et d'orientation spécialement dédiés à l'accueil de ces mineurs (CAOMI) du département (suite au démantèlement de la « jungle » de Calais) ;
- Création de prises en charge très individualisées multipartenariales pour des situations particulièrement complexes ;
- Rédaction d'un protocole relatif aux placements d'enfants à l'hôpital et d'un protocole relatif au placement des tout-petits à l'IDEA ;
- Dans le cadre de l'ODPE, constitution et installation d'un Comité des Jeunes.

Accueil Familial

- Poursuite de l'écriture du référentiel accueil familial et démarrage de la réactualisation du guide d'accueil familial ;
- Formation et accompagnement professionnel des assistants familiaux ;
- Écriture d'une procédure et mise en place d'un questionnaire pour les attributions de sujétions exceptionnelles ;
- Poursuite des réunions placement sur les territoires et optimisation de l'offre d'accueil ;
- Organisation de la 7ème journée des assistants familiaux.

Administration générale

- Participation à la réécriture du logiciel métier, travail sur les courriers et le guide utilisateur ;
- Passation de marchés publics de fournitures pour la PMI (contraceptifs / vaccins) et de services pour l'ASE (formation des assistants familiaux) ;
- Réécriture de procédures en lien avec l'activité des territoires (allocations mensuelles) pour mieux accompagner la dématérialisation de la réception des factures et la GED ;
- Dématérialisation de la remontée des données au niveau national ;
- À partir de décembre, saisie des billets de train pour le transport des enfants confiés sur le portail Entreprise SnCF et traitement des factures afférentes.



Perspectives

Protection Maternelle et Infantile (PMI)

• Rencontre d'Automne PMI : les professionnels de santé confrontés aux violences faites aux femmes et diffusion en MSP du référentiel « Interventions en PMI en prévention ».

Cellule Unique Enfance en Danger et Violences conjugales

• Réflexion sur l'obligation d'évaluer tous les mineurs au domicile même s'ils ne sont pas concernés par les éléments de l'information préoccupante, maintenir le niveau de qualité de service auprès des familles et des territoires ; poursuivre l'information sur l'impact des violences conjugales auprès des territoires en lien avec la Mission Égalités et réfléchir sur la prévention.

Aide Sociale à l'Enfance (ASE)

• Adapter l'offre de service (décisions de placement ordonnées non mises en œuvre) ; finaliser les référentiels prévus dans l'étude prévention, le référentiel santé enfant confié.

Accueil Familial

• Finalisation et présentation du référentiel et de la réactualisation du livret d'accueil ; poursuivre le travail engagé avec les inspecteurs ASE sur les prises en charge spécifiques d'enfants présentant des troubles du comportement et/ou des handicaps associés ; poursuivre le travail engagé avec Pôle Emploi pour le recrutement d'assistants familiaux et mise en œuvre de la méthode de recrutement par simulation ; remplacer les nombreux départs à la retraite.

Administration générale

• Prévion, pour le logiciel métier, de la migration de lesope vers web@se, finalisation des guides utilisateurs, organisation et mise en œuvre des formations. De nouveaux marchés publics seront travaillés pour sécuriser et optimiser l'achat public de fournitures pour la PMI et de formations. Par ailleurs, la dématérialisation de la remontée des données au niveau national sera également assurée de même que la saisie des billets de transport des enfants confiés qui est envisagée via une régie.



PMI : 3 427 bilans réalisés en école maternelle / Pour l'accueil du jeune enfant : **51** nouvelles places en Établissement d'Accueil du Jeune Enfant (EAJE) notamment une ouverture d'un multi-accueil et de 3 micro-crèches ; des nouveaux agréments : 176 assistants maternels et 32 assistants familiaux.

La cellule Enfance en Danger a reçu **2 827 Informations Préoccupantes** concernant 2 144 enfants (augmentation de l'activité de 38 % depuis trois ans) / a traité en direct 942 IP et demandé l'évaluation de 1886 situations dont 54 % se sont soldées par un signalement aux autorités judiciaires.

ASE : 1 127 enfants lui sont **confiés** au 31/12/17, augmentation de 3,9% sur l'année 2017.

L'Accueil Familial compte 551 enfants accueillis chez 255 assistants familiaux ; 54 de ces enfants ouvrent droit à des indemnités de sujétions exceptionnelles. Enfin, ce service a organisé 23 recrutements, géré 19 fins de contrats et organisé les journées de formation des assistants familiaux.

L'INSTITUT DÉPARTEMENTAL DE L'ENFANCE ET DE L'ADOLESCENCE (IDEA)

Missions

L'établissement réalise des accueils immédiats ou programmés répartis sur 10 services d'hébergement. Il dispose également de 2 services d'accueils d'urgence : le service urgence 0-6 ans et le SAS pour les 6-18 ans. L'IDEA propose également des dispositifs d'accompagnement spécifiques :

- Le Centre maternel, pour les jeunes mères ;
- Le service d'Accompagnement Familial à Domicile (PAFAD) ;
- Le service des Familles d'Accueil ;
- L'Accueil de Jour Insertion (AJI) ;
- Le service des Mineurs Non Accompagnés (MNA).

Réalisations

Développement et offre de service

- Ouverture de la plate-forme Enfance Famille et développement des ateliers Parents ;
- Augmentation du service des MNA avec un doublement de l'activité ;
- Augmentation de l'activité de l'accueil familial à domicile.

Sécurité et organisation du bien vivre ensemble

- Mise en place d'un COPIL « Agir ensemble et en sécurité à

l'IDEA » ;

- Validation d'un schéma abordant les différents aspects de la sécurité et du bien vivre ensemble ;
- Élaboration d'un plan d'actions avec priorité donnée à la formalisation du règlement de fonctionnement et des procédures de sanctions ;
- Mise à disposition d'une « boîte à outils » à destination des professionnels (Règlement de fonctionnement et règles de vie des unités, procédure des sanctions).

Qualité Participation Actions Jeunesse

- Création d'un Pôle Qualité Actions Jeunesse permettant de renforcer sa visibilité et sa transversalité en lien avec le Pôle Éducatif et le Pôle Santé ;
- Mise en œuvre du plan d'actions de l'évaluation interne avec l'acquisition d'un logiciel de suivi, Qualitéval ;
- Réunion constitutive du Conseil de Vie Sociale avec l'élection du Président et la validation du règlement intérieur ;
- Mise en place de projets actions jeunesse en lien avec des services du Conseil départemental (Égalité, Citoyenneté, Europe...).

Partenariats

- Élaboration d'un projet de convention de coopération fonctionnelle IDEA-EPMR (Mise en commun d'outils, de ressources et de compétences liées aux fonctions supports, construction de pratiques professionnelles et d'outils de prise en charge coordonnés dans le cadre des accompagnements médico-éducatif partagés de mineurs) ;
- Poursuite des liens avec le secteur médico-social (Institut Thérapeutique Éducatif et Pédagogique -MDPH) dans le cadre de la Réponse Accompagnée Pour Tous (RAPT) et du Parcours Santé.

Perspectives

- Mise en place d'un dispositif de jour d'accompagnement différencié des situations complexes, en lien avec le RAPT et le Réseau Ado 66 ;
- Lancement de la consultation de recherche d'un organisme habilité à réaliser l'évaluation externe de l'IDEA ;
- Réflexion sur le projet d'établissement 2019-2023 en lien avec le Schéma des Solidarités.



L'INSTITUT DÉPARTEMENTAL DE L'ENFANCE ET DE L'ADOLESCENCE (IDEA)



817 admissions dont 290 en Unités de vie-Accueil et Évaluation-Accompagnement Familial à Domicile et 527 MNA

1 093 prises en charges dont 207 en unités de vie, 136 en Accueil et Évaluation, 131 en Accompagnement familial à domicile et 619 MNA

LA DIRECTION PERSONNES ÂGÉES PERSONNES HANDICAPÉES

Missions

Maintien à domicile des personnes âgées et handicapées

- Accueil physique et téléphonique ;
- Instruction des dossiers d'APA, notification et paiement des aides, commande des CESU, instruction, notification des CMI (carte mobilité inclusion) et commandes à l'imprimerie nationale ;
- Instruction, notification et récupération des indus, travail de prévention des indus (partenariat + communication auprès des bénéficiaires), contrôles d'effectivité ;
- Contentieux de l'aide sociale : récupération des recettes après le décès du bénéficiaire de l'aide sociale et gestion des litiges en matière d'obligations alimentaires et prise d'hypothèques dans les dossiers d'hébergement ;
- Recours gracieux APA ;
- Structuration, autorisation, habilitation à l'aide sociale et tarification des SAAD, élaboration des conventions de dotation et Contrats Pluriannuels d'Objectifs et de Moyens (CPOM) ;
- Gestion de la CFPPA (conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie) et pilotage du programme d'actions coordonné.

Structuration, autorisation et tarification de l'offre sociale et médico-sociale dédiées aux personnes âgées et handicapées

- Agrément, suivi, formation et contrôle des familles d'accueil (81 familles pour 184 places) ;
- Autorisation, tarification et élaboration des CT et CPOM des EHPAD, établissement du GMP (GIR moyen pondéré) ;
- Autorisation et tarification des ESSMS PH ;
- Gestion des appels à projets, pilotage et suivi des dossiers d'extension, transformation, reconstruction des ESSMS ;
- Animation du Conseil Départemental de la Citoyenneté et de l'Autonomie (CDCA) et des différentes instances.

Soutien et accompagnement des Maisons Sociales de Proximité

- Aide sociale : fixation des orientations et réglementation applicables, animation du réseau MSP, élaboration et actualisation des outils, pilotage des nouveaux dispositifs ;
- APA : accompagnement sur les volets administratifs et médico-sociaux ;

- Tenue des commissions techniques APA ;
- Formation des EMS ;
- Coordination gérontologique territorialisée.

Réalisations

Budget, RH et organisation

À la demande de la direction générale, une réflexion a été menée sur la restructuration de la direction dans un objectif de mutualisation et d'amélioration de la lisibilité des missions en concordance avec les grands axes de la collectivité en matière de politiques publiques. Le BP 2017 s'élève à **136 798 849 €** consacrés pour 55 % aux personnes âgées (75 163 749 € en fonctionnement + 460 000 € en investissement) et 45 % aux personnes handicapées (61 175 100 €).

En quelques chiffres :

- PCH adultes et enfants : 18 250 000 € ;
- ACTP : 3 800 000 € ;
- Aide sociale PH : 38 622 500 € / Aide sociale PA : 20 872 000 € ;
- APA à domicile : 34 575 000 € / APA en établissement : 17 850 000 €.

En matière de recettes, il est à noter que le service contentieux de l'aide sociale a récupéré 2 762 188,37 € en 2017.

À périmètre RH constant, la Direction s'est vu transférer la gestion des associations.

Maintien à domicile

- APA : continuité des missions, mise en œuvre des dispositions ASV et notamment de l'aide aux aidants et des développements du Système d'Information, mise en œuvre de la CMI, suivi des dotations globales SAAD et pilotage d'un groupe de travail sur les retenues sur prestations ;
- Actualisation et diffusion des brochures droits et devoirs ;
- Contrôle d'effectivité emploi direct et mandataires (345 indus pour 548 485,75 €), mise en place du tiers payant et signature de la convention MSA ;
- Tarification des SAAD et élaboration des dotations via le dialogue de gestion, instruction des dossiers de demandes d'autorisation et d'habilitation à l'aide sociale, négociation avec l'UNA et les syndicats en vue de la mise en place des CPOM, conclusion d'une convention fonds d'appui CNSA (444 000 €), contrôle de gestion des 29 structures habilitées à l'aide sociale, calcul de la dotation pour 13 SAAD ;
- Poursuite du travail sur la plate-forme RH et conclusion des conventions SPASAD (services polyvalents d'aide et de soins à domicile) ;
- Lancement de l'appel à projets 2017 / 2018 de la conférence des



LA DIRECTION PERSONNES ÂGÉES PERSONNES HANDICAPÉES

Réalisations (suite)

financeurs, animation de l'instance et pilotage du programme d'action coordonné, suivi administratif et financier des conventions ;

- Transfert de la cellule adulte vulnérable et de la gestion des MASP (mesures d'accompagnement social personnalisé).

Prise en charge en établissement et accueil familial

- Accueil familial : 15 commissions d'agrément, 99 dossiers présentés, 65 suivis annuels, 10 premières demandes (dont 1 accord), 15 renouvellements (dont 1 refus), 8 extensions (dont 5 accords), 2 retraits d'agrément, réunions d'informations et formations ;

- Installation du CDCA ;

- Contrôle de gestion et tarification de 57 EHPAD, 7 Accueils de Jour Autonome (AJA), 4 structures PHV (Personnes Âgées Vieillesantes) 1 Résidence Autonomie (RA) habilitée aide sociale, 35 ESSMS PH ;

- Élaboration de 10 CPOM, mise en place des EPRD (États des Prévisions de Recettes et de Dépenses) et de la réforme de la tarification du secteur EHPAD ;

- Contrôle par sondage des établissements sous dotation et contrôle du service fait ;

- Conclusion des CPOM avec les résidences autonomie dans le cadre du forfait autonomie.

Appui des Maisons Sociales de Proximité

- Aide sociale : préparation de la migration des données vers Hector, modernisation récupération des ressources, élaboration et harmonisation des documents, rédaction de notes circulaires, pilotage des instructions ;

- APA : formation des EMS à la grille AGIR et à la CMI ;

- Mise en place de procédures administratives permettant d'alléger la charge de travail en MSP.

Perspectives

Maintien à domicile des personnes âgées et handicapées

- En matière de contentieux de l'aide sociale : chantier plate-forme des notaires ; révision du barème de l'obligation alimentaire ; révision du versement de l'aide sociale en établissement, travail sur les assurances vie et les donations ;

- En matière de prestations : continuité des contrôles sur cible (PCH, prestataires autorisés, gré à gré) ;

- Contrôle d'effectivité et prévention des indus : signature de conventions avec les payeurs de la Majoration pour Tierce Personne (carsat), poursuite des contrôles ;

- Lancement des marchés MASP, CESU et CAP ;

- Remise à plat des procédures de la cellule adultes vulnérables, actions de sensibilisation et de formation des professionnels ;

- Conclusion des CPOM SAAD.

Structuration, autorisation et tarification de l'offre sociale et médico-sociale dédiées aux personnes âgées et handicapées

- Familles d'accueil : remise à plat et sécurisation de la procédure ;

- Conclusion des CPOM PA, anticipation des CPOM PH et de la réforme à venir, utilisation plus complète du logiciel métier ;

- Travail sur des modalités de paiement plus optimisées de l'ASH.

Soutien et accompagnement des Maisons Sociales de Proximité

- Continuité des missions actuelles ;

- Aide sociale : poursuite des travaux sur les doctrines, actualisation des formulaires, des guides utilisation Hector, fixation des dérogations, mise à jour des imprimés, accompagnement des structures ;

- Remise à plat et sécurisation des IP ;

- Déploiement d'ASAPRO et du plan d'aide détaillé.

- Participation à la démarche d'élaboration du prochain schéma des solidarités et plus particulièrement sur son volet territorial ;

- Mise en œuvre de la carte mobilité inclusion (CMI) pour les bénéficiaires de l'APA ;

- Participation active au CLS Agly Fenouillèdes ;

- Poursuite de la formation des agents d'accueil afin d'améliorer les techniques de communication et le positionnement professionnel.

Perspectives

- Mise en œuvre du volet territorial du schéma des solidarités ;

- Réflexion à mener concernant l'organisation de l'antenne sociale de St Laurent de la Salanque afin d'améliorer l'accueil des habitants. Un redéploiement RH est envisagé afin de répondre au mieux aux besoins identifiés et à l'accroissement conséquent de la population ;

- Réflexion en cours concernant l'évolution de la fiche de poste de l'assistante sociale accueil ;

- Continuer à assurer une accessibilité des services sociaux et de santé auprès des populations les plus fragiles en renforçant le travail partenarial ;

- Contribution à la phase de diagnostic territorial de la Convention Territoriale de Gestion de la CAF avec la communauté de communes Agly Fenouillèdes ;

- Mise en place de réunions d'informations collectives à destination des bénéficiaires du rSa ;

- Participation à la préparation des axes stratégiques du prochain contrat local de santé Agly Fenouillèdes.

LE TERRITOIRE DE L'AGLY

Le territoire de la MSP Agly marqué par sa diversité géographique (littoral, plaine et montagne) est constitué de 34 communes qui s'étendent sur 669 km². Il recense 63 909 habitants (cf. INSEE 2015)

avec une dynamique démographique et d'accueil de population particulièrement marquée sur le canton de la Côte Salanquaise (+14 % entre 2008 et 2015).

Ce territoire se caractérise par la croissance démographique la plus forte du département avec une perspective de croissance des jeunes de -21 ans, à horizon de 10 ans, la plus forte des 4 territoires (+7,6 % contre 3,6 % au niveau départemental). La population du territoire, très contrastée selon la zone géographique de domiciliation, a des besoins différents en matière de services. Les nouveaux arrivants semblent être dans des situations de fragilité sociale et économique importante.

Réalisations

- Participation à l'élaboration de projets de prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées, notamment sur le secteur des Fenouillèdes, en lien avec le Contrat Local de Santé (CLS) et la CFPPA (conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie) ;



LE TERRITOIRE DE L'AGLY

ASAD

546 orientations traitées dans le cadre du **rSa** soit une augmentation de près de 10 % par rapport à l'année 2016 ;

Enfance famille

76 mesures AED (Aide Éducative à Domicile) en cours au 31/12/17, soit une augmentation de 13,5 % du nombre de mesures en file active par rapport à 2016 ;

PA/PH

232 évaluations CARSAT (aides sociales pour favoriser le maintien à domicile des personnes âgées autonomes mais fragilisées) réalisées au cours de l'année ;

Accueil

11 533 personnes reçues à l'accueil au siège à Rivesaltes et à l'antenne de St Laurent de la Salanque soit près de 1 000 personnes reçues / mois.

LE TERRITOIRE DE PERPIGNAN

Missions

- Accueillir : le réseau des 10 sites permet d'accueillir les personnes dans la proximité afin qu'elles accèdent à leurs droits et pour répondre à leur demande. 17 agents, 3 AS d'accueil sont mobilisés au quotidien pour assurer une continuité des accueils. Des écrivains publics proposent des permanences sur 5 sites principaux (Foch, Majorquine, St Martin, Moulin à Vent, Roudayre) ;
- Accompagner chacun, à tous les âges de la vie. Les Maisons Sociales sont avant tout des équipes de professionnels médico-sociaux engagés pour mettre en œuvre un service public de qualité. Que ce soit sur les différents sites ou à domicile, 33 AS ASAD, 6 CESF, 12 conseillers d'insertion, 19 AS enfance-famille, 3 psychologues en prévention et 2 en placement, 9 éducateurs prévention et 13 en placement, 9 médecins, 14 puéricultrices, 1 éducatrice jeunes enfants, 8 AS consacrées aux personnes âgées et handicapées, 7 infirmiers, interviennent auprès de chaque personne concernée par les politiques des solidarités mises en œuvre par le Département ;
- Développer le lien social et le partenariat pour mieux répondre aux besoins des populations. Au quotidien, les équipes orientent et articulent leurs interventions avec plus de 500 partenaires.

Réalisations

- Accueillir : le chantier autour d'une démarche qualité, engagé depuis 4 ans au niveau des accueils a été finalisé via le travail continu de professionnalisation des agents, de dématérialisation des outils avec un portail intranet dédié aux accueils, de qualification obligatoire, de coordination pour une harmonisation des pratiques et des fonctionnements, de traitement 24h/24h des demandes avec le développement des boîtes mail génériques, de mise en application des principes contenus dans la charte des accueils élaborée avec les équipes. Sur chaque site, la présence a minima d'un agent d'accueil et d'un référent de site, soutenus par une équipe mutualisée d'agents volants, a permis d'assurer au maximum la continuité du service rendu au public. La nouvelle antenne de Canet a été ouverte en mars 2017, la rénovation de celle de Toulouges a été finalisée en mai 2017 ;
- Au-delà des missions habituelles d'accompagnement des personnes, les réalisations nouvelles en 2017 ont été : l'aménagement d'une 2ème salle médiatisée sur la Majorquine ; la refonte du standard spécialisé et la réorganisation des équipes administratives PAPH ; le lancement d'ateliers de prévention avec les partenaires suite aux conférences du CLIC (Centre Local d'Information et de Coordination) ; la centralisation des convocations rSa pour raccourcir les délais et suivre davantage d'allocataires du rSa dans leur parcours d'insertion ; des ateliers collectifs pour dynamiser les parcours d'insertion des allocataires du rSa sur Canet en complément des « ateliers Ready » ; des ateliers logement dans le cadre de la précarité énergétique en coopération avec le Point Info Energie ;
- La mobilisation des partenaires et des agents a été particulièrement forte au cours de l'année 2017 pour proposer 41 fiches actions dans le cadre du futur schéma des solidarités.



LE TERRITOIRE DE PERPIGNAN

Perspectives

Elles s'inscrivent dans la mise en œuvre du schéma des solidarités en :

- Expérimentant de nouvelles modalités d'accueil et en facilitant l'accès au numérique et aux démarches en ligne pour mettre en œuvre **l'accueil incondicional** sur les 10 sites de la Direction des MSP de Perpignan ;
- Consolidant l'accompagnement des personnes en situation de précarité ou de fragilité. Par exemple : en mobilisant de manière accrue les dispositifs d'insertion en direction des publics cibles ; en diversifiant les actions collectives, à l'exemple des conférences-ateliers animés par le CLIC ; en articulant l'intervention des différents métiers autour d'un référent unique pour la personne ; en proposant des permanences des conseillers Pôle Emploi dédié à l'Accompagnement Global ;
- Renforçant la participation du public et le travail avec les partenaires dans une perspective de développement social, avec une approche transversale de l'intervention sociale, en lien au travail de prévention autour de la santé, du sport et de la culture.

LE TERRITOIRE DU TECH

Entièrement transfrontalier, le territoire du Tech compte 51 communes pour 118 508 habitants, dont une proportion importante de personnes de plus de 60 ans (indice de vieillissement de 145, le plus élevé du département). Ce territoire présente un littoral à forte attractivité touristique et un arrière-pays plus rural, caractérisé notamment par un isolement géographique et/ou social où se pose la question du maintien des services de proximité

Réalisations

Au-delà de la mise en application des politiques publiques, les équipes des MSP ont travaillé au repérage des besoins des habitants du territoire et à leur concrétisation au travers d'actions, le plus souvent partenariales, notamment :

- Travail d'amélioration et de sécurisation des conditions d'accueil dans les MSP du territoire ;
- Développement des permanences du CLIC sur de nouvelles communes (Saleilles, Saint Laurent de Cerdans, Amélie-les-Bains) ;
- Déploiement du guichet intégré de la MAIA (Méthode d'Action pour l'Intégration des services d'aides et de soins dans le champ de l'Autonomie), notamment au travers de groupes de travail partenariaux sur les sorties d'hospitalisation et les mesures de protection ;
- 1^{ère} manifestation des « Rendez-vous de l'Insertion », en partenariat avec les agences Pôle Emploi de Céret et Argelès ;
- Mise en place, par le CLIC, d'actions collectives ou d'informations à destination des personnes de plus de 60 ans ou leur entourage, autour de différentes thématiques (sommeil, santé, logement, lecture...) ;
- Expérimentation de la « portabilité » pour les professionnels évaluateurs de l'APA ;
- Installation d'informations collectives pour les bénéficiaires du rSa en Vallespir ;
- Mise en œuvre d'actions collectives sur le logement par les CESF de la Côte Vermeille « les incollables du logement ».

74 697 personnes accueillies
67 253 appels téléphoniques

5 743 aides d'urgences distribuées, soit une progression annuelle de 11 %, comme les années précédentes

Les AS ASAD ont proposées **5 157 permanences** pour accueillir **16 360 personnes**

2 587 demandes APA ont été évaluées

811 demandes CARSAT, **569** aides sociales décisionnées en

PAPH, plus de **600** personnes ont assisté aux conférences-ateliers du CLIC. **2 679 enfants** ont été vus dans les

consultations PMI, **604 familles** ont été suivies par les AS enfance famille, ce qui représente **2 626 rendez-vous** et

1 940 visites à domicile

437 enfants confiés sont suivis par les éducateurs placement au 31 décembre 2017

Perspectives

- Finalisation du diagnostic de territoire de la MAIA ;
- Poursuite de la montée en charge de la gestion de cas en MAIA, avec l'arrivée de nouveaux professionnels ;
- Reconduction des rendez-vous de l'insertion sur la thématique de l'IAE ;
- Déploiement des actions du CLIC, notamment en partenariat avec les communes ;
- Mise en place d'un groupe d'usagers sur le Vallespir ;
- Reprise des rencontres sur l'espace transfrontalier ;
- Déclinaison du volet territorial du Schéma des Solidarités ;
- Mise en place de la polyvalence pour les équipes administratives PAPH ;
- Entrée dans la phase opérationnelle de réflexion sur les locaux de la future MSP de la Côte Vermeille.

842 personnes renseignées par le CLIC (593 en 2016), soit **une augmentation de 42 %**, ce qui justifie le déploiement des permanences en différents points du territoire ;

Une augmentation de près de 21 % du nombre d'aides sociales d'urgence (chèques solidarité), due notamment à la dégradation des situations et une plus grande précarité sur certains secteurs, mais aussi des retards ou des arrêts de prestation (CAF, CARSAT...)

Une poursuite de l'augmentation du nombre d'évaluations APA : **2 393 (2 251 en 2016), soit 6,3 % de plus**

Pour la MAIA, une file active de **112 situations** (44 fin 2016)



LE TERRITOIRE DE LA TÊT

Un vaste territoire de plaine et de montagne, structuré autour de trois Maisons Sociales de Proximité (Aspres Riberal, Conflent et Cerdagne Capcir) qui compte 6 cantons, 6 communautés de communes et 126 communes dont 5 d'entre elles rattachées à la communauté urbaine de Perpignan. Le territoire de la vallée de la Têt compte au 1er janvier 2013, 90 631 habitants, soit 1,1 % de plus qu'en 2011. En 2017, les équipes pluridisciplinaires composées de 102 professionnels médico-sociaux et administratifs ont poursuivi leurs missions d'accueil, d'écoute, de prévention, de protection des habitants et de lutte contre l'exclusion et l'isolement des personnes. Ils ont également poursuivi la coopération avec les partenaires territoriaux institutionnels associatifs.

Réalisations

- Organisation des réunions territoriales du schéma des solidarités en partenariat avec le service ingénierie en travail social ;
- Négociations avec les communes afin d'améliorer les conditions d'accueil dans les permanences : Le Soler, Thuir, Pézilla la Rivière, Millas, Font Romeu ;
- Début des travaux d'organisation du territoire avec l'équipe de cadres au complet ;
- Développement et reprise du projet d'accompagnement global avec Pôle Emploi sur tout le territoire.

27 952 appels téléphoniques traités
18 731 personnes reçues à l'accueil
3 920 personnes reçues en permanence
990 enfants vus en écoles
1 480 évaluations APA
863 orientations RSA (239 instructions RSA)

LE SERVICE ADMINISTRATION ET FINANCES (SAFI)

Le Service Administration et Finances (SAFI) a pour mission la mutualisation des fonctions administratives et comptables de l'ensemble de la DGA des Solidarités. Il a 3 champs d'intervention principaux :

Missions

- Il assure la préparation et le suivi de l'exécution du budget ainsi que le paiement des factures, aides, allocations et récupération des recettes pour la DGA ;
- Il gère, pour le Département et par délégation de l'État, des

Perspectives

Organisation générale du territoire

- Poursuite des travaux d'organisation du territoire ;
- Harmonisation des procédures et des pratiques sur le territoire.

En lien avec les orientations du schéma

- DSL : impulser et accompagner des projets sur le territoire (voir contenu du schéma terminé) ;
- Encourager les initiatives des agents: mise en place de projets innovants ;
- Développer le partenariat en clarifiant le rôle de chacun : Maisons de Service Au Public, Mission Locale Jeunes, Pôle Emploi, Centres Communaux d'Action Sociale... ;
- Améliorer les parcours d'insertion (activ. RSA).

Axes transversaux

- Asseoir la place du Département en qualité de chef de file de l'action sociale ;
- Améliorer la sécurité des agents sur le territoire : aménagement des accueils (mobilier, alerte...), nouveaux locaux, formation accueil, formation agression, liens gendarmeries, procédures.

Aspres Riberal

- Développer le partenariat avec la médiathèque de Thuir ;
- Mise en œuvre de l'association d'insertion "évolution couture" à Millas ;
- Découverte des chantiers d'insertion de Conflent et du Riberal pour l'ensemble de l'équipe ASAD ;
- Projet d'épicerie solidaire à Millas.

Conflent

- Animation de la salle d'attente par les agents d'accueil (expositions, information) ;
- Des actions avec le planning familial sont à l'étude pour l'année 2018 ;
- Travail sur des actions en partenariat avec l'APEX et le CIDFF (actions collectives).

Cerdagne Capcir

- La réorganisation de la Maison Sociale de Cerdagne Capcir sera à mettre en œuvre en 2018 avec notamment la redéfinition du projet de service ;
- Poursuite de la démarche de partenariat et du travail en réseau.

crédits du Fonds Social Européen (FSE) à travers une convention de subvention globale. Cette mission consiste à la gestion du programme et de l'enveloppe financière allouée, ainsi qu'au traitement des demandes de subvention déposées par les porteurs de projet ;

- Il participe notamment à la sécurisation des actes juridiques de la Direction en lien avec le service des Affaires juridiques et le service des Assemblées.

Réalisations

- **En matière budgétaire**, concernant la récupération des ressources des personnes âgées et handicapées hébergées au titre de l'aide sociale, les recettes de l'exercice 2017 ont été titrées pour un montant total de 15 683 755 €, soit 1 893 809 € de plus qu'en 2016 (augmentation de + 13,73 % par rapport à 2016 et + 29,87 % par rapport à 2015). Cette hausse des recettes s'explique par un suivi rigoureux du reversement des ressources des personnes hébergées avec la mise en place d'un contrôle individuel de tous les dossiers.
- **En matière comptable**, 2017 a été marqué par la dématérialisation des pièces comptables au travers d'un portail dédié et mise en place de la Gestion Électronique des Documents Financiers (travail sur les nouvelles procédures de mises en paiement dématérialisées).



LE SERVICE ADMINISTRATION ET FINANCES (SAFI)

Réalisations (suite)

- **Au titre du FSE** : 21 dossiers ont été soldés, pour un montant FSE de 980 174 €, permettant d'atteindre les objectifs fixés par l'État dans le cadre de la délégation de gestion de ce fonds. En parallèle, 36 opérations visant les publics en difficulté ont été programmées, pour plus de 1 311 500 € de fonds européens.
- Enfin, le SAFI a assuré la coordination du projet relatif aux **systèmes d'information** de la DGA des Solidarités, en lien avec la Direction des Systèmes d'Information.

Consommation 2017 DGAS :

Dépenses **Investissement** (inclus IDEA) **0,74 M€**

Dépenses **Fonctionnement** (inclus IDEA)

307.90 M€

Recettes 54.4 M€

LE SERVICE INGÉNIERIE EN TRAVAIL SOCIAL (SITS)

Le service intervient en transversalité pour l'ensemble de la DGA des Solidarités. Il a pour mission l'aide à la décision, l'appui et le soutien technique auprès du DGA en matière de stratégie et d'ingénierie en travail social. Il apporte son aide d'un point de vue opérationnel dans la mise en œuvre des procédures et dans le travail partenarial qui en découle. Il développe ainsi des coopérations institutionnelles, associatives ou individuelles. Selon les principes de la transversalité, le service assiste, conseille et formule des avis techniques auprès des décideurs, des équipes de professionnels et des partenaires.

Missions

- Participation à l'élaboration et au suivi de différents documents cadres en lien avec les directions des politiques publiques et les territoires ;
- Suivi du dispositif de lutte contre la radicalisation en lien avec l'État ;
- Suivi du bus solidarités ;
- Organisations des Assises des Solidarités ;
- Animation des réunions de formateurs du site qualifiant et organisation de l'accueil des stagiaires en travail social.

Perspectives

- En matière de recettes, l'objectif est de continuer le contrôle afin d'optimiser la récupération des ressources ;
- Dans le cadre du suivi budgétaire l'objectif est de renforcer le suivi des lignes avec la mise en place d'outils et de réunions avec les différentes directions des Politiques Publiques ;
- Dans le cadre de la délégation de gestion du FSE, 2018 sera la dernière année de la 1ère tranche conventionnée sur 2014-2018, l'enjeu est de programmer la totalité des crédits octroyés. De plus, l'atteinte des objectifs au niveau des participants pouvant avoir des incidences financières, l'enjeu est le suivi des « cibles » et l'accompagnement de nouveaux porteurs de projets ;
- En matière de sécurisation juridique d'actes administratifs, l'objectif est de renforcer l'accompagnement des services de la DGAS, notamment dans la rédaction des arrêtés et des conventions.

Réalisations

Elaboration du Schéma des solidarités

- Réalisation de l'état des lieux statistiques avec le CREAL-ORS ;
- Organisation des instances de pilotage pour le démarrage de l'élaboration du schéma (copil et cotech) ;
- Concertation « des usagers », des partenaires et des professionnels du Département par thématique de politique publique et par territoire pour l'élaboration d'un diagnostic problématisé, sur la base des données statistiques ;
- Validation du diagnostic problématisé par le cotech puis le copil ;
- Concertation « des usagers », des partenaires et des professionnels du Département par thématique de politique publique et par territoire pour l'élaboration d'un plan d'actions.

Observation sociale

- Production et valorisation de statistiques ;
 - Appui – conseil auprès de l'ensemble des services en matière de recueil et d'analyse de données ;
 - Correspondant des partenaires extérieurs pour l'observation sociale ;
- Tant par le recueil de données et l'élaboration de statistiques que par la réalisation de travaux cartographiques, l'observation sociale a notamment concouru au schéma des solidarités 2017 / 2021 et à de nombreux projets menés par les services et les directions – exemples Dir. PAPH : diagnostic des besoins des personnes âgées pour la conférence des financeurs, exonération du reste à charge pour les bénéficiaires âgés les plus démunis, modernisation des services d'aide à domicile.

Participation

- Animation de groupe d'usagers : favoriser la participation collective des personnes concernées à la réflexion sur les dispositifs / accompagner à la mise en œuvre de changements au sein de l'institution ;
- Conseil et soutien pour mener des démarches participatives : soutenir l'élaboration et la mise en place de démarches participatives des personnes concernées / apporter une expertise dans le cadre de la mise en place de comité d'usagers ;
- Élaborer des formations-actions à destination des professionnels du Conseil Départemental (partenariat PRDS – ex : co-formation par le croisement des savoirs entre professionnels du Conseil Départemental et personnes en situation de pauvreté) ;



LE SERVICE INGÉNIERIE EN TRAVAIL SOCIAL (SITS)

Réalisations (suite)

• Schéma des Solidarités : mise en place d'une consultation de collectifs existants (comité d'usagers MDPH, comité des jeunes ODPE, collectifs du Secours Populaire et d'ATD Quart Monde).

Travail social et site qualifiant

- Coordination entre l'IRTS et le CD66 dans le cadre du site qualifiant ;
- Animation des réunions du groupe formateur et participation aux instances telles que les COTECH et COPIL toujours en lien avec le site qualifiant ;
- Participation à des groupes de travail (référentiel ASE...) pour apporter une expertise sociale dans différents domaines, la formation, la mise en place de la supervision...

LE SERVICE RH ET LOGISTIQUE

Missions

La définition de la politique des Ressources Humaines, l'accompagnement des décisions et la mise en œuvre des opérations administratives se font en lien avec la DRH (recrutements, gestion des effectifs, organigrammes, suivi des avancements et des primes). Au titre du plan de formation, participation à l'ingénierie de formations, repérage et analyse des besoins individuels et collectifs. Le service participe également à la gestion des demandes d'habilitations, des ordres de missions et à l'accueil des nouveaux arrivants. Sur le volet logistique, l'intervention se situe sur la gestion du mobilier et du matériel, du suivi des travaux, du remplacement courrier, de la gestion des véhicules de service et des badges.

Réalisations

Formations :

- Agrément des familles d'accueil PA/PH : 60 agents ;
- Attachement et besoins de l'enfant : 160 agents ;
- Bureautique : 203 agents / 26,5 journées.

Travaux :

- Rénovation 3ème étage DS rue Sauvy, nouvelle antenne de Toulouges et de Canet, chauffage antenne St Martin, travaux de rafraîchissement de l'antenne Roudayre ;
- Logiciel de sectorisation, logiciel « Accueil ».

Perspectives

Formations :

- Supervision 216 agents (2018/2019),
- Mise en œuvre de l'actualisation du plan de formation 2018 validé ;

Travaux :

- Nouvel accueil, nouvelle salle de réunion et travaux de peinture à la DASAD, nouvelle MSP d'Argelès en lien avec l'OPH 66.

Perspectives

- Suivi et évaluation du schéma des solidarités ;
- Dynamique de développement social local sur les territoires ;
- Renforcement des processus de participations des personnes accompagnées ;
- Réflexion sur la mise en place d'actions en lien direct avec le travail social (comité d'éthique...) ;
- De possibilités statistiques accrues consécutives à la mise en place d'un nouveau logiciel de l'Aide Sociale à l'Enfance web@se.

RH

Recrutements et mouvements pour l'année 2017 : **80,80 ETP** sur emplois permanents et **41,3 ETP** sur emplois non permanents et renforts.

Formations

Journée des Nouveaux Catalans au Palais des rois de Majorque en octobre 2017

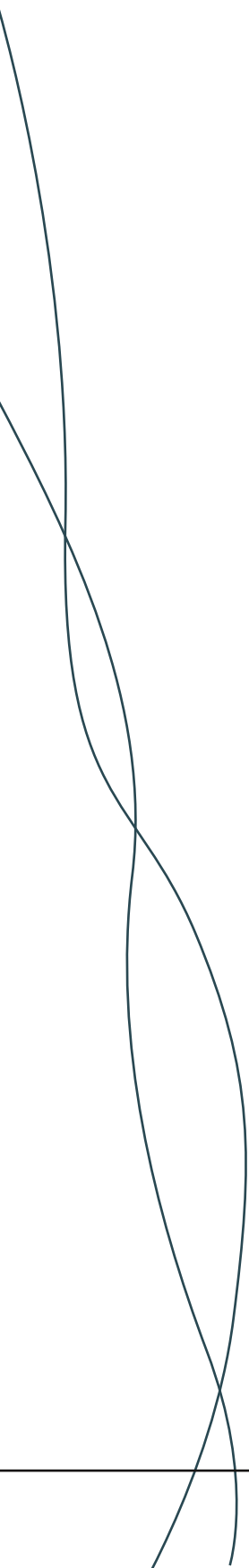
Accueil des Nouveaux Arrivants : présentation de la DGA des Solidarités en collaboration avec l'Unité Logistique
1 542 demandes de formations dont 1 306 effectivement suivies par 563 agents, soit 80 % de l'effectif présent en fin d'année 2017

Temps de formation = 2 611 jours, soit 2 % du temps travaillé (en moyenne 5 jours par agent bénéficiaire)

Temps de formation dispensé en intra par le CNFPT pour la DGAS = **206 jours**, soit moitié moins qu'en 2015 = 425,5 jours

201 demandes de stages reçues dont 35 acceptées.





DIRECTION GENERALE ADJOINTE RESSOURCES

La DGA Direction des Ressources Humaines, Direction Logistique et Bâtiments, Direction des Systèmes de l'Information est celle qui regroupe l'ensemble des services transversaux et sa mission principale est de soutenir, aider et accompagner les services et directions de la collectivité.

Elle contribue pleinement à la réalisation des politiques publiques par l'enjeu stratégique des fonctions supports qu'elle représente.

Par ailleurs, cette DGA porte directement par le biais de sa direction des systèmes d'information la politique publique relative au très haut débit (THD).



DIRECTION LOGISTIQUE ET BATIMENTS (DLB)

Le patrimoine départemental est géré par la Direction de la Logistique et des Bâtiments qui s'occupe de l'administration, de l'aménagement et de la maintenance dans ce secteur. Cela concerne notamment les ensembles patrimoniaux importants tels que le PRM, le Prieuré de Serrabone ou le CRC. Mais le patrimoine départemental c'est aussi l'ensemble des bâtiments tels que les collèges, les bâtiments administratifs, les Maisons Sociales de Proximité, les structures d'accueil de la petite enfance, les agences routières ou encore les équipements sportifs. En outre, la Direction de la logistique et des bâtiments pilote, pour le compte de tous les services du Conseil Départemental, la politique d'achat en matière de fournitures, de services, de mobiliers et la gestion du parc automobile. Elle assure également la sûreté sécurité incendie de l'ensemble du parc patrimonial du Conseil Départemental (collèges compris), ainsi que la sûreté portuaire de Port-Vendres. Depuis 2016, la Direction Déléguée des Assurances est rattachée à la DLB.

Missions

- Gestion domaniale du patrimoine bâti et non bâti
- Investissements immobiliers (des bâtiments, monuments historiques et des 31 collèges départementaux)
- Maintenance et entretien du patrimoine
- Flotte automobile
- Achats transversaux
- Nettoyage des bâtiments
- Sûreté Sécurité Incendie des bâtiments et collèges, gestion des moyens de secours dans les bâtiments, collèges, sites naturels, tunnels, IDEA, Musée de Céret, Sûreté portuaire de Port-Vendres

Réalizations

Collèges (8 026 000 € TTC)

- Travaux de mise en accessibilité handicapés (10 collèges) et études pour 12 autres collèges
- Travaux de clos et couvert au Collège de Rivesaltes et études pour le collège Pagnol à Perpignan
- Travaux de mise en place de bâtiments modulaires au collège de Saint Laurent de la Salanque
- Travaux de rénovation des cours de 6 collèges
- Études pour la rénovation du gymnase du collège de Cabestany et la construction de celui de La Garrigole à Perpignan
- Études pour l'extension du collège de Prades
- Livraison du collège d'Elne

Bâtiments (1 504 000 € TTC hors IDEA)

- Travaux de rénovation des ateliers du parc de Julien Panchot
- Travaux d'accessibilité sur les bâtiments sociaux, culturels, IDEA, Canopé (ex CDDP) suivant Ad'Ap
- Travaux de rénovation des réseaux de chauffage/climatisation des logements et accueil des archives
- Travaux de climatisation de l'agence routière de Perpignan
- Rénovation de l'escalier d'accès principal au bâtiment Bretonneau
- Mise aux normes d'aires de lavage sur 5 sites
- Mise au point du permis de construire du CTER de Bolquère
- Extension du bâtiment atelier de l'agence routière de Saillagouse
- Livraison antenne sociale de Canet

- Rénovation de la signalétique des bâtiments
- Réalisation d'un Ad'Ap pour le musée de Céret et pour la Faculté d'éducation (ex-IUFM)
- Étude pour l'aménagement de locaux pour la maison des adolescents à l'IDEA
- Études pour la rénovation des circuits d'eau glacée aux archives et la climatisation d'un bât. à l'IDEA
- Études de pré-faisabilité pour l'agrandissement et la restructuration des archives

Monuments historiques (919 000 € TTC)

- Entretien du PRM et Château royal de Collioure
- Travaux sur la demi-lune du Château royal de Collioure
- Travaux de restauration des peintures et des élévations de la loggia de la Reine du PRM
- Travaux d'assainissement au prieuré de Serrabona (toilettes sèches)
- Travaux Ad'AP dans les monuments historiques départementaux et la MACA
- Études de restauration intérieure des chapelles du PRM et des décors peints
- Études du traitement des surfaces et cheminements du Château royal de Collioure
- Nettoyage et mise en valeur de la tribune du prieuré de Serrabona

Perspectives

Collèges

- Continuation des travaux d'accessibilité dans 3 collèges et début des travaux dans 10 collèges
- Études et début des travaux de rénovation du gymnase de Cabestany
- Démarrage des travaux de construction du gymnase La Garrigole
- Travaux de clos et couvert aux collèges Marcel Pagnol et à Port Vendres (et travaux intérieurs)
- Démarrage des travaux d'extension du collège de Prades
- Rénovation d'enrobé de cours sur 10 collèges

Bâtiments

- Travaux d'aménagements extérieurs au CTER de Bolquère, consultation des entreprises
- Travaux pour le bâtiment maison des adolescents à l'IDEA et climatisation du centre maternel
- Travaux de chauffage/climatisation aux archives départementales et sur les réseaux d'eau potable
- Bâtiment rue de Bruxelles : aménagement de salles de formation et rénovation des toitures et bardage
- Rénovation des toitures à l'agence routière de Saillagouse
- Études et travaux pour la climatisation du dispensaire
- Étude pour l'aménagement des extérieurs du site Julien Panchot
- Étude de recentrage des services IDEA au Moulin à Vent

Monuments historiques

- Consultations pour la restauration intérieure des chapelles, la restauration des décors peints du PRM, le traitement des surfaces au CRC, le nettoyage de la tribune de Serrabona
- Travaux d'assainissement et d'entretien au Palais et au Château Royal de Collioure, de construction de toilettes sèches à Serrabona, fin des travaux sur la demi-lune du CRC
- Études pour l'accueil provisoire et définitif au PRM,
- Étude de faisabilité pour la rénovation de salles en vue d'expositions permanentes au CRC



SERVICE LOGISTIQUE ET ENTRETIEN

Réalisations

RÉGIE FLOTTE AUTOMOBILE

- Groupe de travail chargé de l'entretien préventif individualisé des fourgons, Poids Lourds et engins
- Programme Territoires à Energie Positive pour la Croissance Verte (TEPCV) : acquisition d'une ZOE
- Première vente aux enchères de véhicules réformés sur Agorastore, site internet
- Géolocalisation : réalisation du cahier des charges conforme aux besoins de la collectivité
- Déploiement du logiciel de gestion automobile Résalier sur les trois pools de véhicules
- Relance et mise en œuvre des accords-cadres pour l'acquisition de pièces de rechange
- Relance des marchés de contrôles techniques VL/VLU/VU
- Acquisition et installation d'un pont 20 tonnes à la nouvelle station service - entretien 1er niveau

RÉGIE NETTOYAGE LOGISTIQUE

- Mise en place d'un suivi des stocks et commandes de produits d'entretien par site
- Accueil de 3 apprentis en novembre (MSP Céret, MSP Thuir et MPS Perpignan Nord)
- Modification des contrats concernant la gestion des containers pour les déchets ménagers et recyclables
- Mutualisation d'une machine vapeur afin que chaque agent la réserve pour des actions ciblées

RÉGIE TRAVAUX

- 4000 interventions réalisées par l'intermédiaire de la plate-forme d'intervention (GMAO)
- Aménagement des locaux du Syndicat Canigou Grand Site à Prades
- Archives Départementales : travaux de rénovation : salle de lecture et hall d'accueil, logement
- Aménagement des locaux du CIO (Terrasses du Castillet)
- Rénovation du réfectoire à l'Agence routière d'Argelès
- Extension de la plate-forme d'interventions GMAO à l'ensemble des agents de la DLB
- Changement de l'ensemble des noyaux informatiques immeuble Porte d'Espagne
- Rénovation de l'antenne sociale de Toulouges
- Création des locaux à l'Ancien Hôpital Militaire pour la DTIPEL
- EPI : remise à niveau des équipements des trois régies
- Sécurisation de l'accueil de la MSP d'Argelès
- Aménagement des sanitaires de l'UAE au Parc Panchot
- Réfection d'une partie des réseaux eaux usées de l'Hôtel du Département et du bâtiment Bretonneau
- Finalisation de l'aménagement des jardins et du patio de la Maison de la Catalanité
- Réfection des jardins du PRM, plantation du Prieuré de Serrabone et débroussaillage
- Participation des agents à l'installation des manifestations départementales
- Aménagement du Laser Run du Lac de Villeneuve de la Raho
- Fin des travaux de rénovation des sols, murs et plafonds de la Direction de la Solidarité

Service Sûreté Sécurité Incendie

- 120 interventions dépannage dans les collèges
- Réalisation de 32 registres de sécurité incendie et de 70 plans d'évacuation
- Vérification de 2500 équipements de moyens de secours
- Formation de 594 personnes à la sécurité incendie et au secourisme
- 12 commissions de sécurité ERP et 90 services sécurité

incendie pour les manifestations événementielles

Bureau d'études en bâtiment

- Création de salles de formation dans le bâtiment situé avenue de Bruxelles
- Aménagement de parking de la Faculté d'éducation de Perpignan (ex-IUFM)
- Tranche 2 du remplacement des menuiseries extérieures du collège de Port-Vendres
- Restructuration du Gymnase de Cabestany
- Aménagement de l'étage du bâtiment Entreprises sur le site de Thémis
- Mise en conformité de l'escalier principal du site de Bretonneau
- Construction d'une baraque d'accueil sur le site des Dosses
- Rénovation de couvertures en ardoises sur le site du SRD Montagne à Saillagouse
- Travaux de performances énergétiques à l'Agence routière de Perpignan
- Installation de salles de classes modulaires au collège de St. Laurent de la Salanque
- Rénovation de logements au collège J-S. Pons

Perspectives

RÉGIE FLOTTE AUTOMOBILE

- Mise en place progressive de l'entretien préventif
- Développement de la flotte hybride et électrique
- Reprise de la démarche sur la sécurité au travail en lien avec le responsable des ateliers
- Révision du fonctionnement de l'astreinte de viabilité hivernale
- Nouveau marché d'entretien : séparateurs à hydrocarbures, aires de lavage et stations

RÉGIE NETTOYAGE LOGISTIQUE

- Transport en milieu urbain des agents pour leur prise de fonction (4h du matin)
- Réorganisation de secteur en vue du départ à la retraite de 3 agents courant 2018
- Développement du nettoyage vapeur en substitution aux produits d'entretien

RÉGIE TRAVAUX

- Réalisation de carrés médiévaux dans le cadre de l'aménagement des jardins du PRM
- Réaménagement de l'accueil au rez-de-chaussée et rénovation des peintures au Dispensaire
- Rénovation de l'éclairage extérieur des Archives Départementales
- Climatisation du laboratoire des routes (atelier, bassin, bureaux)
- Rénovation des bureaux du Centre de Conservation et Restauration du Patrimoine
- Accueil de TIG (Travaux d'Intérêt Général)
- Rafrâichissement des locaux impasse La Vigneronne et Mas Mauran

Bureau d'études en bâtiment

- Création de salles de cours supplémentaires au Collège de Cabestany (extension)
- Remplacement des couvertures et bardages du bâtiment av. de Bruxelles
- Rénovation intérieure du collège de Port-Vendres
- Aménagement des locaux de l'ancienne pouponnière à l'IDEA
- Création d'un abri à sel au SRD Montagne de Saillagouse



DIRECTION ADJOINTE ADMINISTRATION ET FINANCES

Réalisations

Service Gestion Patrimoniale

- Acquisition des locaux à Canet pour l'implantation d'une antenne sociale
- Cession à l'OPH66 de terrains situés à Saint Assisclé pour un projet de jardins familiaux
- BEA conclu avec la Ville de Perpignan pour l'extension du parc San Vicens
- Désaffectation, déclassement et restitution de l'ancien collège d'Elne à la commune
- Adhésion au groupement de commande SYDEEL66 pour l'acheminement et la fourniture d'électricité
- Optimisation de 19 compteurs électriques dans le cadre de la bascule du TURPE 4 au TURPE 5
- Mise en place d'une télé-relève pour les compteurs d'eau situés dans le périmètre de la Communauté Urbaine
- Relance du marché bois
- Mise en place de la plate-forme d'interventions Allo DLB

Service commande publique

Marchés: démarche éco-responsable dans la rédaction des marchés publics :

- L'approche environnementale est mise en œuvre dans plus de 75 % des marchés soit sous forme de spécifications techniques dès la définition des besoins et/ou sous forme de critère d'attribution lors des procédures de passation.
- L'approche sociale est mise en œuvre au cas par cas avec un champ d'application plus limité, car elle est doublement conditionnée par le montant et par l'objet du marché (exemple en 2017 : restauration de la demi-lune au château Royal de Collioure avec 450 heures d'insertion, remise en état du clos et couvert au Collège de St Paul de Fenouillet avec 350 heures d'insertion).
- La recherche d'économies par des efforts de mutualisation en prenant en compte les besoins des différentes directions, exemple en 2017 avec la mise en place d'un marché mutualisé de gardiennage et de sécurisation.
- Mise en place de procédures et dispositifs contractuels pertinents en vue d'un achat public sécurisé et performant : mise en œuvre des nouveaux textes applicables suite à la réforme des marchés publics entrée en vigueur au 1er avril 2016, élargissement de l'accord cadre à marchés subséquents à de nouveaux domaines d'achat, et ouverture sur des procédures négociées, adhésion à un dispositif d'achat groupé pour l'achat d'électricité.

Achats

- Consultation et attribution des marchés de fournitures administratives
- Remise à jour de la base de données dans le domaine d'achat des vêtements de travail
- Réorganisation du magasin vêture pour favoriser l'efficacité et le gain de temps
- Poursuite des actions de mise en conformité des vêtements et EPI. Exemple en 2017 : évolution du paquetage des électriciens pour mise en sécurité des agents
- Démarche éco-responsable pour la réutilisation du mobilier dit de seconde main, par des commandes groupées, par le recyclage des emballages et des vêtements usagers
- Prise en charge de l'inventaire du mobilier de l'ancien collège d'Elne
- Systématisation et centralisation des demandes d'achat par la plate-forme Allo DLB

Perspectives

- Acquisition du terrain d'emprise de la future MSP à Argelès-sur-Mer
- Compromis de vente pour le bien immobilier situé rue du Gallinas à Font Romeu

- Poursuite des ventes immobilières par le biais d'une plate-forme de courtage d'enchères en ligne
- Finalisation des dossiers immobiliers avec l'OPH66 : bail à réhabilitation pour un bien départemental situé à Elne, signature de l'acte de vente au bénéfice de l'OPH66 de l'ensemble immobilier situé 142 avenue du Languedoc à Perpignan
- Relance de différents marchés : maintenance des installations thermiques, maintenance des ascenseurs, maintenance des portes et portails, maintenance et exploitation des postes de transformation, vérification réglementaire des bâtiments, acquisition de mobilier de bureaux, achat et livraison de vêtements haute visibilité et vêtements de travail
- Groupe de travail en vue de l'élaboration d'un marché mutualisé de vérification périodique de certains EPI
- Participation de la DLB au groupe de travail Marco Web et déploiement du nouvel interface
- Organisation d'une cession à titre gratuit du mobilier scolaire réformé issu de l'ancien collège d'Elne au bénéfice de structures associatives ou institutionnelles
- Poursuite de la dématérialisation des factures avec la solution mutualisée Chorus portail pro et mise en place de la GED (Gestion Électronique des Documents) : participation de la DLB au groupe de travail constitué par la DSI afin de trouver une organisation unique en matière de gestion financière

40 899 € de recettes générées par des ventes de délaissés routiers

464 539 € de dépenses de fonctionnement en loyers et charges locatives

1 127 482 € de dépenses pour le paiement de l'impôt foncier, dont 84 853 € répercutés à des tiers occupants

160 conventions en cours

Production photovoltaïque : **213 148 kwh**

Recettes générées par la vente de l'électricité produite :

38 773 €

5 115 interventions réalisées par l'intermédiaire de la plate-forme Allo DLB

2 500 agents à doter en fournitures administratives et petits matériels : 320 000 € de budget

1 100 agents à habiller : 340 000 € de budget

2 330 bons de commandes / marchés subséquents pour le service commande publique/achats

1 950 réceptions des commandes en magasin et **4 960** livraisons vers les sites départementaux

1 706 demandes Allo DLB traitées (fournitures)

Mobilier : **240 000 € de budget**

Nombre de marchés instruits : **163**

Nombre de marchés notifiés : **115**

Nombre d'avenants : **33**

Nombre de déclarations de sous traitance traitées : **29**

Nombre de rapports Session et notes CP : **26**

6 513 mandats pour un budget de 18 726 113 €
dont 12 479 488 € en section d'investissement

et 6 246 625 € en section de fonctionnement

321 titres de recettes

769 421 € de recettes d'investissement dont 556 822 €

correspondant au recouvrement de subventions

4 000 interventions réalisées par l'intermédiaire de la plate-forme d'interventions GMAO

315 tonnes de déchets recyclés pour une économie de 42 000 €

39 000 € d'économies réalisées sur les redevances de tri de déchets malgré les augmentations annuelles

256 défibrillateurs



DIRECTION DÉLÉGUÉE DES ASSURANCES

A vocation transversale la Direction déléguée des Assurances assure des missions de conseil et d'assistance juridique des services départementaux.

Elle contribue également à la protection fonctionnelle des agents.

Elle gère les assurances de l'ensemble des directions du Conseil Départemental qu'il s'agisse de la passation des marchés publics, du suivi des contrats ou de la gestion des sinistres (hors flotte auto).

Le traitement des dégâts au domaine public routier départemental relève également de sa compétence.

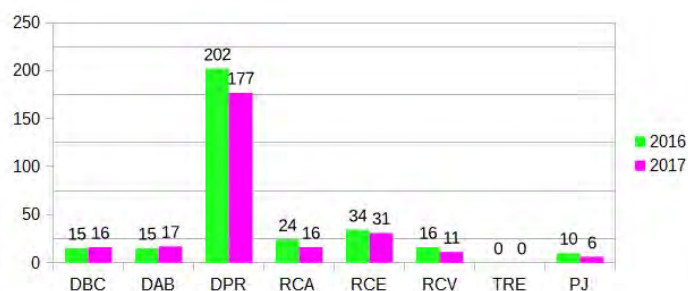
Missions

- Traitement et suivi des sinistres auprès des différents assureurs (DAB ; PJ ; TRE....) ;
- Assistance et conseils prodigués aux agents dans le cadre de la protection fonctionnelle ;
- Passation et suivi des marchés publics de prestations de services en assurances et des polices correspondantes ;
- Conseils aux directions ;
- Expertises sur place dès lors que la responsabilité du Conseil Départemental est recherchée ou lors de dégâts provoqués sur les biens du Conseil Départemental ;
- Instruction et recouvrement des dégâts au domaine public routier départemental.

Réalisations

1) Traitement et suivi des sinistres :

274 sinistres en 2017 (contre 316 en 2016) répartis comme suit



LÉGENDE :

DBC : Dommages aux Biens Collèges
DAB : Dommages Aux Biens autres que collèges
DPR : Dégâts au domaine Public Routier départemental
RCA : Responsabilité Civile Autres (ouvrages publics, dommages aux agents....)
RCE : Responsabilité Civile Enfance
RCV : Responsabilité Civile Voirie (usagers des routes)
TRE : Tous Risques Exposition
PJ : Protection Juridique

Il a en outre été procédé, à la demande des directions concernées, à la déclaration de 4 manifestations et de 25 expositions.

→ Pour les sinistres causés aux biens départementaux, il s'agit, comme les années précédentes, majoritairement d'actes de

vandalisme, et de chocs provoqués par des véhicules terrestres à moteur.

Cette année, le Département a été confronté à des événements climatiques tels que des orages de grêle ainsi qu'à une catastrophe naturelle en Cerdagne ayant endommagé des sites du Département.

Par ailleurs, suite à plusieurs actes de vandalisme constatés sur des biens départementaux, le Département a déposé plainte et s'est constitué partie civile contre les auteurs (dossiers en cours d'instruction).

→ S'agissant des réclamations exercées à titre gracieux visant à rechercher la responsabilité de la collectivité :

- En « responsabilité voirie », il s'agit principalement de dommages matériels sur les véhicules de tiers.

Des réclamations sont souvent adressées au Département alors même que les routes sur lesquelles s'est réalisé le sinistre ne relèvent pas de sa compétence (compétence communale et parfois de l'État).

- S'agissant de la mise en cause du Département suite à des sinistres provoqués par des mineurs relevant du dispositif d'Aide Sociale à l'Enfance, le nombre de sinistres n'est pas significatif, des recours subrogatoires émanant du fonds de garantie des victimes parvenant souvent au Département plusieurs années après la commission des faits.

Sur 31 sinistres enregistrés, 9 d'entre eux concernent des dommages corporels (violences volontaires ou non/accidents).

→ Le nombre de dégâts au Domaine Public Routier départemental (DPR) a diminué, mais ce léger fléchissement du nombre de dossiers traités en 2017 n'est pas significatif.

En effet, le taux de recouvrement s'est avéré en 2017 très performant en dépit des difficultés rencontrées (réticences des assureurs à régler, défaut d'assurance des conducteurs...).

De ce fait, la production d'argumentaires juridiques pertinents s'avère plus que jamais nécessaire au vu des « subtilités » des dossiers.

→ S'agissant du contentieux :

6 dossiers contentieux ont été reçus par le Département.

Les agents ont participé à 4 expertises diligentées sur le « terrain » par les assureurs.

2) Assistance et conseils prodigués aux agents dans le cadre de la protection fonctionnelle (article 11 Loi 1983) :

Sur 56 fiches incidents reçues, 6 d'entre elles ont donné lieu à des dépôts de plaintes eu égard à la gravité des faits commis par les auteurs (menaces de mort/outrages/violences physiques) dont 5 ont abouti à des condamnations pénales.

1 plainte reste en cours d'instruction par le Parquet.

Afin d'assurer la défense des intérêts des agents devant les juridictions compétentes, une somme totale de 10 147,22 € a été engagée par le Département en raison de la situation en auto-assurance connue par le Conseil Départemental en 2017 (résiliation du contrat d'assurance par l'assureur en raison de la sinistralité).

La loi « déontologie » réformant partiellement le dispositif statutaire concernant la protection fonctionnelle des agents (encadrement des honoraires d'avocat), une procédure a été mise en place afin de leur éviter l'avance des frais d'avocat (conventionnement).

3) Conseils aux Directions

Se définissant par sa transversalité, la qualité des services rendus par la Direction déléguée des Assurances dépend en partie (ou pour beaucoup) de celle des informations qui lui sont transmises par l'ensemble des directions.

Par ailleurs, disposant de ressources systématiquement mises à jour, la Direction déléguée des Assurances peut être sollicitée par l'ensemble des agents de la collectivité.

Ainsi, en 2017, 28 études ont été réalisées.

DIRECTION DÉLÉGUÉE DES ASSURANCES

Réalisations (suite)

4) Marchés Publics de services :

Plusieurs marchés ont été lancés et conclus en 2017 : un marché conclu selon la procédure adaptée ainsi que 4 marchés d'appels d'offres ouverts concernant les assurances « Flotte automobile et risques annexes », « Protection Juridique des agents et des élus », « Responsabilité Garage » et « Navigation Plaisance ».

5) Sur le plan financier :

Les recettes s'élèvent à **285 220,34 €** (soit + 85 073,08 € par rapport à 2016) et proviennent majoritairement du recouvrement, après instruction des dossiers, des dégâts provoqués par les usagers sur le Domaine Public Routier départemental (**278 892,41 €**).

Le solde des recettes s'élève à **6 327,93 €** (recours contre des auteurs de dommages aux biens départementaux et remboursement de frais de consignation par un assureur).

Perspectives

→ Mise en place des polices d'assurances conformes aux marchés publics conclus en 2017.

→ Lancement des marchés publics d'assurance eu égard à l'échéance de plusieurs contrats fin 2018 (Responsabilité « Port de Port-Vendres » ; Responsabilité « générale et risques annexes » ; Responsabilité « atteintes à l'environnement » ; « Dommages Aux Biens et risques annexes » ; « Tous risques expositions ») et réflexion sur l'opportunité de garantir d'autres risques.

→ Adaptation de la procédure « Protection Fonctionnelle des agents » au nouveau contrat d'assurance « Protection juridique des agents et des élus » conclu en 2018 avec la compagnie PNAS/AREAS Dommages.

DIRECTION DES SYSTÈMES D'INFORMATION

La Direction des Systèmes d'Information est garante de l'alignement du système d'information sur la stratégie de la collectivité. Elle est responsable de la conception, de la mise en œuvre et du maintien en conditions opérationnelles du système d'information et de sa qualité. Elle pilote la démarche de modernisation de la collectivité. Elle pilote les projets d'aménagement numérique du territoire (Très Haut Débit – Téléphonie mobile). Par ailleurs, elle évalue et préconise les investissements en fonction des évolutions souhaitées et s'assure de l'efficacité et de la maîtrise des risques liées au système d'information.

Missions

- Mission **stratégique** à long terme afin d'offrir des solutions informatiques durables permettant d'assurer pérennité des investissements tout en appréhendant les évolutions technologiques.
- Mission d'**organisation et d'études** consistant à concevoir et évaluer des solutions informatiques par la prise en compte des besoins : l'élaboration de cahiers des charges, l'étude de projets de développement, la maintenance, le suivi et l'évolution des logiciels existants.
- Mission de **coordination** en animant des groupes de travail utilisateurs-informaticiens et en participant à des groupes de travail interdépartementaux et club utilisateurs.
- Mission de **formation de support et d'assistance** aux utilisateurs sur les logiciels bureautiques et métiers.
- Mission de **gestion du parc matériel** en assurant l'installation, le suivi et le dépannage de tous les matériels téléphoniques, micro-ordinateurs, imprimantes, photocopieurs, tablettes et smartphones, alarmes.
- Mission de **communication** avec la gestion des sites Internet, Intranet, Extranet, équipements audiovisuels et visioconférence, prêts de matériels (appareils photos, vidéo projecteurs, PC portables).
- Mission de **collecte et distribution du courrier** sur les sites de la collectivité
- Mission de **gestion et coordination des abonnements** (revues, presse) pour les services de la collectivité
- Mission de **veille technologique**
- Mission de **modernisation** du fonctionnement de la collectivité (mécanismes de gouvernance du SI, dématérialisation des procédures, Piloter les projets stratégiques d'évolution du SI, Accompagner les services en appui aux maîtrises d'ouvrage dans la conduite des projets).
- Missions du **Correspondant Informatique et Libertés** (Assurer, d'une manière indépendante, le respect des obligations prévues dans la loi Informatique et Libertés).
- Mission de **production** avec l'exploitation et maintenance des systèmes, l'atelier reprographie et la PAO.
- Missions **opérationnelles** (achats, comptabilité, marchés publics, inventaire).

- Mission de **mutualisation** des moyens informatique et téléphonique avec les organismes partenaires. Déploiement du réseau public Très Haut Débit sur le territoire départemental : THD et téléphonie mobile.

Réalisations

Plan numérique des collèges : prise en charge de 5 nouveaux collèges depuis la rentrée 2017-2018 soit, 18 collèges équipés de tablettes numériques SGOOL, ce qui représente aujourd'hui 6440 tablettes déployées.

Ouverture du collège d'ELNE : mise en œuvre de l'informatique, de la téléphonie. Installation de 43 I vidéo-projecteurs interactifs, 26 commutateurs, et 14 caméras de vidéo-protection.

Vidéo-protection : dans le cadre de la sécurité des établissements scolaires, 26 collèges ont été dotés de nouvelles caméras et d'un dispositif d'enregistrement.

Changement d'opérateur téléphonique pour les services de télécommunications de la collectivité.

Équipement de l'atelier de reprographie de moyens techniques modernes et appropriés, améliorant la qualité de présentation des documents produits.

Réalisation d'une étude sur un nouvel Intranet

Poursuite de la mise en œuvre du logiciel de gestion des courriers au sein des directions avec pour objectifs : l'amélioration dans le traitement du courrier usager-service favorisant la traçabilité des demandes en réduisant l'acheminement du courrier, logique de développement durable en réduisant le volume de papier par le biais de la numérisation des courriers et de l'acheminement du courrier sur les sites.

Lancement du projet SI MDPH en vue d'obtenir la labellisation CNSA.

Réécriture de l'application de gestion du Fonds de Solidarité Logement (FSL)

RSA : changement de prestataire pour la tierce maintenance applicative
Sectorisation pour la DGAS

Développement du nouveau logiciel de gestion des subventions aux organismes (PGAS).

Assistance à la DGA des Solidarités dans la conduite d'une expérimentation d'une solution de portabilité de l'évaluation APA pour réaliser directement chez les demandeurs une évaluation électronique et non plus papier.

Assistance à la Direction Enfance Famille / Aide Sociale à l'Enfance dans la refonte complète du logiciel métier (IESOPE) de gestion de l'aide sociale à l'enfance pour l'ensemble des aides financières

Assistance à la Direction Enfance Famille / Protection Maternelle et Infantile dans la mise en place d'un logiciel métier de gestion des agréments des assistantes maternelles et familiales.

Assistance à la Direction Personnes Âgées - Personnes Handicapées dans l'écriture du cahier des charges d'un logiciel de saisie du plan d'aide détaillé et dématérialisant les relations central – territoire ainsi que les dossiers des demandeurs.

Assistance à la DGA des Solidarités dans l'écriture du cahier des charges d'un logiciel fournissant une vue globale de la situation d'un usager au sein de l'ensemble des applications du Système d'Information de la DGA.

Mise en place d'une solution de web conférence, lancement d'un pilote sur la Mission Transversale Transfrontalier Europe Innovation.

Assistance à la DGA des Solidarités dans le recueil des besoins en matière de gestion d'agendas pour remplacer le logiciel actuel OBM.

Assistance à la Direction des Archives et de l'Archéologie dans la conduite d'une démarche d'archivage électronique.



DIRECTION DES SYSTÈMES D'INFORMATION

Réalisations

Assistance à la Direction des Finances dans la conduite du projet de dématérialisation de la transmission des pièces justificatives à la paierie et la mise en place d'une solution de Gestion Électronique de Documents pour la gestion des factures dans le cadre de la mise en place du portail CHORUS.

Lancement du déploiement du réseau public Très Haut Débit

Construction des pylônes de téléphonie mobile sur les communes de Oms et Prugnanes dans le cadre du plan de résorption des centre-bourgs en zone blanche

Perspectives

- Architecture centrale du réseau afin d'améliorer la sécurité et la continuité de service de notre infrastructure
- Suivi du plan numérique avec intégration de nouveaux collèges dans le dispositif des tablettes numériques pour les classes de 5^{ème}.
- Transfert de la maintenance informatique des collèges du Rectorat au Département : conformément à la loi Peillon de 2013, le Département prendra en charge la maintenance informatique des collèges à partir de la rentrée 2017, selon un calendrier et des conditions en cours de négociations avec le Rectorat.
- Déménagement de la salle serveurs (Datacenter) de la DSI, et changement des principaux appareils de communication de l'infrastructure réseau sur les sites principaux
- Télétravail : une expérimentation sera mise en place jusqu'en décembre 2018. Elle portera dans un premier temps sur une vingtaine d'agents
- Étude sur le changement de site Internet
- Refonte de l'Intranet
- Déploiement du logiciel de gestion des marchés publics et de la plate-forme de publication
- Mise en service du logiciel IESOPÉ pour les aides financières Enfance-Famille
- Mise en œuvre logiciel de gestion de la MDPH
- Poursuite de la dématérialisation des pièces justificatives comptables et des marchés publics
- Mise en œuvre de l'étude sur l'archivage électronique des documents
- Coordination et mise en œuvre des travaux pour le déploiement du réseau public Très haut Débit
- Mise en service des équipements par les opérateurs sur les pylônes de Oms et Prugnanes (programme résorption des zones blanches centres-bourgs)

Plan numérique des collèges

5 nouveaux collèges depuis la rentrée 2017-2018 soit, 18 collèges équipés de tablettes numériques SQOOL, ce qui représente aujourd'hui 6440 tablettes déployées.

Maintenance des équipements : **3 222 demandes d'interventions** ont été honorées cette année, ce qui représente une augmentation de 15 % des interventions par rapport à 2016.

Maîtrise des coûts de fonctionnement et **réduction des frais de reprographie de l'ordre de 25 %**

2 278 demandes de travaux ont été recensées dans l'application Allo PAO Imprimerie.

818 demandes de supports de communication graphique ont été recensées dans l'application Allo PAO Imprimerie.

74 développements significatifs et mises en ligne de pages web ont été effectués sur le site Internet

Le Courrier c'est **2 500 plis/ jour** à la réception sur les boîtes postales BP 906 et BP 142

700 plis « interne » par jour sur les différents sites du Conseil Départemental

375 929 plis ont été affranchis avec les deux machines du pôle (dont **45 186 plis pour la MDPH**)

7 189 bordereaux réalisés à destination des directions et services de la collectivité

66 envois en nombre (+ 250 plis à tarif préférentiel)
3 tournées de distribution avec 60kms parcourus par semaine pour la plus restreinte (Hôtel du Département-Sauvy-Paierie) à 160 kms par semaine pour la tournée MSP Solidarité

56 applications « métier » développées en interne

Très haut débit : 190 communes couvertes d'ici 2022
Les élus ont voté à l'unanimité le lancement opérationnel du déploiement du très haut débit dans les Pyrénées-Orientales. Avec cette technologie, c'est une nouvelle page de l'aménagement numérique du territoire qui s'écrit, celle de la mobilité de l'information et du rapprochement des populations. Désormais tous les habitants bénéficieront de la vitesse d'un débit de grande qualité. Concrètement, grâce à un investissement du Département à hauteur de 107 M d'€, 190 communes** (soit un territoire de plus de 200 000 habitants), bénéficieront, à terme, d'un réseau internet à très haut débit.

C'est une question d'égalité entre tous les territoires et tous les habitants.

* Le montant total de ce Plan s'élève à 155 M d'€, avec, en plus du financement départemental, l'aide de l'Europe (2 M d'€), de L'État (26 M d'€) et de la Région (18,3 M d'€).

**Hormis celles de la Communauté urbaine Perpignan Méditerranée Métropole (opérateur privé).



SERVICE ANIMATIONS ET FESTIVITÉS

Le Service Animations et Festivités a été rattaché à la DGA courant février 2017. Ce service intervient sur le plan logistique et technique dans la plupart des manifestations organisées par les différentes Directions du Département des Pyrénées-Orientales et est amené à intervenir aussi bien dans les communes du département que sur les sites gérés par la collectivité : Hôtel du Département, Palais des Rois de Majorque, Château Royal de Collioure, Maison de la Catalanité, Prieuré de Serrabona, site de Paulistes, Maison des Sports, Maisons sociales, Archives Départementales, Médiathèque, Port-Vendres et les salles Canigou et Président du bâtiment situé Porte d'Espagne.

Missions

Equipes techniques :

- Installations, suivi technique et logistique des divers événements organisés par les différentes Directions du Département et leurs partenaires.
- Réalisation d'une vidéothèque de la vie culturelle menée par le Département.
- Prêt de matériel aux associations et aux communes.
- Gestion du calendrier de mise à disposition de sites du Département pour l'organisation de concerts, colloques, conférences-débats, journées d'étude, formations...
- En association avec des artistes du département, mise en place d'expositions (Palais des Rois de Majorque, Château Royal, MaCa).
- Gestion et stockage des œuvres d'arts appartenant à la collectivité : transmis à la DCPC

Equipe Restauration :

- élaboration de menus ;
- confection repas et buffets ;
- service à table et derrière les buffets ;
- mise en place et service de vins d'honneur et accueils cafés ;

Réalisations

Equipe Technique

- **450 manifestations** dont 16 dans le cadre Festival Eté 66, les autres réparties comme suit : 104 à l'Hôtel du Département, 75 au Palais des Rois de Majorque, 42 au Château Royal de Collioure, 62 à la Maison de la Catalanité, 6 au Prieuré de Serrabona, 5 sur le site de Paulilles, 1 à la Maison des Sports, 90 en salles Canigou et Président et 65 sur les différentes communes du Département.
- 110 prêts de matériel (écran, vidéo-projecteurs, sono, chaises, grilles, tribunes, scènes, tentes, arche gonflable, drapeaux) aux communes et associations du Département ;
- Complément du système son ;
- Amélioration de la qualité scénographique par le biais de l'achat de projecteurs leds ;
- Vérification des infrastructures logistiques : Tribunes, échafaudages, appareils de levage ;
- Maintien de la collaboration avec le pôle Sécurité Incendie lors d'événements programmés par la collectivité ; transfert de la ligne budgétaire « SAF divers - secouristes » à ce même service.

Les expositions :

La partie administrative de la gestion des expositions est restée rattachée à la DGA Citoyenneté, plus précisément à la Direction de la Culture, du Patrimoine et de la Catalanité.

Le personnel :

- formation continue des agents en contrat emploi avenir au sein du pôle mais aussi avec des organismes formateurs extérieurs.
- mise à jour de diverses formations de tous les agents techniques (Certificat d'Aptitude à la Conduite En Sécurité nécessaire pour la conduite d'engins de chantiers, travaux en hauteur, habilitations électriques, montage de structures et échafaudages).

Les marchés :

- renouvellement annuel du marché Animation ;
- renouvellement annuel du marché acquisition de denrées alimentaires ;
- mise en place du marché « Acquisitions de Vins, Vinaigres de Table, Huiles d'olives et boissons non alcoolisées bio ».

Perspectives

- Continuité d'investissement logistique et technique pour optimiser les différents événementiels.
- Formation des agents techniques en fonction de leurs missions et des obligations en matière d'hygiène et de sécurité.

450 Manifestations

réparties sur les sites du Département et extérieurs

110 prêts de matériel



DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

Missions

- Gérer et accompagner les évolutions du potentiel humain, par la formation notamment
 - Communiquer et réformer sur les matières statutaires
 - Aider à l'insertion des nouveaux recrutés
 - Contrôler et accompagner les services en matière de GTT
 - Gérer la protection sociale des agents
 - Gérer le déroulement des carrières et des positions des agents de la structure, de l'acte de recrutement à la radiation des cadres (avancement d'échelon, de grades, temps partiel, détachement, congé parental, congé maladie, maternité, paternité, accident de service, retraites, médaille d'honneur départementale) ainsi que l'organisation des CAP d'évaluation et d'avancement de grade
 - Réaliser la paye mensuelle, l'affiliation et validation de services auprès de la CNRACL
 - Verser les divers régimes indemnitaires
 - Instruire et payer les frais de déplacements
 - Suivre les NBI, ainsi que la part variable du régime indemnitaire
 - Gérer des procédures disciplinaires
- La Directrice des Ressources Humaines, en qualité de personne responsable de l'accès aux documents administratifs, assure l'interface avec la **CADA**.
- La Directrice a procédé à 140 entretiens individualisés

Réalisations

Pôle informatique et Budget

Référent Informatique : 2 agents
Interventions auprès des agents de la DRH,

Finances :
Suivi du budget et Comptabilité
Mise en place de la Dématérialisation
Mandats traités : 131
Titres traités : 414

Informatique :
Études diverses
Aide à la mise en place des fusions des arrêtés de Carrière
Mise à jour de l'intranet : 599
Édition des badges 160 entre août et décembre

Cellule Protection Sociale TICKETS RESTAURANT

Gestion des Tickets Restaurant nominatifs et non nominatifs.
Mis en place à la DRH à compter du 1er janvier 2013

ÉVOLUTION DES TITRES RESTAURANT NOMINATIFS ET NON NOMINATIFS EN VOLUME ET EN VALEUR :

T.RESTAURANT NOMINATIFS CHÉQUIERS OU DÉMATÉRIALISÉS		VALEUR FACIALE
TR NOMINATIFS SUPPORT PAPIER	328 278 TR	1 805 529,00 €
TR NOMINATIFS DÉMATÉRIALISÉS		32 939,50 €
TOTAL COMMANDES MIXTES T.R nominatifs et T.R. dématérialisés	334 267 TR	1 838 468,50 €
Soit + 82 TR commandés par rapport à 2016		
T.RESTAURANT NON NOMINATIFS	7 500 TR	41 250,00 €
Soit une différence de – 901 TR non nominatifs commandés par rapport à 2016		
AVOIRS		
Tickets restaurant nominatifs et non nominatifs périmés 2016 ou TR nominatifs et non nominatifs non utilisés 2017) retournés au Prestataire EDENRED	509 TR	2 799,50 €
- Remboursement par factures avoirs	225 TR	1 237,50 €
- Remboursement avoirs par chèque bancaire	284TR	1 562,00 €

FAIT MARQUANT :

Du changement en 2017 avec la mise en place des titres restaurant dématérialisés. L'agent peut opter soit 100 % T.R. support papier ou 100 % carte TR dématérialisés ou bien mixte, exemple 50 % chéquier et 50 % Carte.

Sur une moyenne de 1950 bénéficiaires de Tickets Restaurant nominatifs, seuls 100 agents ont choisi les titres restaurant dématérialisés.

PROFIL DES BÉNÉFICIAIRES DE TITRES RESTAURANT NON NOMINATIFS :

BENEFICIAIRES		NOMBRE D'AGENTS
Stagiaires non rémunérés		89
(Classe Seconde, Bac, BTS, Licence, Maîtrise)		
Stagiaires rémunérés :		
- Assistants de Service Social (IRTS)		7
- Conseiller en Économie Sociale et Familiale (CESF)		7
- Stagiaires rémunérés (École Ingénieur, Étèves en Master 2 – Doctorat)		3
Saisonniers (période d'avril à novembre 2017).....		
		211
Apprentis et Agent Etat.....		
		8
Agent en Contrat Civique.....		
		1
Ouvriers des Pars et Ateliers « OPA ».....		
		2

GESTION DES MUTUELLES

Le Département a financé les risques liés à la santé et à la prévoyance pour 835 agents ayant souscrit à un contrat présentant une garantie labellisée.

Le versement de la participation s'est élevé à 30 165,00 € pour la santé et 18 010,00 € pour la prévoyance.

Répartition par catégorie d'agents et produits « santé » et ou « prévoyance » :

PRODUIT « SANTE » et ou « PREVOYANCE »					
SANTE		PREVOYANCE		SANTE ET PREVOYANCE	
518 agents		317 agents		835 agents	
PAR CATEGORIE					
CATEGORIE	Montant Santé	Montant Prévoyance	Nombre agents ayant souscrit à un produit santé	Nombre agents ayant souscrit à un produit prévoyance	Nombre agents bénéficiant aide Santé et Prévoyance
A	2 857,50 €	1 730,00 €	60	38	98
B	8 980,00 €	5 885,00 €	170	110	280
C	18 327,50 €	10 395,00 €	288	169	457
TOTAUX	30 165,00 €	18 010,00 €	518	317	835

Par rapport à 2016, une augmentation de plus de +194 agents qui ont souscrit à un produit labellisé « santé » et « prévoyance »

« Unité Maintien dans l'emploi » (PMEH)

Rattaché à la Direction des Ressources Humaines, « Unité Maintien dans l'Emploi » a pour mission de concourir au maintien dans l'emploi et de favoriser les conditions de vie des bénéficiaires de l'obligation d'emploi (travailleurs handicapés, reconnaissance invalidité...) en actionnant les dispositifs de droit commun et le FIPHFP.

Secrétariat du Comité médical et de la commission de réforme

Depuis le 1er janvier 2016 Le PME-H assure le secrétariat du Comité Médical et de la Commission de Réforme, cette activité étant jusque-là assumée par les services de l'État. Mme Malika Hammadi assistée de Mme Dominique Nogues a été chargée des secrétariats de la commission de réforme et du comité médical.

Cette activité étant nouvelle au sein du Conseil Départemental a nécessité la mise en place de nouvelles procédures avec les différents acteurs (Etat, médecins, représentants du personnel...)

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

Réalizations (suite)

Un changement de procédure est intervenu en 2017 : les demandes de temps partiel sollicitées par les agents et validées par l'expert ne sont plus soumises à l'avis du Comité Médical. Une nouvelle procédure interne a été mise en œuvre pour répondre à cette modification législative.

Nombre de dossiers étudiés en Comité médical et Commission de Réforme : Année 2017

	CM	CR	total	TP CM	TPT CR	Total
janvier	15	0	15			15
février	12	3	15			15
mars	16	7	23			23
avril	8	4	12	4		16
mai	17	6	23	1	1	25
juin	16	5	21	4	1	26
juillet	13		13	3		16
août		8	8	3		11
septembre	22	4	26	5		31
octobre	15	5	20	2	1	23
novembre	15	6	21	5		26
décembre	17	6	23	1		24
	166	54	220	28	3	251

soit :

110 agents concernés pour le Comité médical
soit 46 agents concernés pour la commission de réforme dont :
34 Cat C ; 9 Cat B et cat A

Nous évaluons à un tiers le nombre d'agent contactant le secrétariat du comité médical et de la commission de réforme (procédure, situations personnelles...)

Télétravail :

1 agent est positionné en télétravail pour raisons de santé

La mise en œuvre de ce nouveau type d'organisation a nécessité la création de nouvelles procédures, et d'une convention de télétravail, en relation avec l'ensemble des acteurs.

Bénéficiaires de l'Obligation d'Emploi

en 2017 146 BOE soit 6,95 % seront déclaré au FIHFP (7,50 % en 2016)

Les agents sont reçus à la DPSBET par le référent handicap soit 137 entretiens sur rendez-vous.

19 dossiers de demande MDPH ont été accompagnés

Plateforme du Fiph

Une nouvelle procédure a été mise en place afin de solliciter le remboursement des actions en faveur des BOE au dernier trimestre 2016 (cf attente de nouvelle organisation, procédure validation)

En 2017, 15 demandes de remboursement ont été déposées sur la plateforme du FIPHFP.
19 862,91€ ont été accordés sur un total sollicité de 25 088,18€

Participation :

COMEX, Document Unique, accueil nouveaux arrivants, différents groupes de travail -collèges, réunion SPP/RH/DEJS, reclassement.

Bilan du pôle carrières et payes

Le pôle carrières et payes est en charge de la prise en compte et de la mise en œuvre des situations impactant la carrière des agents.

En 2017, plusieurs faits marquants ont rythmé l'activité des deux services.

Pour le service de la gestion des carrières :

Au titre de l'année 2017, 5901 arrêtés ont été pris dans le cadre de la gestion des agents de la collectivité. Ces actes de gestion ont traduit la mise en œuvre de différents chantiers qui ont impacté la gestion du service.

1/ Poursuite de la mise en œuvre du PPCR :

La deuxième phase du PPCR impactant les catégories C et A a été mise en œuvre. Cette deuxième phase a entraîné un travail important de reclassement de l'ensemble des agents concernés avec la prise de plusieurs centaines d'arrêtés (2503 arrêtés uniquement liés au PPCR).

2/ Mise en œuvre de la CAP 2017 :

Le service carrière a préparé et mis en œuvre la CAP 2017 qui a eu pour particularité de prendre en compte les situations des agents antérieures à la mise en œuvre du PPCR pour la majeure partie des cadres d'emplois. Cette particularité s'est notamment traduite par le déroulement fictif de la carrière des agents sur leur ancienne situation, leur avancement au titre de la CAP (190 nominations par avancement de grade et promotion interne), puis leur reclassement dans leur nouveau cadre d'emplois (modifié par le PPCR).

3/ La gestion des dossiers de retraites

En 2017, le service des carrières a procédé à plus de 136 préliquidations de retraite, 56 retraites. Toujours dans un esprit de communication et d'information envers les agents du Département, le service a procédé à plus de 102 simulations de pension retraite.

4/ Les instructions des demandes de CLM, CLD et accidents de travail ou maladie professionnelle

En 2017, le service des carrières a instruit plus de 118 dossiers d'accident de service et 13 dossiers de maladies professionnelles.

Par ailleurs, 39 demandes d'instruction de congé de longue maladie et longue durée ont été traitées en coordination étroite avec les services de médecine (notamment la médecine préventive et le médecin agréé) ainsi qu'avec les organismes compétents en matière d'avis sur l'imputabilité ou non d'un accident ou d'une maladie.

Pour le service de la gestion des payes et des rémunérations accessoires :

1/ Le PPCR phase 2:

La revalorisation indiciaire au 1er janvier 2017 concernant les catégories C et A, la mise en œuvre du transfert prime point pour ces mêmes catégories, et la prise en compte au niveau de la paye de leur reclassement.

2/ La mise en œuvre d'un nouveau régime indemnitaire

L'année 2017 a vu la mise en place de l'Indemnité de Fonctions, de Sujétions, et d'Expertise au sein de la collectivité.

Par ailleurs, un travail d'information auprès des agents de la collectivité, ainsi qu'une boîte mail dédiée ont été mis en place afin d'accompagner au mieux les agents dans la compréhension de leurs bulletins de salaire qui étaient impactés par ce changement de régime indemnitaire.

3/ La fin des validations des services annoncée par la CNRACL

Au cours de l'année 2017, la CNRACL a informé les collectivités de la fin du dispositif de validation des carrières et les a invité à clore les

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

Réalisations (suite)

dossiers en instance avant la fin de l'année.

Afin de respecter cette échéance, un travail de relance effectué tant auprès des agents qui n'avaient pas produit certains justificatifs qu'auprès de collectivités a été effectué. Il en découle qu'actuellement les seuls dossiers encore en instance au sein de la collectivité sont ceux qui n'ont pas reçu de réponse à ces relances.

5/ La gestion des frais de déplacements

En 2017, afin d'améliorer la visibilité de la gestion financière des frais de déplacement, un travail a été effectué afin d'encadrer les délais de saisine des frais de déplacement une fois ceux-ci engagés par l'agent.

Plusieurs réunions ont été organisées avec les relais Notilus afin de recueillir leurs expériences quotidiennes et leur apporter des solutions.

Service Ressources et Relations Humaines

Gérer et accompagner les évolutions du potentiel humain, par la formation notamment
Aider à l'insertion des nouveaux recrutés
Contrôler et accompagner les services en matière de GTT

Formations dans les domaines de la sécurité et de l'hygiène

« Certificats d'Aptitude à la Conduite d'Engins »
« Formation des agents de prévention »
« Pratiques de lutte contre l'incendie »
« Premiers secours »
« Hygiène alimentaire »...) :
964 jours de formations suivies

Accompagnements individuels dans le cadre de reclassements, de maintien dans l'emploi, de conseils personnalisés pour édifier un parcours formatif particulier : 29 agents

SECTEUR « Gestion du Temps de Travail »
Étude et contrôle des emplois du temps des agents ATEE en fonction de la quotité de travail et du calendrier scolaire
Contrôle continu des autorisations exceptionnelles d'absence

Secteur « Effectifs »

Nombre d'agents au 31 Décembre 2017 : **2 163 agents** permanents, dont 155 agents contractuels

Secteur « Formation »

Nombre de jours de formations suivis par les agents : **6 783,5**

Nombre de jours de formations de perfectionnement : **4 575**
soit 67,44 %

Nombre de jours en préparations concours et examens : **507,5**
soit 7,48 %

Nombre de jours en formations statutaires : **1 633** soit
24,07 %

Nombre de jours en formations personnelles (2 Bilans de compétences et une licence) : **82,5** soit **1,21 %**

Nombre d'agents ayant suivi une formation : **1 496**

Nombre de jours suivis / agents formés : **4,53**

Nombre de jours suivis / agents (2 319 agents au 31/12/2017 :
2 163 permanents plus 156 non permanents, hors Assistants familiaux) : 2,92

Secteur « Gestion du Temps de Travail »

Actions de formations : **12**

Compte Épargne Temps (CET) : **578 arrêtés et 72 certificats de monétisation**

10 347 saisies d'Heures Supplémentaires réparties comme suit : à payer : 6 258 saisies concernant 324 agents et à récupérer : 3 819 saisies concernant 411 agents

Perspectives

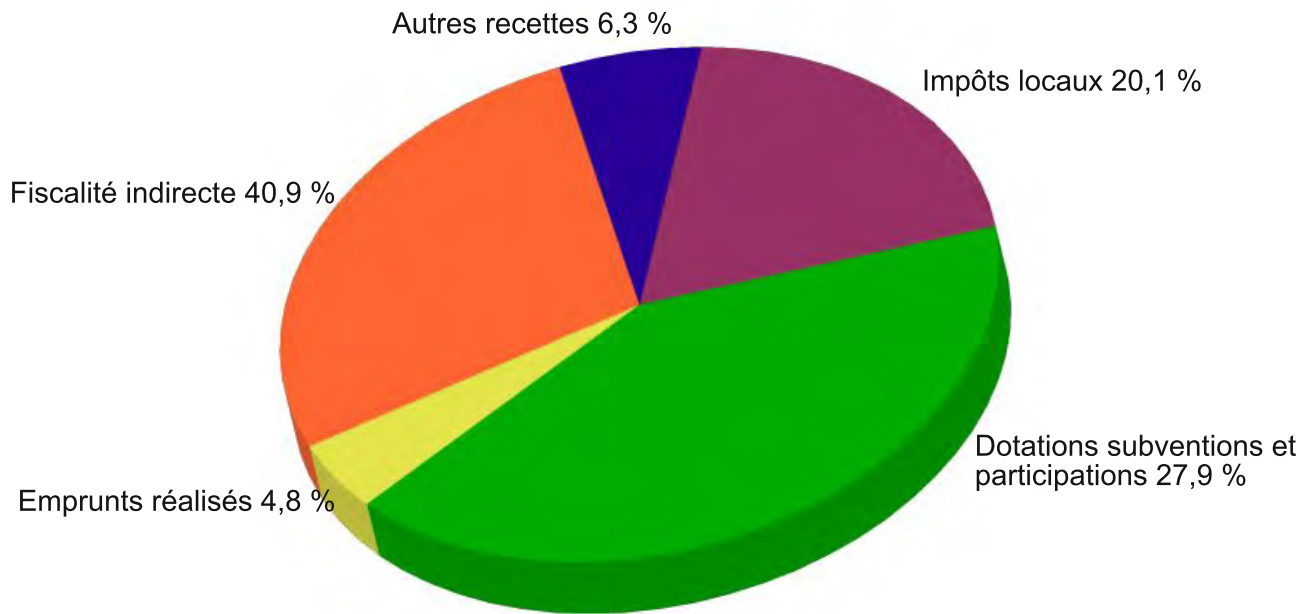
- Maintien des séminaires d'accueil pour les nouveaux agents et poursuite des formations sur le statut, le droit et les obligations pour la même population ; celles-ci seront assurées par des formateurs internes,
- Développement des formations internes, notamment ACES et habilitations électriques
- Poursuite de la réflexion sur le partage des missions RH et la modernisation de la DRH,
- Mise en place des modules « postes » sous format Civiweb,
- Automatisation des flux d'informations entre notre logiciel RH (CEGID) et la plateforme du CNFPT.



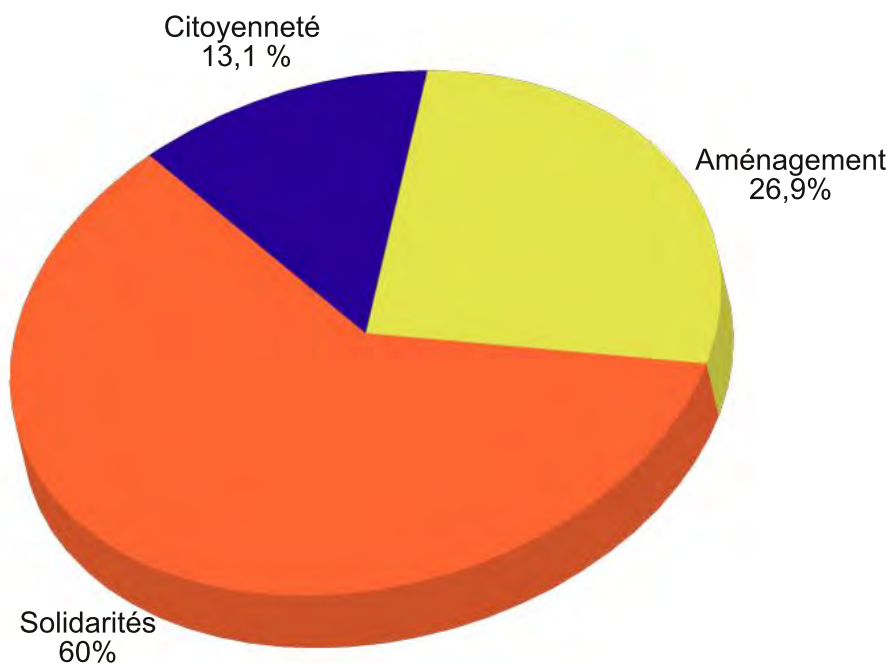
RAPPORT FINANCIER

Direction des Finances, Affaires Juridiques et Marchés
Pôle Analyse et Etudes

Montant des recettes totales : 661 601 142 €



Montant des dépenses totales : 641 357 135 €



LEXIQUE DES ABRÉVIATIONS ET SIGLES

A

ACI	Ateliers Chantiers d'Insertion
ACTP	Allocation Compensatrice Tierce Personne
ADRH	Association Départementale pour la Réinsertion des Handicapés
AED	Action Educative à Domicile
AJI	Accueil de Jour Insertion
AP/CP	Autorisation de Programme / Crédits de Paiement
APA	Allocation Personnalisée d'Autonomie
APAJH	Association pour Adultes et Jeunes Handicapés
APEX	Association pour l'Enseignement, l'Éducation, les Études et l'Expérimentation
APLEC	Association pour l'Enseignement du Catalan
ARS	Agence Régionale de Santé
AS	Assistant(e) Social(e)
ASAD	Accompagnement Social et Accès aux Droits
ASE	Aide Sociale à l'Enfance
ASH	Aide Sociale à l'Hébergement
ASH	Aide Sociale aux Handicapés
ASLL	Accompagnement Social lié au Logement
ASU	Aide Sociale d'Urgence
ASV	Adaptation de la Société au Vieillessement
ATEE	Agent Technique des Établissements d'Enseignement

B

BDP	Bibliothèque Départementale de Prêt
BP	Budget Primitif

C

CAA	Cour administrative d'appel
CADA	Commission d'Accès aux Documents Administratifs
CAF	Caisse d'Allocation Familiale
CAD	Commission d'Appel d'Offres
CAOMI	Centres d'Accueil et d'Orientation spécialement dédiés à l'accueil des Mineurs
CAP	Commission Administrative Paritaire
CAP	Chèque d'Accompagnement Personnalisé
CARSAT	Caisse d'Assurance Retraite et de Santé au Travail
CCAREX	Commission spécialisée de Coordination des Actions de Prévention des Expulsions locatives
CCAS	Centre Communal d'Action Sociale
CCDP	Centre Départemental de Documentation Pédagogique
CDCA	Conseil Départemental de la Citoyenneté et de l'Autonomie
CDT	Comité Départemental du Tourisme
CEGIDD	Centre Gratuit d'Information, Dépistage et Diagnostic des infections par le virus de l'immunodéficience humaine et les hépatites virales
CESF	Conseiller en Economie Sociale Familiale
CESU	Chèque Emploi Service Universel
CFPPA	Conférence des Financeurs de la Prévention et de la Perte d'Autonomie
CIDAG	Centre d'Information et de Dépistage Anonyme et Gratuit
CIDFF	Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles
CID	Centre d'information et d'orientation
CLIC	Centre Local d'Information et de Coordination
CLS	Contrat Local de Santé
CMI	Carte Mobilité Inclusion
CMP	Centre Médico Psychologique
CNFPT	Centre National de la Fonction Publique Territoriale
CNRACL	Caisse Nationale de Retraites des Agents des Collectivités Locales
CODAJE	Commission Départementale d'Accueil du Jeune Enfant
COPIL	Comité de Pilotage
COTECH	Comité Technique
CPOM	Contrats Pluriannuels d'Objectifs et de Moyens
CREAI-ORS	Centre Régional d'Etude d'Action et d'Information en faveur des personnes en situation de vulnérabilité - Observatoire Régional de la Santé
CT	Coordonnateur Technique
CTD	Centre Technique Départemental
CTI	Coordonnateur Technique Insertion
CUCS	Contrat Urbain de Cohésion Sociale
CUI	Contrat Unique d'Insertion

D

DAP	Délégation d'autorité Parentale
DALO	Droit Au Logement Opposable
DASAD	Direction d'Accompagnement Social et Accès aux Droits
DDPP	Direction Départementale de Protection de la Population
DDTM	Direction Départementale des Territoires et de la Mer
DEF	Direction Enfance Famille
DEJS	Direction Education Jeunesse et Sports
DGAS	Direction Générale Adjointe des Services
DSL	Développement Social Local

E

EAJE	Établissement d'Accueil des Jeunes Enfants
EHPAD	Établissement d'Hébergement pour Personnes Âgées Dépendantes
EMS	Equipe Médico Sociale
EPL	Établissements Publics Locaux d'Enseignement
EPRD	Etat des Prévisions de Recettes et de Dépenses
ERP	Établissement Recevant du Public
ESMS	Établissements Sociaux et Médico-sociaux
ESSMS	Établissements et Services Sociaux ou Médico-Sociaux

F

FDS	Fiches de Données de Sécurité
FIPH	Fonds d'Intervention pour les Personnes Handicapées
FIPHFP	Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées de la Fonction Publique
FSE	Fonds Social Européen
FSL	Fonds de Solidarité Logement

G

GIRRAGE	Fait d'évaluer le degré de dépendance du demandeur de l'APA à partir de la grille AGGIR (Autonomie, Gérontologie, Groupes Iso-Ressources)
GED	Gestion Electronique des Documents
GIR	Groupe Iso Ressources
GMP	Garantie Minimale de Points retraite complémentaire par an
GPMC	Gestion Prévisionnelle des Métiers et des Compétences
GTT	Gestion du Temps de Travail

I

IAE	Insertion par l'Activité Economique
IDEA	Institut départemental de l'Enfance et de l'Adolescence
IESOPE	Logiciel
IFCT	Institut Franco Catalan Transfrontalier
IRTS	Institut Régional du Travail Social
IST	Infection Sexuellement Transmissible
IVG	Interruption Volontaire de Grossesse

J

JAF	Juge des Affaires Familiales
-----	------------------------------

M

MAIA	Méthode d'Action pour l'Intégration des services d'aides et de soins dans le champ de l'Autonomie
MAM	Maison d'Assistante Maternelle
MAD	Module d'Accueil et d'Orientation
MASP	Mesures d'Accompagnement Social Personnalisé
MDPH	Maison Départementale des Personnes Handicapées
MDPO	Médiathèque Départementale des Pyrénées-Orientales
MECS	Maison d'Enfants à Caractère Social
MNA	Mineurs Non Accompagnés
MDA	Mission Offres d'Accueil
MP	Marché Public
MSA	Mutualité Sociale Agricole
MSP	Maison Sociale de Proximité



LEXIQUE DES ABRÉVIATIONS ET SIGLES

N

NBI Nouvelle Bonification indiciaire

O

OAT Ordonnancement et Appui Technique
 ODPE Observatoire Départemental de la Protection de l'Enfance
 ONED Observatoire National de l'Enfance en Danger
 ONPE Observatoire National de la Protection et de l'Enfance
 OPH Office Public de l'Habitat

P

PA / PH Personnes Âgées, Personnes Handicapées
 PACEA Parcours Contractualisé d'accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie
 PAFAD Le service d'Accompagnement Familial à Domicile
 PAD Publication Assistée par Ordinateur
 PCH Prestation de Compensation du Handicap
 PDA Personnel Digital Assistant
 PDALHPD Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées
 PDEAC Parcours d'Éducation Artistique et Culturelle
 PDU Pôle Droit des Usagers
 PEG Pôle Etude Générale
 PEPS Préparation à l'Environnement Professionnel et Social
 PHV Personnes Handicapées Vieillissantes
 PIG Programme d'Intérêt Général Départemental
 PIJ Point Information Jeunesse
 PING Pôle Ingénierie et Travaux
 PJJ Protection Judiciaire de la Jeunesse
 PMI Protection Maternelle et Infantile
 PDA Pôle Ouvrages d'Art
 PPA Plan Personnalisé d'Autonomie
 PRA Plan de reprise d'activité
 PRAP Prévention des Risques liés à l'Activité Physique
 PRDS Plan Régional de Développement Social
 PRM Palais des Rois de Majorque
 PSSI Pôle Sureté Sécurité Incendie
 PST / PSI Programme Social Thématique / Prospection Socio Immobilière
 PTI Pacte Territorial pour l'Insertion

R

RAA Recueil des Actes Administratifs
 RA Rapport d'Activité
 RAM Relais Assistantes Maternelles
 RD Routes Départementales
 RDAS Règlement Départemental d'Aide Sociale
 RDBA Routes, Déplacements, Bâtiments, Assurances
 REAAP Réseau d'écoute, d'Appui et d'Accompagnement des Parents
 RESO 66 Plateforme réunissant plusieurs modes de transport,
 RH Ressources Humaines
 RMH Règlement Magnétique HOPAYRA
 RSA Revenu de Solidarité Active

S

SAAD Service d'Aide et d'Accompagnement à Domicile
 SAD Service d'Accueil à Domicile
 SAFI Service Administration et Finances
 SAS Service d'Action Sociale
 SIAE Structures d'Insertion par l'Activité Économique
 SIAD Service Intégré d'Accueil et d'Orientation
 SIG Système d'Information Géographique
 SIRH Système d'Information de Gestion des Ressources Humaines
 SLE Service Logistique et Entretien
 SPASAD Services Polyvalents d'Aide et de Soins à Domicile

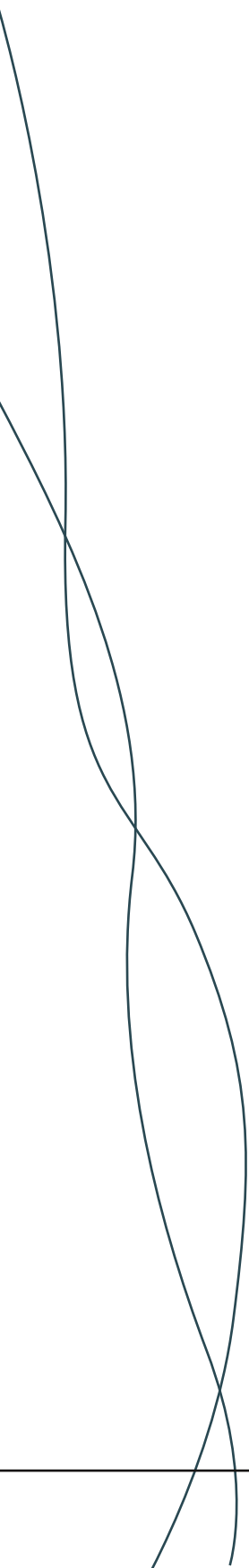
T

TMS Troubles musculo-squelettique

U

Union Nationale de l'Aide, des Soins et des Services aux Domiciles





Rapport sur l'Activité des Services 2017

Département des Pyrénées-Orientales
24, Quai Sadi Carnot
66906 PERPIGNAN CEDEX
04.68.85.85.85
www.cd66.fr

Coordination, recueil des éléments, conception et mise en page :
Direction Générale - Service Assemblées
avec la participation de l'ensemble des Directions

Photos :
Michel Castillo - Michel Jauzac - Bernard Frankel

Impression :
Direction des Technologies,
Information et Communication du Conseil Départemental
150, Avenue de Milan
66906 PERPIGNAN

